



Justice Fiscale : État des Lieux 2024

Novembre 2024

Remerciements

Le Tax Justice Network estime que nos systèmes fiscaux et financiers sont les outils les plus puissants pour créer une société juste qui accorde une importance égale aux besoins de chacun. Mais sous la pression des grandes entreprises et des super-riches, nos gouvernements ont programmé ces systèmes pour donner la priorité aux plus riches, insérant l'opacité financière et les paradis fiscaux au coeur de notre économie mondiale. Ceci alimente les inégalités, favorise la corruption et sape la démocratie. Nous travaillons afin de réparer ces injustices en inspirant et en équipant les citoyens et les gouvernements à reprogrammer leurs systèmes fiscaux et financiers.

Ce rapport et le portail de données associé ont été envisagés et réalisés par l'équipe du Tax Justice Network dont font partie Mark Bou Mansour, Sergio Chaparro-Hernández, Cecile Clerc, Alex Cobham, Mario Cuenda García, Jacqueline Engel, Rachel Etter-Phoya, Roxanne Green, Naomi Fowler, Moran Harari, Layne Hofman, Luke Holland, Martin Kopeček, Andres Knobel, Florencia Lorenzo, Idriss Linge, Franziska Mager, Markus Meinzer, Bob Michel, Lucas Millán, Liz Nelson, Miroslav Palanský, Zoe Parkin, Francine Quee, Helena Rose, Alison Schultz et Gonzalo Villanueva.

Nous remercions chaleureusement les experts suivants pour leurs contributions et leurs généreux conseils sur les méthodologies, les objectifs et l'approche globale dans les différentes éditions de Justice Fiscale: État des Lieux - Dereje Alemayehu (GATJ), Hiroo Aoba (PSI Asia), Baba Aye (PSI), Daniel Bertossa (PSI), Gabriel Casnati (PSI Brazil), Cathy Cross (former Tax Justice Network Board Member), Eva Danzi (Tax Justice Italie), Adrian Falco (Foundation SES), Javier Garcia-Bernardo (Université de Utrecht), Klelia Guerrero Garcia (Latindadd), Ryan Gurule (anciennement de FACT Coalition), Outi Hakkarainen (Finnigo), Peter Henriksen Ringstad (Tax Justice Norvège), Saara Hietanen (Finnwatch), Sigrid Jacobsen (Tax Justice Norvège), Petr Janský (Université Charles), Francis Kairu (TJN-Afrique), Jeannie Manipon (APMDD), Anna Marriot (Oxfam Grande Bretagne), Mikhail Maslennikov (Oxfam Italie), Tove Maria Ryding (Eurodad), Krishen Mehta (Tax Justice Network conseiller senior), Paul Monaghan (Foundation Fair Tax), Luis Moreno (Latindadd), Evelyn Muendo (TJN-Africa), Chenai Mukumba (TJN-Afrique), Léonce Ndikumana (PERI-Mass, ICRICT), Bernadette O'Hare (Université St Andrews), Severine Picard (Progressive Policies), Sol Picciotto (BEPS Monitoring Group, Tax Justice Network conseiller senior), Kerrie Sadiq (Université Technologique de Queensland, Tax Justice Network conseiller senior), Toby Sanger (précédemment à Canadians for Tax Fairness), Nick Shaxson (Balanced Economy Project), Christoph Trautvetter (Tax Justice Allemagne), Jason Ward (CICTAR), Attiya Waris (Nations unies experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels; Professeur, Université de Nairobi; Tax Justice Network conseiller senior), Francis Weyzig (BEPS Monitoring Group), Ishmael Zulu (TJN-Afrique).

Pour le soutien financier du projet Justice Fiscale: État des Lieux et les supports techniques sous-jacents, depuis 2020, nous remercions vivement: Agence Norvégienne de Cooperation (Norad); Public Services International (PSI); Friedrich-Ebert-Stiftung (FES); and l'Union Européenne (notamment en ce qui concerne notre Financial Secrecy Index et notre Corporate Tax Haven Index, qui ont bénéficié du soutien financier de l'Union Européenne- Programme Horizon 2020. Contrat de financement:727145 (COFFERS) et 101022004 (TRACE)).

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Préface | 5 |
| 1 Résumé | 7 |
| 1.1 Un moment charnière dans la fiscalité internationale | 7 |
| 1.2 L'abus à l'impôt sur les sociétés | 8 |
| 1.3 Les abus fiscaux liés à la finance offshore | 9 |
| 1.4 Recommandations politiques | 10 |
| 2 D'un coup d'oeil | 13 |
| 3 Introduction | 13 |
| 3.1 Echech de l'OCDE | 13 |
| 3.2 Les possibilités offertes par la convention-cadre des Nations Unies . . | 15 |
| 3.3 L'opportunité pour l'Union européenne | 16 |
| 3.4 Supporters et bloqueurs | 16 |
| 4 L'abus à l'impôt sur les sociétés | 20 |
| 4.1 Résultats | 22 |
| 4.2 Les pays de l'OCDE qui fixent des règles sont responsables de la majorité des pertes fiscales des entreprises au niveau mondial | 26 |
| 4.2.1 Le second empire britannique est responsable d'un quart de la perte | 27 |
| 4.2.2 L'axe de l'évasion fiscale est responsable d'un tiers des pertes . | 28 |
| 4.3 Méthodologie | 29 |
| 5 Les abus fiscaux liés à la finance offshore | 41 |
| 5.1 Résultats | 41 |
| 5.2 Les pays de l'OCDE sont responsables de la majeure partie des pertes fiscales mondiales dues à la richesse offshore | 42 |
| 5.2.1 Le deuxième empire du Royaume-Uni est responsable d'un tiers des pertes | 43 |
| 5.2.2 L'axe de l'évasion fiscale est responsable de plus de 40 pour cent des pertes. | 43 |
| 5.3 Méthodologie | 43 |
| 6 Conclusion | 60 |
| Justice fiscale : état des lieux - Calendrier | 62 |
| Annexe | 66 |

Préface

Dans le rapport de l'année dernière sur Justice Fiscale: État des Lieux, j'ai conclu l'avant-propos par cet appel :

“Saisissons ce moment, dans chaque pays et région du monde - parce que nous subissons tous les coûts de l'abus fiscal. Exigeons de nos gouvernements qu'ils s'engagent à ouvrir des négociations afin de tenir la promesse d'une justice fiscale”.

Et c'est bien là où nous en sommes aujourd'hui ! Grâce à la mobilisation croissante des mouvements sociaux et des organisations de la société civile du monde entier, nos gouvernements se sont mis d'accord - presque à l'unanimité - sur les termes de référence des négociations formelles d'une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale. Ces négociations débuteront en 2025 et devraient se poursuivre jusqu'à la mi-2027.

Cette convention pourrait déboucher sur des réformes globales visant à endiguer le fléau de l'abus fiscal transfrontalier, qui nous coûte si cher à tous. Ce coût ne se traduit pas seulement par les énormes pertes de recettes que ce rapport prévoit pour chaque pays, mais aussi par les dommages plus importants causés aux possibilités d'États efficaces et réactifs, capables de réaliser des progrès inclusifs pour nous tous.

En août dernier, aux Nations unies à New York, les gouvernements ont voté massivement en faveur de l'adoption du mandat qu'ils avaient négocié pendant six mois. Il est important de noter que les pays de l'Union Européenne sont passés de l'opposition à l'abstention et qu'ils ont par la suite fait part de leur ferme engagement à participer pleinement au processus à venir.

Seuls huit pays ont manifesté leur opposition, dont, curieusement, certains des plus gros perdants en termes de revenus et certains des plus responsables des pertes subies par d'autres. Il faut espérer qu'ils saisiront l'occasion qui leur est offerte, mais il est également clair que le processus a pris un élan irrésistible.

L'Assemblée générale des Nations unies va donc adopter des résolutions visant à formaliser le processus, ainsi que le budget nécessaire, et les négociations commenceront au début de l'année 2025.

C'est l'opportunité que le G77, et le mouvement pour la justice fiscale, recherchent depuis deux décennies ; vers laquelle le Groupe de haut niveau sur

les flux financiers illicites en provenance d'Afrique a pointé, dans son rapport de 2015; que le Tax Justice Network et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale ont fixé comme objectif stratégique commun en 2017 ; et vers laquelle le groupe des pays africains s'est engagé formellement en 2022, et qu'il a mené à l'ONU depuis lors.

Il est essentiel qu'au cours de la prochaine phase cruciale, nous nous engageons avec un objectif collectif. Nos gouvernements - ceux des pays du Nord comme ceux du Sud - doivent être encouragés à chaque occasion à s'engager dans le processus et à aligner leurs positions et leurs ambitions sur les espoirs et les aspirations de leurs populations à une vie meilleure, pour laquelle la justice fiscale est un outil essentiel.



Hon. Irene Ovonji-Odida

Président, Tax Justice Network

Commissaire, Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT)

Membre, Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique

Membre, Groupe de haut niveau sur la responsabilité financière internationale, la transparence et l'intégrité pour la réalisation de l'Agenda 2030 (the FACTI Panel)

1. Résumé

1.1 Un moment charnière dans la fiscalité internationale

La fiscalité est notre superpuissance sociale, qui permet aux citoyens du monde entier de vivre ensemble plus longtemps, en meilleure santé et dans de meilleures conditions. Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment charnière de l'histoire de la fiscalité internationale. Après six décennies au cours desquelles le club des pays riches, l'OCDE, a présidé à l'élaboration de règles fiscales internationales de plus en plus inadaptées, une révolution démocratique mondiale est sur le point de se produire : les négociations complètes de la convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale débuteront en 2025.

Pour la première fois, tous les pays du monde négocieront un instrument fiscal juridiquement contraignant. Un instrument qui aura le pouvoir d'établir de nouvelles règles et normes, et de créer un nouveau forum pour toutes les décisions futures.

Pour la première fois, les anciennes colonies des pays membres de l'OCDE participeront sur un pied d'égalité avec leurs anciens colonisateurs : un siège à la table, plutôt que d'être au menu, comme l'a dit de façon mémorable Dereje Alemayehu de Global Alliance for Tax Justice.

Et pour la première fois, la négociation des questions fiscales internationales se déroulera en toute transparence devant les opinions publiques respectives de chaque pays. Les gouvernements des pays membres de l'OCDE n'auront plus la possibilité de se présenter comme les champions du progrès, puis de bloquer tous les efforts à huis clos.

Ce rapport, l'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024, confirme une fois de plus à quel point le monde a tout à gagner de réformes globales. Les pays du Nord perdent de loin le plus grand nombre de recettes fiscales en termes absolus. Les pays du Sud, quant à eux, subissent de loin les pertes les plus importantes en pourcentage des recettes fiscales actuelles ou des dépenses actuelles pour les services publics vitaux tels que la santé et l'éducation.

Pour les populations du monde entier, ces pertes se traduisent par la disparition de services publics et par des États affaiblis qui risquent davantage d'être la proie de l'extrémisme politique. De la même manière, tout le monde a intérêt à ce que

l'établissement des règles fiscales ne relève plus de l'OCDE, mais d'un processus global et totalement transparent au sein des Nations Unies.

Le coût combiné des abus fiscaux transfrontaliers commis par des multinationales et des particuliers possédant des avoirs non déclarés à l'étranger est estimé à 492 milliards de dollars américains.

Avec six années de données désormais disponibles, le rapport Justice Fiscale: État des Lieux 2024 est en mesure de fournir une évaluation des réformes de l'OCDE depuis 2015. Malgré la rhétorique de l'OCDE, le tableau qui en ressort est sombrement décevant.

1.2 L'abus à l'impôt sur les sociétés

La composante la plus importante des pertes fiscales mondiales reste l'abus fiscal transfrontalier des sociétés. Les multinationales sont responsables d'environ un tiers de la production économique mondiale, de la moitié des exportations mondiales et de près d'un quart de l'emploi mondial. Leur abus fiscal est un problème économique mondial de premier ordre, qui prive les gouvernements de recettes fiscales, accroît les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, et fragilise les petites entreprises nationales qui génèrent la majorité des emplois.

Les données les plus récentes montrent que les multinationales transfèrent chaque année des bénéfices d'une valeur de 1.42 trillion de dollars américains dans des paradis fiscaux, ce qui fait perdre aux gouvernements du monde entier 348 milliards de dollars américains par an en recettes fiscales directes. (Selon les chercheurs du Fonds Monétaire International, les pertes de recettes indirectes dues aux retombées négatives de cet abus fiscal sont probablement au moins trois fois plus importantes).

En utilisant les données disponibles couvrant la période de mise en œuvre du plan d'action BEPS de l'OCDE, nous trouvons peu d'éléments montrant que le volume du transfert de bénéfices a été réduit - ce qui explique peut-être pourquoi l'OCDE a presque immédiatement lancé un nouveau processus, mais qui reste incomplet même aujourd'hui, quatre ans après sa date limite de décembre 2020.

Le Royaume-Uni et ses territoires dépendants (alias le « second empire » britannique) sont responsables de 23 pour cent des pertes d'impôt sur les sociétés. L'« axe de l'évasion fiscale » (le Royaume-Uni et son deuxième empire, ainsi que les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse) est responsable de 33 pour cent. Au total, les pays membres de l'OCDE et leurs dépendances représentent plus de 6 sur dix dollars américains perdus.

Les modalités de vote sur le mandat qui guidera les négociations de la convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale sont révélatrices. Les pays bloqueurs - ceux qui ont voté contre le mandat,

généralement à la suite de votes antérieurs contre l'ensemble du processus - sont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud. Ces huit pays, et les territoires qui en dépendent, n'abritent que 8 % de la population mondiale. Pourtant, ils sont collectivement responsables de 34 pour cent des pertes fiscales mondiales dues à l'abus de l'impôt sur les sociétés.

1.3 Les abus fiscaux liés à la finance offshore

Notre analyse de l'abus fiscal offshore montre en partie un tableau plus prometteur au fil du temps. On est toutefois loin de la « fin du secret bancaire » saluée par certains meneurs de jeu de l'OCDE. La norme commune en matière de transparence et d'échange de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (en anglais, *Common Reporting Standard*, ou CRS) est l'instrument multilatéral de l'OCDE pour l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, introduit après plus d'une décennie de campagne par le Tax Justice Network. Une norme pleinement efficace - échangeant des informations sur tous les instruments financiers pertinents, entre tous les participants dans un cadre global - marquerait véritablement la fin du secret bancaire.

Toute évaluation des avantages du CRS doit tenir compte de ces deux faiblesses majeures: les pays qui y ont accès ne peuvent recevoir des informations que sur certains types de comptes financiers, et donc ceux qui recherchent le secret ont le choix entre de multiples options ; et de nombreux pays n'ont même pas cet accès. Notre méthodologie tient désormais compte de ces faiblesses et brosse un tableau plus nuancé que les affirmations de l'OCDE.

Les pays qui ont accès à l'information et dont les autorités fiscales disposent d'une grande capacité sont susceptibles d'avoir réussi à réduire de manière très significative les comptes financiers non déclarés. Mais dans le même temps, ils ont assisté à un glissement prévisible vers des types d'actifs financiers non déclarables mais largement équivalents, ce qui a considérablement affaibli les bénéficiaires. Les pays ayant un accès plus limité ou des capacités moindres auront vu des bénéfices encore plus faibles.

Nos estimations montrent que si l'échange automatique d'informations est un mécanisme fondamentalement important, la mise en œuvre imparfaite et partielle du CRS a fait perdre au monde 145 milliards de dollars américains par an à cause de l'évasion fiscale offshore liée à la richesse financière non déclarée. Le Royaume-Uni et son deuxième empire sont responsables de 33 pour cent de cette perte. L'axe de l'évasion fiscale est responsable de 43 pour cent. Au total, les pays membres de l'OCDE et leurs dépendances sont responsables de plus de 9 sur 10 dollars américains perdus.

Les huit pays bloqueurs qui ont voté contre le mandat de la convention des Nations unies, avec seulement 8 % de la population mondiale, sont

collectivement responsables de 66 pour cent des pertes fiscales mondiales dues à la richesse offshore.

1.4 Recommandations politiques

Depuis la création des rapports sur Justice Fiscale: État des Lieu en 2020, l'accent a été mis sur trois politiques principales. Deux d'entre elles sont des politiques recommandées au niveau national, à savoir l'impôt sur les bénéfices excédentaires et l'impôt sur la fortune. Lorsqu'elles sont mises en œuvre avec succès, ces politiques servent à réduire les inégalités flagrantes et le pouvoir de monopole, tout en veillant à ce que ceux qui tirent le plus de profit de nos sociétés et de nos économies soient également tenus de contribuer en conséquence au bien social au sens large.

La troisième recommandation permanente concerne une convention fiscale des Nations Unies, afin de garantir que les règles internationales soient à l'avenir décidées sur une base globale, et qu'elles soient également efficaces pour freiner les abus fiscaux transfrontaliers et rétablir toute la portée des mesures fiscales progressives et nationales.

La négociation d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale étant sur le point d'être confirmée par l'Assemblée générale, cette mesure cruciale est sur le point d'aboutir. Mais c'est aussi le moment où l'engagement du mouvement mondial pour la justice fiscale est crucial. Nous devons demander des comptes à nos gouvernements alors qu'ils négocient, en séance publique, à la fois les changements immédiats dans les règles et les normes internationales que la convention peut apporter, et la structure de l'organe de la convention-cadre dans lequel les décisions futures seront prises.

Comme l'illustre le projet de convention publié par Eurodad/Global Alliance for Tax Justice,¹ le nouvel instrument peut intervenir dans une série de domaines politiques clés. Il s'agit notamment d'une mesure globale pour l'échange automatique d'informations sur tous les actifs financiers, d'une norme pour les registres publics de propriété effective pour toutes les sociétés et autres véhicules et instruments juridiques, réunis dans un registre mondial des actifs, et d'un accès public complet aux rapports pays par pays des multinationales. Une note d'information du groupe de suivi BEPS et du South Centre² montre comment les instruments existants peuvent être renforcés et intégrés dans un cadre démocratique par le biais de la convention-cadre.

¹Tove Ryding. *Proposal for a United Nations Convention on Tax*. Tech. rep. Brussels, Belgium: Eurodad, Mar. 2022. URL: <https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/2852/attachments/original/1654678410/un-tax-convention-final.pdf?1654678410> (visited on 24/10/2024).

²Abdul Muheet Chowdhary and Sol Picciotto. *Tax Cooperation Policy Brief 21, November 2021*. Tech. rep. South Centre, Nov. 2021. URL: <https://www.southcentre.int/tax-cooperation-policy-brief-21-november-2021/> (visited on 25/10/2024).

Un accord sur les aspects procéduraux et la gouvernance de l'organe-cadre est également essentiel pour garantir une prise de décision inclusive et efficace par les conférences des parties en réponse aux nouveaux défis fiscaux internationaux à l'avenir. Les structures connexes, notamment le secrétariat, l'organe technique et un centre des Nations unies pour le contrôle des droits d'imposition, peuvent jouer un rôle important dans la collecte et la publication de toutes ces données sur une base continue, ainsi que dans l'évaluation en temps utile des nouvelles mesures proposées et de leur impact potentiel sur les recettes au niveau national.

Nous sommes tous les perdants de l'injustice fiscale, qui se chiffre en milliers de milliards. Les négociations de la convention réuniront pour la première fois les gouvernements du monde entier afin de relever les nombreux défis actuels. Notre vigilance collective doit faire en sorte que les gouvernements négocient de manière ouverte et ambitieuse au cours des deux prochaines années, dans l'intérêt de leurs peuples, et qu'ils parviennent, d'ici à 2027, à la réalisation autrefois impensable d'une convention fiscale-cadre.

Dans un monde idéal, les huit pays bloqueurs, qui sont responsables d'une part tout à fait disproportionnée des pertes fiscales mondiales, verraient la lumière et participeraient pleinement aux négociations. Leurs populations subissent également d'importantes pertes fiscales dans le cadre des règles actuelles, qui ont échoué, et souffrent d'inégalités inutilement profondes en raison du blocage de l'imposition progressive.

Mais il est clair aujourd'hui qu'au moins un des principaux pays bloqueurs tourne le dos au multilatéralisme. Le défi pour tous les autres dans les années à venir est l'élaboration de mécanismes collectifs qui permettent un progrès social commun pour leurs peuples, face aux menaces mondiales, y compris la crise climatique qui s'impose aujourd'hui. La mise en place d'un cadre ambitieux et inclusif pour la coopération fiscale internationale peut jouer un rôle essentiel pour relever ce défi.

En un coup d'œil

\$492 milliards sont perdus chaque année à cause des paradis fiscaux



Sur les 492 milliards de dollars perdus chaque année...



\$347.6 milliards de dollars sont perdus en raison de l'abus transfrontalier de l'impôt sur les sociétés par les multinationales

\$144.8 milliards de dollars sont perdus en raison de l'évasion fiscale à l'étranger des personnes fortunées

L'abus fiscal mondial nuit à tous

Les pays à revenu élevé perdent des sommes plus importantes que les pays à faible revenu; mais pour ces derniers, les pertes représentent une part beaucoup plus importante de leur budget.



Les pays à faible revenu perdent 5 fois plus, en pourcentage de leur budget de santé publique, que les pays à revenu plus élevé.

Un petit groupe de pays à hauts revenus - les "huit nuisibles" - tente d'empêcher le monde entier de convenir, au sein des Nations Unies, de règles fiscales susceptibles de mettre un terme aux abus fiscaux à l'échelle mondiale.



L'Australie



Le Canada



L'Israël



Le Japon



La Nouvelle-Zélande



La Corée du Sud



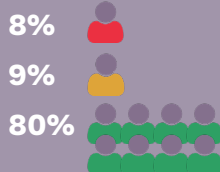
Le Royaume-Uni



Les États-Unis d'Amérique

Les huit nuisibles représentent à peine 8 % de la population mondiale, mais sont responsables de près de la moitié des pertes fiscales infligées à d'autres pays, pour une valeur de 212 milliards de dollars par an.

Proportion de la population mondiale:



Proportion de pertes fiscales infligées à d'autres pays:



Électeurs:

Contre: Abstention: En faveur:

Ces huit pays nuisibles, et leurs populations, sont également parmi les plus grands perdants de l'abus fiscal mondial qu'ils favorisent et veulent préserver.

Proportion des pertes fiscales mondiales: 36% 38% 25%



Mais il existe une alternative...

Les pays du monde entier voteront ce mois-ci aux Nations Unies pour entamer des négociations sur une convention fiscale internationale. Nous demandons instamment à tous les pays de voter en faveur de cette convention et de s'engager à mettre fin aux abus fiscaux dans le monde.

3. Introduction

Ce rapport, Justice Fiscale : État des Lieux 2024 est publié à un moment vital pour le progrès mondial - la plus grande opportunité en un siècle de freiner l'abus fiscal transfrontalier est presque à notre portée, et ce rapport fournit un aperçu complet de la nature et de l'ampleur du problème auquel chaque pays est confronté.

Justice Fiscale : État des Lieux 2024 constate que les pertes de recettes mondiales dues aux abus fiscaux transfrontaliers s'élèvent à un montant annuel de US\$492 milliards, composé de US\$347.6 milliards dus aux abus fiscaux des sociétés multinationales, et de US\$144.8 milliards dus aux actifs offshore non déclarés des particuliers fortunés.

Dans cette édition de Justice Fiscale : État des Lieux, nous estimons que les données disponibles sont suffisantes pour évaluer les progrès réalisés au fil du temps. Malheureusement, l'évaluation des progrès réalisés par l'OCDE depuis 2015 est vraiment médiocre.

3.1 Echec de l'OCDE

En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, bien que 2015 ait vu la livraison du plan d'action BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), son évaluation désormais possible montre remarquablement peu d'impact de 2016 à 2021 (voir le chapitre 4).

Aujourd'hui encore, le processus de réforme de l'impôt sur les sociétés en cours à l'OCDE est en train d'échouer. Prévu à l'origine pour 2020, aucun des deux « piliers » n'est encore finalisé, mais tous deux sont visiblement en train de s'effondrer. Le premier pilier, conçu pour aller au-delà des taxes sur les services numériques, s'est avéré si étroit qu'il est presque inutile. De simples taxes sur les services numériques permettraient à la plupart des pays de percevoir davantage de recettes. Des mesures plus complètes - telles que la proposition du groupe intergouvernemental de pays en développement G24, à laquelle le secrétariat de l'OCDE a opposé son veto à la demande des États-Unis et de la France - permettraient d'atteindre les objectifs du premier pilier et rendraient presque impossible pour les entreprises de séparer leurs bénéfices imposables de l'endroit réel où ils sont générés.

Le deuxième pilier de l'OCDE est l'impôt minimum mondial, qui a fait couler beaucoup d'encre. Cet impôt a lui aussi perdu une grande partie de son ambition initiale, de sorte que même son adoption à l'échelle mondiale ne rapporterait qu'une fraction des recettes des alternatives proposées. Pire encore, l'essentiel des bénéfices de l'approche de l'OCDE sera capté par les paradis fiscaux (voir l'encadré d'information sur notre Index des Paradis Fiscaux, ci-dessous), puis probablement reversé aux entreprises concernées sous forme de subventions. Cela explique pourquoi les paradis fiscaux ont été parmi les plus enthousiastes à adopter la proposition de l'OCDE, alors même que les États-Unis - qui étaient à la pointe de l'ambition pour le deuxième pilier - ont tout simplement refusé, certains de leurs principaux responsables politiques allant même jusqu'à menacer les pays qui l'appliqueraient pleinement aux multinationales ayant leur siège aux États-Unis.

En effet, les Républicains américains ont menacé des acteurs comme l'UE pour leur introduction de certains aspects des propositions de l'OCDE, et des pays comme le Canada qui ont cherché à se protéger de l'échec des propositions de l'OCDE en prenant des mesures alternatives telles que l'introduction des DST. Il semble probable que le multilatéralisme en matière de fiscalité, ainsi qu'une série d'autres questions, devra se dérouler sans l'engagement des États-Unis au cours de la période à venir.

L'échec de la lutte contre l'abus à l'impôt sur les sociétés a contribué, comme on pouvait s'y attendre, à un nouveau nivellement par le bas des taux d'imposition. Le chapitre suivant montre comment cela a déjà coûté des dizaines de milliards de dollars américains en pertes de revenus chaque année depuis 2016. Le futur président américain Trump s'est engagé à réduire les taux à seulement 15 % - ce qui exacerbe le risque que le taux minimum mondial de l'OCDE devienne un *plafond* effectif plutôt qu'un plancher.

Si le défi de l'impôt sur les sociétés reste résolument sombre, la situation est un peu plus positive en ce qui concerne les abus fiscaux transfrontaliers commis par des particuliers qui dissimulent leurs avoirs à l'étranger. Dans ce domaine, les militants de la justice fiscale ont réussi à enrôler des gouvernements clés afin de vaincre l'opposition catégorique de l'OCDE à l'échange multilatéral et automatique d'informations sur les comptes financiers.

La norme commune en matière de transparence et d'échange de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (en anglais, *Common Reporting Standard*, ou CRS) introduite en 2015 promettait de mettre en place un échange automatique à l'échelle mondiale. Comme nous l'explorons dans le chapitre 5, le CRS souffre toutefois de défauts critiques dans sa conception - de sorte qu'il est à la fois beaucoup moins efficace et beaucoup moins inclusif que ce que les militants avaient proposé. Tout d'abord, le CRS a un champ d'application très limité, ne couvrant qu'un ensemble restreint de comptes financiers.

Deuxièmement, son approche est très excluante, la plupart des pays non membres de l'OCDE n'étant pas encore en mesure d'adhérer au cadre, et ceux qui

le font reçoivent des informations de la part d'un nombre de participants inférieur à celui des membres de l'OCDE.

L'OCDE a mis l'accent sur les milliers de milliards de dollars américains de comptes désormais « dans le champ d'application ». Certaines recherches ont pris les affirmations de l'OCDE au pied de la lettre et ont prévu une forte baisse de la valeur des actifs non déclarés. Mais ces affirmations ne reflètent pas les limites auxquelles sont confrontés les participants au SIR en ce qui concerne les comptes dans le champ d'application, ni la proportion croissante d'actifs financiers qui restent opaques et hors du champ d'application. Dans le cadre d'une avancée méthodologique, l'État de la Fiscale Justice 2024 utilise des données sur l'expérience réelle de la mise en œuvre du SIR au niveau national, et des modèles par type d'actifs au niveau international, afin de générer des estimations de progrès qui reflètent plus précisément les avantages obtenus jusqu'à présent, et les progrès très importants encore nécessaires.

3.2 Les possibilités offertes par la convention-cadre des Nations Unies

C'est dans ce contexte de domination de l'OCDE sur l'élaboration des règles internationales, de plus en plus reconnue comme inefficace et excluante, que les pays du monde se sont engagés à entamer des négociations sur un processus visant à créer le tout premier organisme fiscal mondial inclusif. La convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale sera négociée entre 2025 et 2027, dans le but de créer de nouvelles règles et normes importantes et d'établir un organisme-cadre qui accueillera les futures prises de décision sur une base inclusive au niveau mondial.

Comme le montre ce rapport, les pays du monde entameront ce processus à partir de points de départ très différents. De nombreux pays du Sud, y compris le groupe des pays africains qui ont mené le processus de la convention, sont confrontés aux dommages les plus graves dus à l'abus fiscal transfrontalier non contrôlé. Leurs pertes représentent en moyenne une part plus importante de leurs recettes fiscales actuelles que celles subies par les pays membres de l'OCDE, par exemple, et une part bien plus importante encore de leurs dépenses dans des domaines cruciaux tels que la santé publique.

Les membres de l'OCDE sont responsables de la majorité des abus fiscaux dans le monde, mais ils sont aussi les plus grands perdants en termes absolus. L'Union Européenne est le bloc le plus touché. Bien qu'elle représente la grande majorité des membres de l'OCDE, l'UE n'a tout simplement pas été en mesure de faire en sorte que l'organisation fournisse des protections efficaces. Cela pourrait expliquer pourquoi l'UE a opéré un important changement de position, passant d'un vote *contre* la résolution de l'ONU en 2023, à un *abstention* sur les termes de référence convenus en août 2024, et appelle maintenant tous les États membres de l'ONU à participer pleinement et ouvertement aux négociations à venir.

3.3 L'opportunité pour l'Union européenne

En effet, le refus du leadership européen est un thème récurrent dans le domaine de la fiscalité internationale. L'Union Européenne a introduit le premier instrument multilatéral pour l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, par le biais de la directive européenne sur l'épargne au début des années 2000. Mais ce n'est que lorsque les États-Unis ont exigé la fourniture automatique et à sens unique de ces informations, dix ans plus tard, par le biais de la loi FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) du président Obama, que l'OCDE a enfin pu agir. Et même dans ce cas, les États-Unis sont rapidement revenus sur leur engagement initial de participer et sont devenus depuis le principal fournisseur mondial de secret financier offshore.

L'Union Européenne travaille également depuis longtemps sur des propositions de taxation unitaire, au moins au sein de l'Union, ce que les États-Unis font en interne depuis de nombreuses décennies. Mais les États-Unis ont également fait obstacle à l'adoption internationale via l'OCDE, notamment en vidant de sa substance le plan de travail initial du Cadre inclusif pour le secrétariat de l'OCDE en 2019.

Même au niveau de la transparence de base de l'impôt sur les sociétés, les États-Unis et l'OCDE se sont opposés de concert aux tentatives de l'UE et, plus récemment, de l'Australie d'exiger des multinationales qu'elles publient des rapports pays par pays - une mesure essentielle pour lutter contre les abus fiscaux. L'opportunité est donc évidente pour l'UE de se joindre au groupe des pays du G77 dans la poursuite d'une convention progressiste et ambitieuse des Nations Unies.

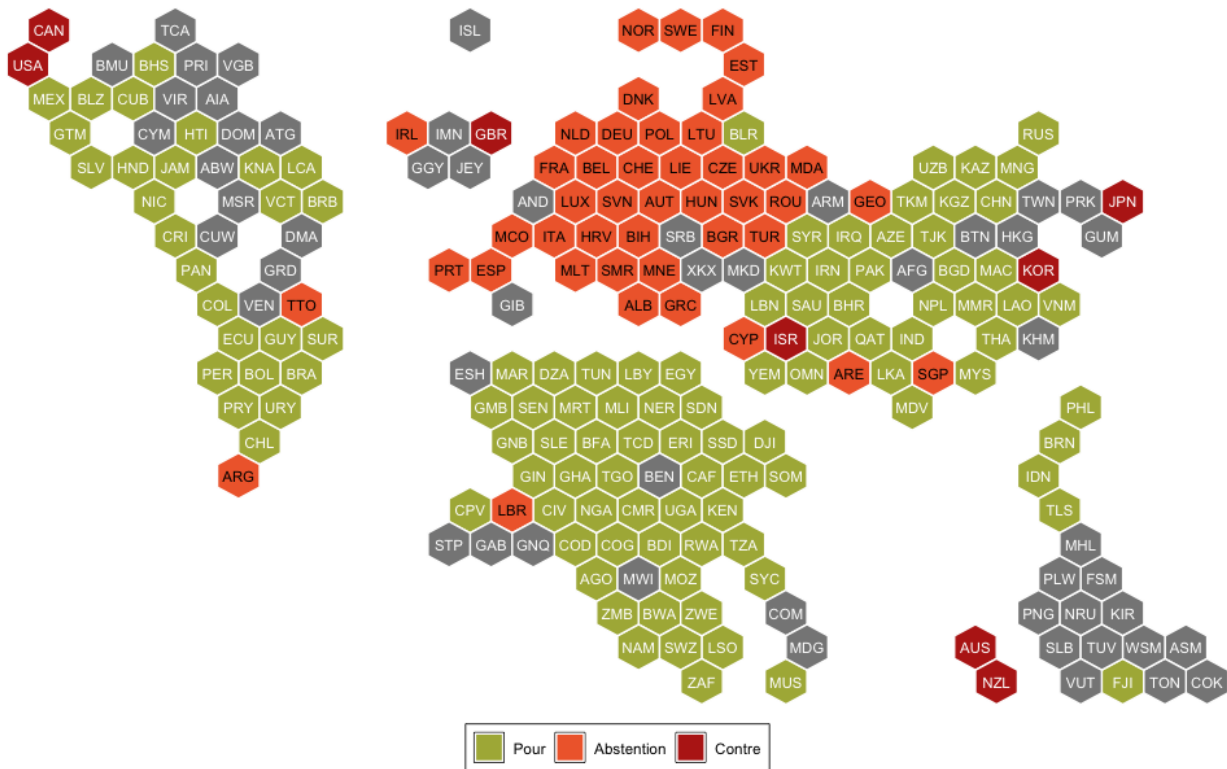
Les sceptiques du processus onusien font souvent remarquer qu'il est peu probable que les États-Unis figurent parmi les premiers signataires d'une convention. De même, les États-Unis sont le principal obstacle aux deux piliers de l'OCDE, bien qu'ils aient imposé une grande partie de leur conception face aux opinions divergentes des autres pays.

Un processus fiscal international qui attend la participation de bonne foi des États-Unis n'est pas un processus qui mènera loin, que ce soit sous les auspices des Nations unies ou ailleurs. La force de l'approche de la convention des Nations unies réside en partie dans le fait que tous les pays du monde ont la possibilité de convenir collectivement de règles qui s'appliqueront à toutes les multinationales qui souhaitent opérer dans leurs juridictions - y compris les multinationales ayant leur siège aux États-Unis, indépendamment de la participation de ces derniers.

3.4 Supporters et bloqueurs

À la mi-novembre 2024, le monde attend l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) qui confirmera le début des

Figure 3.1. Soutien à la convention fiscale des Nations unies



négociations sur la convention-cadre en 2025. La résolution de l'AGNU de 2023, qui engageait les pays à élaborer les termes de référence des négociations, a vu près de 50 pays s'opposer au processus. Mais grâce à la direction judicieuse du comité ad hoc qui a été mis en place, la dynamique et le consensus ont continué à prendre de l'ampleur.

Comme le montre la figure 3.1, lors du vote final, seuls 8 pays se sont opposés au cadre de référence, tandis que les membres de l'Union Européenne ont abandonné leur opposition antérieure pour s'abstenir. L'écrasante majorité des pays est aujourd'hui favorable à la convention, mais les huit pays actuellement identifiés comme bloqueurs comprennent un certain nombre de pays puissants.

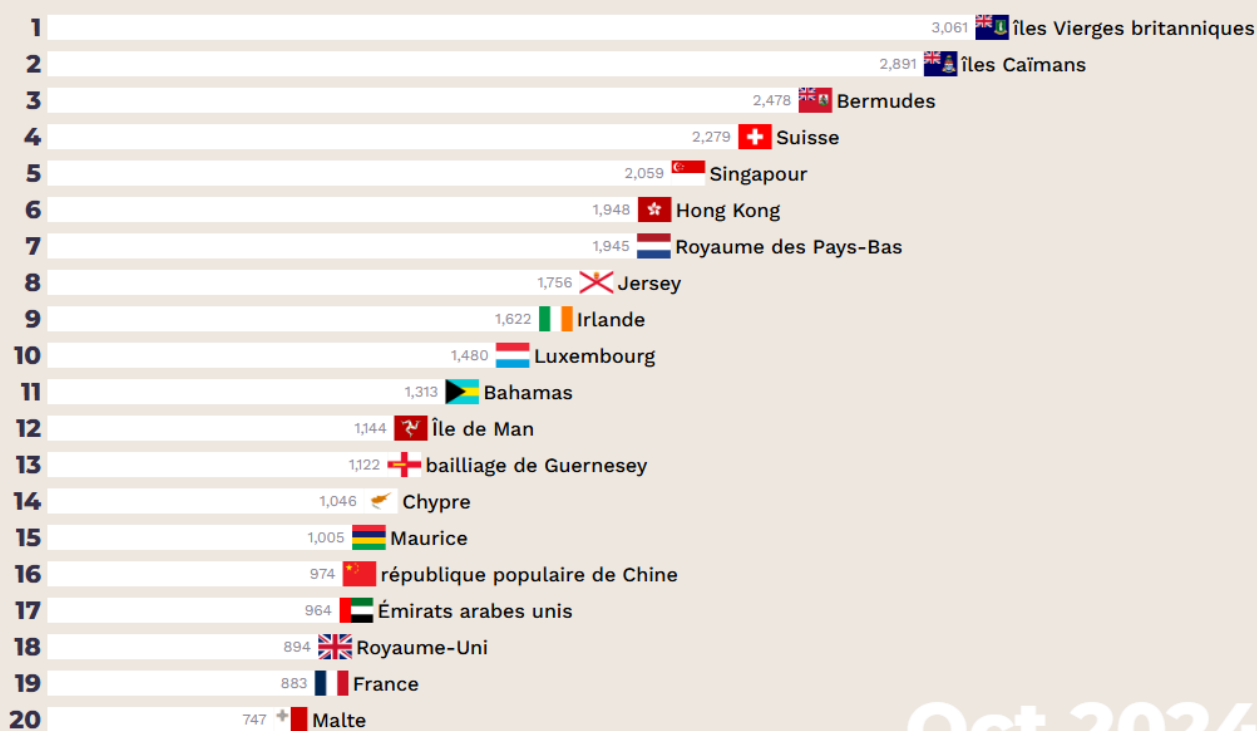
Dans ce rapport, nous analysons les rôles de ces trois groupes (les partisans, les abstentionnistes et les bloqueurs) en ce qui concerne leur responsabilité dans les pertes de revenus et les préjudices qu'ils subissent eux-mêmes. Pour situer le contexte, les pays à revenu élevé (ceux que la Banque mondiale classe dans les catégories « revenu élevé » et « revenu moyen supérieur ») sont responsables de 99,7 de l'ensemble des abus fiscaux transfrontaliers. Les pays à faible revenu sont responsables de l'infime partie restante. Alors que les pays à revenu élevé perdent des recettes équivalent en moyenne à 7 pour cent de leur budget de santé publique, les pays à faible revenu perdent en moyenne 36 pour cent, soit plus d'un tiers de leur budget de santé publique.

- Les pays qui soutiennent pleinement le mandat de la convention fiscale des Nations unies abritent 80 % de la population mondiale et sont responsables de 22.7 pour cent des pertes de revenus mondiales dues à l'abus fiscal des entreprises et des sociétés offshore (près de la moitié de ce chiffre est imputable à Hong Kong, qui est inclus ici en tant que territoire dépendant de la Chine).
- Le groupe de pays (principalement de l'UE) qui se sont abstenus lors du vote comprend 8.5 pour cent de la population mondiale et est responsable de
- The group of (mainly EU) countries which abstained on the vote include 8.5 per cent of the world's population, and are responsible for 33.7 per cent of global losses. pour cent des pertes globales.
- Mais les huit pays bloqueurs qui ont voté contre le mandat représentent 8 pour cent de la population mondiale et sont collectivement responsables de 43 pour cent des pertes fiscales globales.

Le monde est à l'aube d'une réforme fondamentale de la gouvernance fiscale internationale. Une convention fiscale ambitieuse des Nations unies, qui sera adoptée d'ici 2027, aura de profondes répercussions sur la capacité des populations du monde entier à profiter des avantages d'États efficaces, en utilisant le superpouvoir social offert par une politique fiscale progressiste pour réaliser des progrès inclusifs en matière de bien-être humain. Dans le même temps, la convention fiscale des Nations unies pourrait marquer un changement profond dans les inégalités de pouvoir entre les pays, en mettant fin à la capacité de quelques-uns d'empêcher l'imposition effective de leurs acteurs économiques dans d'autres pays.

Indice des paradis fiscaux pour les entreprises, 2024

Le Indice des paradis fiscaux pour les entreprises est un classement des pays qui aident le plus les multinationales à ne pas payer l'impôt sur les sociétés. L'indice évalue la marge de manœuvre laissée par les lois et réglementations d'un pays en matière d'abus à l'impôt sur les sociétés - c'est le « Score de Paradis Fiscaux » du pays. L'indice surveille également la quantité d'activités financières des sociétés multinationales qui entrent et sortent du pays - c'est le « poids à l'échelle mondiale » du pays. Ces deux facteurs sont ensuite combinés pour déterminer dans quelle mesure le pays joue un rôle dans l'abus à l'impôt sur les sociétés au niveau mondial - c'est la « valeur du CTHI » du pays et c'est sur cette base que le pays est classé.



Oct 2024

La figure montre les 20 juridictions les plus responsables de permettre les abus fiscaux mondiaux sur les sociétés en octobre 2024. Le Royaume-Uni et son réseau de paradis fiscaux sont responsables d'un tiers des risques d'abus fiscaux sur les sociétés à l'échelle mondiale ; et les pays de l'UE d'un autre tiers, l'Irlande entrant pour la première fois dans le top 10.

4. L'abus à l'impôt sur les sociétés

Les entreprises multinationales sont responsables d'environ un tiers de la production économique mondiale, de la moitié des exportations mondiales et d'environ un quart de l'emploi mondial. Leur abus d'impôt sur les sociétés est un problème économique mondial de premier ordre, qui prive les gouvernements de recettes fiscales, accroît les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, et fragilise les entreprises plus petites et nationales qui génèrent la majorité de l'emploi.

En plaçant des holdings et d'importants actifs créateurs de valeur dans des paradis fiscaux, les grandes entreprises peuvent transférer leurs bénéfices vers des juridictions à faible taux d'imposition ou sans impôt, afin de réduire artificiellement leurs obligations fiscales ailleurs et de ne payer que peu ou pas d'impôt sur les bénéfices qu'elles transfèrent dans les paradis fiscaux.

Les principales études sur l'ampleur du transfert de bénéfices ont estimé que les multinationales transfèrent entre 900 et 1 100 milliards de dollars américains par an.³ Le rapport Justice Fiscale: État des Lieux 2024 confirme ces résultats en utilisant les données agrégées pays par pays les plus récentes de l'OCDE. Les bénéfices transférés correspondent à environ 16 % de l'ensemble des bénéfices réalisés par les sociétés multinationales. Les pertes de recettes fiscales correspondantes s'élèvent à 348 milliards de dollars américains par an en raison du transfert direct de bénéfices. Ces manipulations affectent également les finances publiques de manière indirecte en favorisant une course vers le bas en matière d'impôt sur les sociétés, par laquelle les juridictions réduisent les taux d'imposition sur le revenu des sociétés dans une tentative généralement vouée à l'échec de conserver ou d'attirer les filiales des sociétés multinationales. Ces effets indirects, souvent appelés "retombées stratégiques", entraînent une

³Alex Cobham and Petr Janský. 'Global Distribution of Revenue Loss from Corporate Tax Avoidance: Re-Estimation and Country Results'. *Journal of International Development*, 30(2) (2018), pp. 206–232. URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/jid.3348> (visited on 28/05/2018); Javier García Bernardo and Petr Janský. 'Profit Shifting of Multinational Corporations Worldwide'. *ICTD Working Paper*, 119 (Mar. 2021). URL: <https://www.ictd.ac/publication/profit-shifting-multinational-corporations-worldwide/> (visited on 26/05/2023); Thomas Tørsløv et al. *The Missing Profits of Nations*. Tech. rep. Working Paper 24701. National Bureau of Economic Research, June 2018. URL: <https://www.nber.org/papers/w24701> (visited on 09/12/2022).

multiplication des pertes de recettes fiscales par un facteur allant de deux à quinze.⁴

En juillet 2020, l'OCDE a mis à disposition pour la première fois des données agrégées provenant des rapports pays par pays pour 2016, qui ont servi de base aux estimations du rapport inaugural Justice Fiscale: État des Lieux à l'horizon 2020. En novembre 2022, la troisième série de données a été publiée des mois après la date prévue, avec des données pour 2018. En raison de ce retard, les données n'ont pas été disponibles à temps pour être utilisées dans l'édition 2022 de Justice Fiscale: État des Lieux. Ces données ont été utilisées dans notre rapport sur l'état de la justice fiscale en 2023. À la mi-2024, l'OCDE a publié les données actualisées jusqu'en 2021. Dans le rapport de cette année, nous montrons pour la première fois l'évolution du transfert de bénéfices sur six ans, et nous utilisons la dernière année disponible, 2021, pour mettre à jour nos dernières estimations du transfert de bénéfices au niveau mondial.

Le reporting pays par pays est une pratique comptable qui impose aux entreprises multinationales de déclarer aux autorités fiscales le montant des bénéfices et des coûts qu'elles encourent dans chaque pays où elles opèrent, au lieu de publier l'ensemble de ces bénéfices et de ces coûts sous la forme d'une somme globale agrégée. Le reporting pays par pays, proposé pour la première fois par le Tax Justice Network en 2003 et auquel l'OCDE s'est longtemps opposée avant que les pays du G20 n'en imposent l'introduction, est conçu pour mettre en évidence les transferts de bénéfices et aider les gouvernements à détecter et à décourager les abus fiscaux des sociétés.

La norme de l'OCDE relative à la déclaration pays par pays présente d'importantes lacunes. Bien qu'elle soit basée sur la proposition initiale du Tax Justice Network, certaines variables ont été exclues et la qualité des exigences en matière de déclaration laisse une grande place à l'imprécision. La révision de la norme de l'OCDE pour 2020 n'a pas encore porté ses fruits, mais la consultation publique a révélé un accord presque unanime entre les répondants de la société civile et les investisseurs qui gèrent des milliards de dollars d'actifs, selon lequel l'OCDE devrait simplement converger vers la norme beaucoup plus robuste et complète sur le plan technique élaborée par la Global Reporting Initiative (le principal organisme de normalisation en matière de développement durable).

En outre, les données des rapports pays par pays ne doivent pas encore être rendues publiques au niveau de chaque entreprise. Au lieu de cela, l'OCDE ne publie ces données que sous une forme très agrégée, ce qui empêche une évaluation détaillée. En l'absence d'un ensemble complet de données au niveau des entreprises, il est impossible d'être certain des distorsions introduites dans

⁴Les chercheurs du Fonds monétaire international estiment que les pertes indirectes sont au moins trois fois plus importantes que les pertes directes (Ernesto Crivelli et al. 'Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries'. *FinanzArchiv: Public Finance Analysis*, 72(3) [Sept. 2016], pp. 268–301. URL: <https://www.jstor.org/stable/24807496> [visited on 15/05/2022]). Cobham et Janský (2018) suggèrent que les pertes indirectes peuvent être de l'ordre de 4 à 6 fois plus importantes que les pertes directes ; Garcia-Bernardo et al. (2021) suggèrent qu'elles sont de 2 à 15 fois plus importantes.

ce processus d'agrégation. Néanmoins, ces données constituent l'image la plus complète à ce jour de la répartition géographique de l'activité économique et des bénéficiaires des plus grandes entreprises du monde.

L'abus fiscal des multinationales est un élément du problème mondial des flux financiers illicites et comprend l'évasion fiscale criminelle; l'évitement fiscal illégal; et certains évitements qui, bien que techniquement légaux compte tenu des faiblesses des règles fiscales internationales, contribuent néanmoins au résultat socialement contestable du décalage entre le lieu de l'activité économique réelle des sociétés et le lieu où leurs bénéficiaires sont déclarés à des fins fiscales.⁵

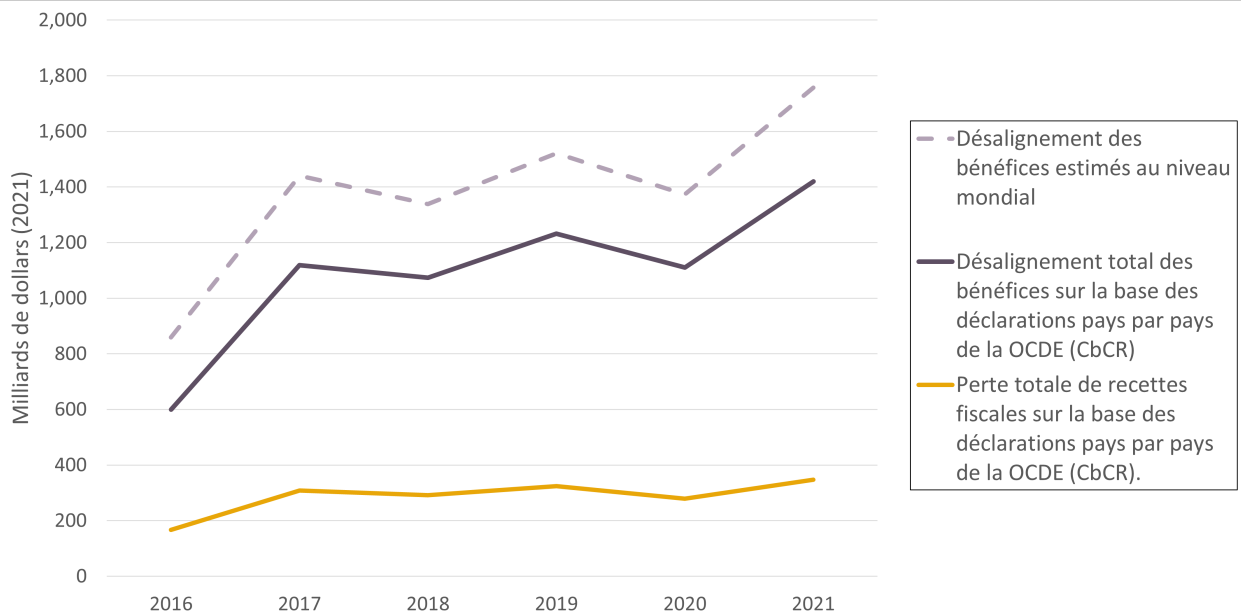
Les données publiées par l'OCDE en juillet 2020 consistaient en des informations agrégées sur les données déclaratives pays par pays collectées par 26 membres de l'OCDE auprès des entreprises multinationales basées dans leurs juridictions. En novembre 2022, la troisième publication retardée s'est étendue aux données collectées par 46 pays. De plus, de nombreux pays ont fourni des informations supplémentaires sur le problème de la double comptabilisation des bénéficiaires qui découle de la faiblesse de la norme de données avant 2020, que nous avons abordé dans l'État de la justice fiscale 2023. À la mi-2024, la quatrième version s'est étendue aux données collectées par 52 pays. Depuis 2020, il existe des règles sur la manière de traiter les dividendes intra-entreprise. Si les entreprises ont respecté ces règles et si les pays les ont appliquées, le double comptage ne devrait pas poser de problème dans les données de 2020 et 2021. Nous supposons que le problème est résolu pour ces années et que les données respectent les normes établies. Dans l'ensemble, ces données permettent d'aller au-delà des méthodes précédentes et de dresser un tableau beaucoup plus large et précis des niveaux mondiaux et nationaux d'abus de l'impôt sur les sociétés, en particulier dans les pays à faible revenu.

4.1 Résultats

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024 rapporte que les multinationales transfèrent en moyenne 1,13 trillion de dollars de bénéfices vers les paradis fiscaux, ce qui fait perdre aux gouvernements du monde entier 294 milliards de dollars de recettes fiscales directes par an, selon les données des cinq dernières années (2017-2021). En outre, le transfert de bénéfices a tendance à augmenter, comme l'indique la figure 4.1 : pour la seule année 2021, les multinationales ont transféré des bénéfices d'une valeur de 1.42 trillion de dollars américains dans des paradis fiscaux, faisant perdre aux gouvernements du monde entier 348 milliards de dollars américains en recettes fiscales directes. Cela représente une augmentation substantielle par rapport à l'année 2018, qui était la dernière

⁵Voir la discussion au chapitre 1 de Alex Cobham and Petr Janský. *Estimating Illicit Financial Flows: A Critical Guide to the Data, Methodologies, and Findings*. Oxford: Oxford University Press, 2020. URL: <https://doi.org/10.1093/oso/9780198854418.001.0001> (visited on 26/05/2023).

Figure 4.1. Désalignement des bénéfices et pertes de recettes fiscales, milliards de 2021 dollars



estimation disponible. Le chapitre 5 du présent rapport estime que 145 milliards de dollars américains supplémentaires de recettes fiscales directes sont perdus en raison de l'évasion fiscale des fortunes offshore, dont la totalité peut être attribuée à des pays individuels.

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024 estime les pertes d'impôts directs sur les sociétés en analysant le décalage entre la localisation des bénéfices et la localisation de l'activité économique productive révélée dans les données agrégées des rapports pays par pays.

Il n'est toutefois pas possible d'estimer avec la même certitude les pertes indirectes d'impôt sur les sociétés au niveau national en utilisant les données déclaratives pays par pays de l'OCDE. Les pertes indirectes, ou coûts de débordement, découlent des pertes directes lorsque les gouvernements réduisent les taux légaux et effectifs de l'impôt sur les sociétés pour compenser les pertes directes liées à l'abus de l'impôt sur les sociétés, en pensant à tort que cela attirera les sociétés multinationales et augmentera même les recettes fiscales. Cette croyance, souvent appelée "concurrence fiscale", est contredite par un grand nombre de preuves qui ont plutôt montré qu'elle conduit à des recettes fiscales encore plus faibles pour tous les gouvernements - c'est pourquoi cette pratique est plus précisément appelée "course vers le bas". La réduction des taux d'imposition des sociétés affecte à la fois le fonctionnement des multinationales et celui des entreprises nationales, et diminue donc les recettes fiscales globales d'un gouvernement. L'administration américaine a marqué un tournant important dans ce discours en 2021 en explicitant l'objectif de mettre fin au nivellement par

le bas, comme motivation de son soutien à un taux d'imposition minimum mondial.

Le coût de la course vers le bas

Le nivellement par le bas des taux d'imposition des sociétés est pernicieux. Les gouvernements qui perdent des revenus fiscaux à cause des abus fiscaux pourraient croire qu'en abaissant leurs taux d'imposition, ils réduiront les abus. Les affirmations les plus folles tendent à citer la mythique « courbe de Laffer » qui, à l'extrême, suggère qu'une baisse des taux augmentera les recettes. En pratique, la course vers le bas entraîne les recettes dans une seule direction : vers le bas.

Avec six années de données pays par pays, l'échantillon présenté ici apporte une confirmation supplémentaire. De 2016 à 2021, nous constatons que 38 pays ont abaissé leur taux d'imposition sur les sociétés, en moyenne de 6 points de pourcentage. Au cours de la même période, 16 pays ont augmenté leur taux d'imposition, en moyenne de 3,6 points de pourcentage. L'évolution globale a été une diminution moyenne de 3 points de pourcentage.

Les membres de l'OCDE - ceux qui ont subi les pertes les plus importantes dues aux abus fiscaux en termes absolus - étaient surreprésentés dans les pays qui ont réduit leur taux. Sur les 38 pays qui ont réduit leur taux, 17 étaient des pays de l'OCDE ou des territoires qui en dépendent ; sur les 16 pays qui ont augmenté leur taux, seuls 5 étaient membres de l'OCDE.

Si les pays avaient maintenu leurs taux d'imposition sur les sociétés aux niveaux de 2016, le désalignement en 2021 aurait entraîné une perte de 380 milliards de dollars américains, au lieu des 348 milliards de dollars américains constatés avec les taux réels en vigueur. En d'autres termes, le nivellement par le bas a artificiellement réduit les coûts de l'abus fiscal, alors même que l'ampleur de l'abus a continué de croître.

La perte supplémentaire résultante de ce nivellement par le bas peut être estimée en appliquant aux 38 pays qui ont réduit leur taux d'imposition leurs réductions du taux d'imposition des sociétés sur leurs bénéficiaires *non* désalignés et réalisés dans leurs juridictions. Ces 38 pays ont subi approximativement une perte supplémentaire de 68 milliards de dollars américains en 2021 à cause du nivellement par le bas de leurs taux d'impositions en comparaison à 2016 seulement. Ces mêmes pays ont perdu 138 milliards de dollars américains en raison de l'abus à l'impôt sur les sociétés en 2021, de sorte que la course vers le bas ne fait qu'aggraver ces pertes déjà importantes.

Les chercheurs du Fonds monétaire international estiment qu'au niveau mondial, les pertes indirectes liées aux abus fiscaux des entreprises sont au moins trois fois plus importantes que les pertes directes.⁶ Si nous devons ajuster en conséquence l'estimation des pertes d'impôts directs du rapport Justice Fiscale: État des Lieux 2023, nous constaterions des pertes globales de plus de 1 000

⁶Voir Crivelli et al., 'Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries'. D'autres travaux suggèrent que les pertes indirectes pourraient être de l'ordre de 4 à 6 fois plus importantes (Cobham and Janský, 'Global Distribution of Revenue Loss from Corporate Tax Avoidance') ; ou de 2 à 15 fois plus importantes (Javier Garcia-Bernardo et al. 'Multinational Corporations and Tax Havens: Evidence from Country-by-Country Reporting'. *International Tax and Public Finance* [2021]. URL: <https://doi.org/10.1007/s10797-020-09639-w> [visited on 08/05/2022]).

milliards de dollars américains. Cela dépasserait de loin les estimations initiales du FMI pour les pertes totales (en utilisant les données de 2013) d'environ 600 milliards de dollars américains, et l'estimation plus conservatrice du rapport Tax Justice Network de 500 milliards de dollars américains. Bien que cette extrapolation puisse être considérée au niveau mondial, il n'est pas possible de multiplier les pertes directes individuelles des pays par le facteur mondial du FMI, étant donné que la nature complexe du paradis fiscal mondial et les mouvements variés de bénéficiaires entre les juridictions impliquent des niveaux plus élevés de pertes indirectes pour certains pays et des niveaux plus faibles pour d'autres.

Afin de pouvoir évaluer de manière cohérente l'impact des abus fiscaux internationaux à la fois au niveau mondial et au niveau des pays, et afin de tirer le meilleur parti du niveau sans précédent de précision et de certitude offert par les données de déclaration pays par pays, le rapport de Justice Fiscale: État des Lieux 2024 se concentre uniquement sur les pertes fiscales directes découlant des abus fiscaux sur les sociétés à l'échelle mondiale. Pour cette raison, l'estimation de cette édition du rapport Justice Fiscale: État des Lieux sur les abus fiscaux des sociétés marque une limite inférieure des dommages réels causés par le transfert de bénéficiaires.

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024 constate que les pays à revenu élevé perdent davantage de recettes fiscales directes en raison de l'abus de l'impôt sur les sociétés (302 milliards de dollars américains perdus par an) que les pays à faible revenu (46 milliards de dollars américains perdus par an). La Banque mondiale classe les pays en fonction de leur revenu national brut par habitant dans les catégories suivantes : faible revenu, revenu moyen inférieur, revenu moyen supérieur ou revenu élevé. Environ la moitié de la population mondiale vit dans les deux groupes de revenus inférieurs, et environ la moitié dans les groupes de revenus supérieurs. Par conséquent, dans le présent rapport, lorsqu'il est question de pays à "revenu élevé", il s'agit des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur regroupés ensemble, et lorsqu'il est question de pays à "revenu faible", il s'agit des pays à revenu intermédiaire inférieur et des pays à faible revenu regroupés ensemble.

Si les pays à revenu élevé perdent davantage de recettes fiscales directes en raison des abus de l'impôt sur les sociétés que les pays à faible revenu, ces derniers perdent davantage en termes proportionnels si l'on compare leurs pertes fiscales aux recettes fiscales qu'ils perçoivent habituellement au cours d'une année. Les pays à faible revenu perdent l'équivalent de 3,7 % de leurs recettes fiscales perçues par an en raison d'abus de l'impôt sur les sociétés, tandis que les pays à revenu plus élevé perdent l'équivalent de 2,4 % de leurs recettes fiscales perçues.

Les résultats confirment une fois de plus que l'abus de l'impôt sur les sociétés fait plus de victimes dans les pays à faible revenu, qui ont un besoin urgent de recettes fiscales. Et vice versa: les pays à faible revenu ont plus à gagner d'une reprogrammation du système fiscal mondial visant à éradiquer l'abus de l'impôt sur les sociétés que les pays à revenu élevé.

Dans le même temps, les pays à revenu élevé sont responsables de 99,7 % de tous les impôts perdus dans le monde chaque année en raison de l'abus de l'impôt sur les sociétés. En d'autres termes, les pays de ce groupe reçoivent presque chaque dollar de bénéfice transféré - bien que beaucoup d'entre eux soient parmi les perdants. Les pays à faible revenu sont responsables de 0,3 % des pertes fiscales.

En permettant l'abus de l'impôt sur les sociétés, on prive les gouvernements du monde entier de fonds publics, en favorisant les multinationales, les riches particuliers et les paradis fiscaux. Près des trois quarts des 348 milliards de dollars américains de pertes fiscales des entreprises (254 milliards de dollars américains, représentant 73 pour cent) sont perdus dans des paradis fiscaux dont le taux d'imposition effectif est inférieur à 10 % - tels que le Royaume-Uni, le territoire britannique d'outre-mer des îles Caïmans, Singapour, les Pays-Bas, Hong Kong, le Luxembourg, le territoire britannique d'outre-mer des Bermudes, le territoire américain de Porto Rico et la dépendance de la Couronne britannique de Jersey. Dans le même temps, ces pays ne collectent que 50 milliards de dollars américains de recettes fiscales supplémentaires sur les bénéfices transférés dans le pays par les grandes sociétés multinationales. Pour chaque dollar collecté par l'un de ces paradis fiscaux, les gouvernements du monde - et donc leurs citoyens - perdent plus de 5 dollars. La tolérance continue de cet abus de l'impôt sur les sociétés est extrêmement inefficace à l'échelle mondiale et entraîne un important transfert de richesses des populations et des travailleurs du monde entier vers les géants de l'industrie et leurs actionnaires entre les foyers le plus aisés du monde.

4.2 Les pays de l'OCDE qui fixent des règles sont responsables de la majorité des pertes fiscales des entreprises au niveau mondial

La publication en octobre 2024 de l'Index des paradis fiscaux pour entreprises du Tax Justice Network a attiré une nouvelle fois l'attention sur l'impact mondial du Royaume-Uni et de son réseau de paradis fiscaux britanniques (un arrangement parfois qualifié de « second empire » du Royaume-Uni) sur lequel le gouvernement britannique exerce tous les pouvoirs d'imposition et de veto législatifs. L'indice a révélé que ce réseau représente à lui seul un tiers (33 %) des risques d'abus fiscaux des entreprises au niveau mondial. Un autre tiers (33 %) de ces risques est lié aux États membres de l'UE, qui, tout en étant parmi les plus exposés à l'abus de l'impôt sur les sociétés, comprennent également certains des paradis fiscaux les plus importants au monde. Le rôle prépondérant de l'UE dans la réglementation fiscale mondiale est souligné par le fait qu'elle accueille l'OCDE et qu'elle en constitue près des trois quarts des membres. Collectivement, les pays de l'OCDE et leurs dépendances - leaders de facto de la réglementation fiscale internationale au cours des six dernières décennies - sont responsables de la mise en place de plus de deux tiers des risques d'abus fiscaux des entreprises

dans le monde. Ces résultats apparaissent dans un contexte de changement significatif de la gouvernance fiscale mondiale de l'OCDE vers les Nations unies, les pays de l'OCDE ayant majoritairement voté contre ou s'étant abstenus de participer aux récentes initiatives de réforme fiscale menées par les Nations unies.

L'indice des paradis fiscaux pour entreprises évalue le risque que chaque juridiction présente pour l'économie mondiale en termes d'abus de l'impôt sur les sociétés, en se basant sur les conditions spécifiques qui facilitent ces abus, combinées à l'activité économique mondiale de la juridiction. Bien qu'il s'agisse d'une mesure indirecte fondée sur des caractéristiques objectivement vérifiables de chaque juridiction, l'indice de l'état de la justice fiscale utilise des données dérivées des activités des entreprises pour fournir une évaluation directe de l'ampleur de l'abus fiscal au sein et à l'encontre de chaque juridiction. Malgré ces différentes méthodologies, les conclusions essentielles restent cohérentes.

L'Etat des Lieux de la Justice Fiscale 2024 montre de la même manière que les pays de l'OCDE et leurs dépendances sont responsables de la plupart des abus fiscaux commis par les entreprises à l'échelle mondiale : 59 % en l'occurrence, ce qui coûte au monde 206 milliards de dollars de perte d'impôt sur les sociétés par an. Si l'on inclut les pertes fiscales dues à l'évasion des richesses offshore, les pays de l'OCDE et leurs dépendances sont responsables de 69 % de toutes les pertes fiscales subies par les pays du monde entier, ce qui leur coûte environ 342 milliards de dollars US en impôts perdus chaque année.

L'essentiel du préjudice subi par les pays de l'OCDE provient toutefois de quatre membres seulement: le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse. De nombreux membres de l'OCDE, y compris les plus récents, sont également perdants, ce qui signifie que le progrès mondial peut bénéficier à la grande majorité. Même dans les pays "gagnants", les bénéficiaires ne sont pas bien partagés. Le modèle des paradis fiscaux tend à creuser les inégalités et à saper la croissance économique et la qualité de la gouvernance au fil du temps.

4.2.1 Le second empire britannique est responsable d'un quart de la perte

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024 révèle que le Royaume-Uni et son réseau de territoires d'outre-mer et de dépendances de la Couronne sont les principaux acteurs.

Le terme "deuxième empire" (également connu sous le nom de "toile d'araignée britannique") fait référence à la manière dont les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne du Royaume-Uni servent souvent de juridictions offshore satellites, ou de nœuds dans une toile mondiale facilitant le transfert de bénéficiaires et les flux financiers illicites. Au centre de ce réseau se trouve la City de Londres, où les entreprises peuvent transférer leurs bénéficiaires après les avoir réacheminés via les juridictions satellites afin de ne pas payer d'impôts ailleurs. Le Royaume-Uni conserve les pleins pouvoirs d'imposer ou d'opposer son veto à

l'élaboration des lois dans ces dépendances, et le pouvoir ultime de nommer les principaux responsables gouvernementaux appartient toujours à la Couronne britannique.

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux 2024 révèle que plus de 329 milliards de dollars américains de bénéfices sont transférés dans le deuxième empire du Royaume-Uni par les multinationales chaque année, ce qui coûte au monde plus de 80 milliards de dollars américains d'impôts perdus à cause de l'abus de l'impôt sur les sociétés. Le deuxième empire du Royaume-Uni est donc responsable de 23 % des 348 milliards de dollars américains d'impôts que le monde perd chaque année à cause de l'abus de l'impôt sur les sociétés. Si l'on inclut les pertes fiscales dues à l'évasion fiscale des fortunes offshore, le deuxième empire du Royaume-Uni est responsable de 26 % de toutes les pertes fiscales subies par les pays du monde entier, ce qui leur coûte plus de 129 milliards de dollars américains en impôts perdus chaque année.

4.2.2 L'axe de l'évasion fiscale est responsable d'un tiers des pertes

Le deuxième empire du Royaume-Uni, ainsi que les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse sont collectivement appelés "l'axe de l'évasion fiscale" en raison du rôle qu'ils jouent dans la réalisation de la plus grande partie des abus fiscaux au niveau mondial. L'indice des Paradis Fiscaux pour les Entreprises 2024 de Tax Justice Network a révélé que l'axe de l'évitement fiscal était responsable de 46 % des risques d'abus fiscaux des entreprises dans le monde.

Le rapport de l'Etat des Lieux de la Justice Fiscale 2024 révèle que 469 milliards de dollars américains de bénéfices sont transférés vers l'axe de l'évitement fiscal par les multinationales chaque année, ce qui coûte au monde 115 milliards de dollars américains d'impôts perdus à cause de l'abus fiscal sur les sociétés. L'axe de l'évitement fiscal est donc responsable d'un troisième des 348 milliards de dollars américains que le monde perd chaque année à cause de l'abus de l'impôt sur les sociétés. Si l'on inclut les pertes fiscales dues à l'évasion fiscale du patrimoine offshore, l'axe de l'évitement fiscal est responsable de 36 % de toutes les pertes fiscales subies par les pays du monde entier, ce qui leur coûte plus de 177 milliards de dollars américains en impôts perdus chaque année.

Le tableau 4.1 détaille le montant de l'impôt que chaque pays perd en raison de l'abus de l'impôt sur les sociétés et le montant de la perte fiscale que chaque pays inflige aux autres pays en permettant l'abus de l'impôt sur les sociétés.

4.3 Méthodologie

L'analyse de l'abus de l'impôt sur les sociétés par le rapport Justice Fiscale: État des Lieux sur les sociétés ⁷ est basé sur les données agrégées des rapports pays par pays publiés par l'OCDE. Le rapport estime le transfert de bénéfices en utilisant le désalignement des bénéfices. Le désalignement des bénéfices (S_i) des multinationales dans le pays i est la différence entre les bénéfices déclarés par ces entreprises dans le pays i (p_i) et les bénéfices théoriques que l'on pourrait attendre de leur activité économique observée dans le même pays (p_i).

$$S_i = \pi_i - p_i \quad (4.1)$$

Les bénéfices théoriques (p_i) sont calculés sur la base du fait qu'ils seraient alignés sur la localisation de l'activité réelle (l'objectif déclaré de l'initiative initiale sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices). Nous accordons 50 % du poids aux salaires versés par l'entreprise dans le pays i (W_i) et 50 % au nombre d'employés dans le pays i (E_i). Les profits théoriques d'un pays sont donc calculés en multipliant la part du pays i dans l'emploi des multinationales $\left(\frac{1}{2} \frac{W_i}{\sum_i W_i} + \frac{1}{2} \times \frac{E_i}{\sum_i E_i}\right)$ par les profits mondiaux des multinationales ($\sum_i \pi_i$), ce qui donne les profits que le pays i générerait si la part des profits du pays était équivalente à sa part de l'emploi. Nous nous concentrons sur l'emploi car cette variable peut difficilement être manipulée et la qualité des données est relativement élevée. D'autres formules sont discutées dans la méthodologie étendue en ligne et donnent des estimations similaires.

$$p_i = \left(\frac{1}{2} \frac{W_i}{\sum_i W_i} + \frac{1}{2} \times \frac{E_i}{\sum_i E_i}\right) \times \sum_i \pi_i \quad (4.2)$$

En d'autres termes, nous comparons les bénéfices que les multinationales déclarent avoir générés dans un pays avec les bénéfices auxquels nous pourrions nous attendre en examinant leur activité économique dans le pays (mesurée par le nombre d'employés et leur masse salariale). Si les bénéfices déclarés sont plus faibles que prévu sur la base de cette activité économique réelle, les multinationales déplacent probablement leurs bénéfices vers l'extérieur du pays. Si les bénéfices déclarés sont plus élevés que prévu sur la base de l'activité économique réelle, les multinationales transfèrent probablement leurs bénéfices vers le pays, en particulier si le pays a un faible taux d'imposition sur le revenu des sociétés.⁸

⁷Cette section comporte une description simplifiée de la méthodologie utilisée. Pour une description détaillée de la méthodologie et des références aux études académiques que cette approche suit, veuillez consulter la méthodologie étendue en ligne : Tax Justice Network. *State of Tax Justice 2024: Methodological Note on Estimating the Scale of Corporate Tax Abuse*. 2024. URL: https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2024/11/sotj2024_methodology_corporateTaxAbuse.pdf (visited on 18/11/2024).

⁸Nous ne prenons en compte que les transferts de bénéfices vers des pays dont le taux d'imposition effectif est inférieur ou égal à 15 %, afin d'éviter de prendre en compte les bénéfices

Pour estimer la perte de recettes fiscales subie par le pays i en raison de l'abus de l'impôt sur les sociétés (*Perte fiscale_i*), nous multiplions les bénéfices transférés hors d'un pays par son taux d'imposition sur les sociétés. Ce faisant, nous estimons combien d'argent public les sociétés perdent en raison de la déclaration erronée des bénéfices par les multinationales.

$$Perte\ fiscale_i = S_i \times \text{taux d'imposition sur les sociétés} \quad (4.3)$$

Les données agrégées pays par pays de l'OCDE, publiées en novembre 2022, comprenaient des données provenant de 46 pays. La publication suivante, à la mi-2024, a porté ce chiffre à 52 pays pour 2021. Toutefois, un grand nombre de pays n'ont pas encore communiqué leurs données, ce qui laisse des lacunes importantes dans l'ensemble des données. De plus, il existe des divergences entre le nombre total de pays déclarants et ceux qui fournissent des données détaillées. Bien que 52 pays publient leurs rapports, tous n'adhèrent pas à de véritables normes pays par pays ; certains agrègent les données au niveau continental ou dans des catégories larges comme le « reste du monde », ce qui empêche d'avoir des aperçus au niveau des pays.

Plusieurs problèmes liés aux données ont été identifiés au cours des dernières années.⁹ Afin d'estimer avec précision le transfert de bénéfices pays par pays malgré les limites des données, nous traitons les données avec soin.

Une première préoccupation concernant les données des rapports pays par pays est le double comptage des bénéfices pour les années 2016 à 2019. Les données de déclaration pays par pays comptent doublement les bénéfices car un certain nombre d'entreprises incluent les dividendes intragroupes comme bénéfices à la fois dans le pays d'origine et dans le pays de destination.¹⁰ Nous utilisons une correction très prudente dans laquelle nous corrigeons les bénéfices domestiques des sociétés multinationales en utilisant les rapports fournis par les gouvernements.¹¹ Grâce à notre correction, les taux d'imposition effectifs des multinationales étrangères dans un pays sont similaires aux taux d'imposition effectifs des multinationales nationales, ce qui n'est pas le cas dans les données originales et montre que notre correction est raisonnable.

Nous corrigeons les opérations à l'étranger des sociétés multinationales en deux étapes. Dans un premier temps, nous supprimons les revenus apatrides. Dans un

transférés pour des raisons qui ne sont pas liées à l'abus fiscal. Comme les estimations des transferts de bénéfices sont calculées sur une base bilatérale et agrégées dans une deuxième étape, un pays peut attirer un transfert de bénéfices vers l'intérieur et souffrir d'un transfert de bénéfices vers l'extérieur en même temps.

⁹Voir <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/anonymised-and-aggregated-cbcr-statistics-disclaimer.pdf>.

¹⁰Thomas Horst and Alex Curatolo. 'Assessing the Double Count of Pretax Profit In the IRS Summary Of CbC Data for Fiscal 2017'. *Tax Notes International*, 98(4) (2020), pp. 427–32.

¹¹Par exemple, les bénéfices domestiques déclarés par les sociétés américaines sont réduits de 74 %, suite à l'analyse du double comptage par Garcia-Bernardo, Janský & Zucman (Javier Garcia-Bernardo et al. *Did the Tax Cuts and Jobs Act Reduce Profit Shifting by US Multinational Companies?* Working Paper. May 2022. URL: <https://www.nber.org/papers/w30086> [visited on 12/07/2023])

deuxième temps, nous supprimons 39 % des bénéfices déclarés dans les paradis fiscaux par les multinationales basées aux États-Unis et 10 % des bénéfices dans les paradis fiscaux déclarés par les multinationales qui ne sont pas basées aux États-Unis, conformément à l'analyse du double comptage effectuée par Garcia-Bernardo, Janský & Zucman.¹² Depuis 2020, il existe des règles sur la manière de traiter les dividendes intra-entreprise. Si les entreprises ont respecté ces règles et si les pays les ont appliquées, le double comptage ne devrait pas poser de problème dans les données de 2020 et 2021. Nous supposons que le problème est résolu pour ces années et que les données respectent les normes établies.

Un deuxième problème lié aux données de l'OCDE est le nombre élevé de valeurs manquantes qui, si elles sont systématiques, pourraient fausser considérablement nos estimations. Pour pallier ce problème, nous complétons les chiffres de l'OCDE par des données provenant d'autres sources lorsque des informations importantes sont manquantes. Nous estimons les informations manquantes sur le nombre de salariés nationaux et les ventes des sociétés multinationales en utilisant un modèle linéaire basé sur le nombre de sociétés dans le pays, le PIB, la population, les taux d'imposition effectifs et le total des créances bancaires consolidées sur la base d'une contrepartie immédiate.¹³ Nous imputons les données relatives aux salaires en multipliant le salaire moyen d'un pays, tel qu'il est déterminé par l'Organisation internationale du travail, par le nombre d'employés déclaré.

Enfin, nous nous assurons que nos estimations ne sont pas influencées par des choix méthodologiques cruciaux en montrant que les définitions alternatives pour l'estimation de l'activité économique réelle, par exemple basées sur des formules incluant les ventes totales ou les actifs totaux, n'affectent pas nos estimations de manière substantielle. Tous les détails de notre approche méthodologique ainsi que les résultats des contrôles de robustesse et de sensibilité sont présentés dans le document méthodologique adjoint.¹⁴

¹²Garcia-Bernardo et al., *Did the Tax Cuts and Jobs Act Reduce Profit Shifting by US Multinational Companies?*

¹³Voir le tableau B4 des Statistiques bancaires locales publiées par la Banque des règlements internationaux.

¹⁴Tax Justice Network, *State of Tax Justice 2024: Methodological Note on Estimating the Scale of Corporate Tax Abuse*.

Table 4.1. Bénéfices et pertes fiscales des pays face à l'abus de l'impôt sur les sociétés au niveau mondial

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|--------------------|--|--|--|--|--|---|
| Afrique | 29,892.9 | 21,571.1 | 5,861.0 | 0.2% | 7,316.1 | 2.1% |
| Afrique du Sud | 18,883.5 | 4,556.6 | 1,275.9 | 0.3% | 4,621.6 | 1.3% |
| Algérie | 335.8 | 81.0 | 21.1 | 0.0% | 82.2 | 0.0% |
| Angola | 329.6 | 168.3 | 42.1 | 0.1% | 80.7 | 0.0% |
| Botswana | 0.0 | 134.2 | 29.5 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Burkina Faso | 4.1 | 35.1 | 9.7 | 0.0% | 1.0 | 0.0% |
| Bénin | 0.0 | 41.3 | 12.4 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Cabo Verde | 11.1 | 18.9 | 4.2 | 0.2% | 2.7 | 0.0% |
| Cameroun | 0.0 | 47.2 | 15.6 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Chadre | 3.3 | 169.8 | 59.4 | 0.5% | 0.8 | 0.0% |
| Congo | 92.2 | 259.4 | 72.6 | 0.5% | 22.6 | 0.0% |
| Côte d'Ivoire | 0.0 | 155.2 | 38.8 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Djibouti | 0.0 | 1.3 | 0.3 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Egypte | 101.6 | 503.3 | 113.2 | 0.0% | 24.9 | 0.0% |
| Eswatini | 30.5 | 93.8 | 25.8 | 0.5% | 7.5 | 0.0% |
| Ethiopie | 0.0 | 640.7 | 192.2 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Gabon | 922.7 | 229.6 | 68.9 | 0.3% | 225.8 | 0.1% |
| Gambie | 2.7 | 35.5 | 9.6 | 0.5% | 0.7 | 0.0% |
| Ghana | 238.4 | 93.4 | 23.3 | 0.0% | 58.3 | 0.0% |
| Guinée | 494.2 | 6.1 | 2.1 | 0.0% | 121.0 | 0.0% |
| Guinée Équatoriale | 6.4 | 44.6 | 15.6 | 0.1% | 1.6 | 0.0% |
| Kenya | 0.0 | 967.7 | 290.3 | 0.3% | 0.0 | 0.0% |
| Lesotho | 0.0 | 69.5 | 17.4 | 0.7% | 0.0 | 0.0% |
| Libye | 2,293.5 | 0.2 | 0.0 | 0.0% | 561.3 | 0.2% |
| Libéria | 75.8 | 2,835.2 | 708.8 | 20.2% | 18.6 | 0.0% |
| Madagascar | 0.0 | 79.9 | 16.0 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Malawi | 0.0 | 167.2 | 50.2 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|----------------------------------|--|--|--|--|--|---|
| Mali | 10.6 | 12.6 | 3.8 | 0.0% | 2.6 | 0.0% |
| Maroc | 0.0 | 3,431.2 | 1,063.7 | 0.8% | 0.0 | 0.0% |
| Maurice | 5,074.0 | 1,104.3 | 165.6 | 1.4% | 1,241.8 | 0.4% |
| Mauritanie | 0.0 | 17.8 | 4.5 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Mozambique | 0.0 | 342.0 | 109.4 | 0.7% | 0.0 | 0.0% |
| Namibie | 0.0 | 574.5 | 183.8 | 1.5% | 0.0 | 0.0% |
| Niger | 1.5 | 43.1 | 12.9 | 0.1% | 0.4 | 0.0% |
| Nigeria | 383.9 | 128.7 | 38.6 | 0.0% | 94.0 | 0.0% |
| Ouganda | 21.0 | 79.5 | 23.9 | 0.1% | 5.1 | 0.0% |
| Rwanda | 2.7 | 96.5 | 29.0 | 0.3% | 0.7 | 0.0% |
| République Centrafricaine | 0.0 | 3.8 | 1.1 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| République démocratique du Congo | 393.1 | 245.5 | 68.7 | 0.1% | 96.2 | 0.0% |
| Sao Tomé et Príncipe | 0.0 | 77.1 | 19.3 | 3.7% | 0.0 | 0.0% |
| Seychelles | 11.3 | 1,880.0 | 564.0 | 43.8% | 2.8 | 0.0% |
| Sierra Leone | 0.0 | 1.5 | 0.4 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Somalie | 0.0 | 83.8 | 25.2 | 0.3% | 0.0 | 0.0% |
| Soudan | 3.9 | 11.7 | 4.1 | 0.0% | 1.0 | 0.0% |
| Soudan du sud | 1.1 | 1.3 | 0.3 | 0.0% | 0.3 | 0.0% |
| Sénégal | 0.0 | 125.1 | 37.5 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Tanzanie | 0.0 | 469.9 | 141.0 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Togo | 0.0 | 4.4 | 1.2 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Tunisie | 0.0 | 1,179.1 | 176.9 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Zambie | 0.0 | 156.3 | 54.7 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Zimbabwe | 164.6 | 66.2 | 16.4 | 0.1% | 40.3 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|-------------------------|--|--|--|--|--|---|
| Amérique du Nord | 115,276.8 | 154,541.5 | 41,444.4 | 0.2% | 28,213.2 | 8.1% |
| Canada | 115,276.8 | 33,934.4 | 8,880.6 | 0.4% | 28,213.2 | 8.1% |
| États Unis d'Amérique | 0.0 | 120,580.6 | 32,556.8 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Groenland | 0.0 | 26.5 | 7.0 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Amérique latine | 79,492.8 | 119,735.4 | 35,885.6 | 0.7% | 19,455.3 | 5.6% |
| Argentine | 0.0 | 2,939.3 | 881.8 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Bolivie | 238.2 | 426.1 | 106.5 | 0.3% | 58.3 | 0.0% |
| Brésil | 35,065.9 | 20,266.2 | 6,890.5 | 0.4% | 8,582.1 | 2.5% |
| Chili | 1,280.1 | 23,128.5 | 6,244.7 | 2.0% | 313.3 | 0.1% |
| Colombie | 0.0 | 6,734.7 | 2,087.8 | 0.7% | 0.0 | 0.0% |
| Costa Rica | 0.7 | 4,435.2 | 1,330.6 | 2.0% | 0.2 | 0.0% |
| Cuba | 0.0 | 1.2 | 0.4 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Equateur | 0.0 | 652.1 | 163.0 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Guatemala | 737.6 | 1,364.2 | 341.1 | 0.4% | 180.5 | 0.1% |
| Honduras | 0.0 | 4,242.2 | 1,272.7 | 4.5% | 0.0 | 0.0% |
| Mexique | 0.0 | 44,224.8 | 13,267.4 | 1.0% | 0.0 | 0.0% |
| Nicaragua | 0.0 | 655.7 | 196.7 | 1.4% | 0.0 | 0.0% |
| Panama | 39,685.2 | 519.6 | 129.9 | 0.2% | 9,712.7 | 2.8% |
| Paraguay | 234.1 | 125.7 | 12.6 | 0.0% | 57.3 | 0.0% |
| Pérou | 1,331.8 | 5,458.4 | 1,610.2 | 0.7% | 325.9 | 0.1% |
| République Dominicaine | 0.0 | 1,253.8 | 338.5 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Salvador | 0.0 | 1,178.2 | 353.5 | 1.2% | 0.0 | 0.0% |
| Uruguay | 919.5 | 736.2 | 184.1 | 0.3% | 225.0 | 0.1% |
| Venezuela | 0.0 | 1,393.4 | 473.8 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Asie | 437,859.5 | 339,670.7 | 83,363.9 | 0.2% | 107,163.0 | 30.8% |
| Afghanistan | 3.1 | 86.4 | 17.3 | 0.1% | 0.8 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|---------------------|--|--|--|--|--|---|
| Arabie Saoudite | 63,721.9 | 3,388.0 | 677.6 | 0.1% | 15,595.5 | 4.5% |
| Arménie | 0.0 | 78.4 | 14.1 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Azerbaïdjan | 659.3 | 967.2 | 193.4 | 0.4% | 161.4 | 0.0% |
| Bahreïn | 1,007.4 | 276.8 | 0.0 | 0.0% | 246.6 | 0.1% |
| Bangladesh | 0.0 | 1,033.4 | 335.9 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Bhoutan | 0.0 | 0.2 | 0.1 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Brunei | 21.3 | 65.2 | 12.1 | 0.1% | 5.2 | 0.0% |
| Cambodge | 0.0 | 3,177.6 | 635.5 | 2.4% | 0.0 | 0.0% |
| Chine | 64,704.4 | 87,363.4 | 21,840.8 | 0.1% | 15,835.9 | 4.6% |
| Corée du Nord | 1.3 | 2.1 | 0.7 | 0.0% | 0.3 | 0.0% |
| Corée du Sud | 0.0 | 6,791.7 | 1,867.7 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Emirats Arabes Unis | 1,039.2 | 2,543.0 | 0.0 | 0.0% | 254.3 | 0.1% |
| Géorgie | 29.3 | 438.2 | 65.7 | 0.4% | 7.2 | 0.0% |
| Hong Kong | 175,570.6 | 517.1 | 85.3 | 0.0% | 42,969.6 | 12.4% |
| Inde | 0.0 | 84,925.7 | 21,375.8 | 0.7% | 0.0 | 0.0% |
| Indonésie | 0.0 | 13,550.5 | 2,981.1 | 0.3% | 0.0 | 0.0% |
| Irak | 133.4 | 139.2 | 20.9 | 0.0% | 32.7 | 0.0% |
| Iran | 268.4 | 92.8 | 23.2 | 0.0% | 65.7 | 0.0% |
| Israël | 0.0 | 2,332.9 | 536.6 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Japon | 0.0 | 40,646.0 | 12,088.1 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Jordan | 116.2 | 270.3 | 54.1 | 0.1% | 28.4 | 0.0% |
| Kazakhstan | 5,354.6 | 343.1 | 68.6 | 0.0% | 1,310.5 | 0.4% |
| Kirghizistan | 0.0 | 87.1 | 8.7 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Koweït | 375.2 | 507.9 | 76.2 | 0.1% | 91.8 | 0.0% |
| Laos | 384.0 | 2,072.4 | 414.5 | 2.2% | 94.0 | 0.0% |
| Liban | 0.0 | 247.2 | 42.0 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Macao | 0.0 | 3,964.8 | 475.8 | 1.5% | 0.0 | 0.0% |
| Malaisie | 1,062.3 | 4,152.3 | 996.6 | 0.3% | 260.0 | 0.1% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|-------------------------------------|--|--|--|--|--|---|
| Maldives | 0.0 | 64.8 | 9.7 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Mongolie | 278.5 | 1,769.6 | 442.4 | 2.9% | 68.2 | 0.0% |
| Myanmar | 76.4 | 1,707.8 | 426.9 | 0.6% | 18.7 | 0.0% |
| Népal | 1.2 | 280.6 | 70.1 | 0.2% | 0.3 | 0.0% |
| Oman | 0.0 | 585.0 | 87.7 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Ouzbékistan | 20.0 | 28.6 | 4.3 | 0.0% | 4.9 | 0.0% |
| Pakistan | 0.0 | 1,107.7 | 321.2 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Palestine | 0.0 | 0.9 | 0.1 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Philippines | 0.0 | 22,750.4 | 6,825.1 | 1.7% | 0.0 | 0.0% |
| Qatar | 0.0 | 636.1 | 63.6 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Singapour | 111,004.9 | 5,146.5 | 874.9 | 0.2% | 27,167.7 | 7.8% |
| Sri Lanka | 9.0 | 1,079.9 | 259.2 | 0.3% | 2.2 | 0.0% |
| Syrie | 0.4 | 1.8 | 0.5 | 0.0% | 0.1 | 0.0% |
| Tadjikistan | 13.6 | 0.5 | 0.1 | 0.0% | 3.3 | 0.0% |
| Taiwan | 11,128.5 | 1,875.8 | 375.2 | nan% | 2,723.6 | 0.8% |
| Thaïlande | 0.0 | 9,649.9 | 1,930.0 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Timor-laté | 722.5 | 3.4 | 0.3 | 0.0% | 176.8 | 0.1% |
| Turkménistan | 11.2 | 4.0 | 0.3 | 0.0% | 2.7 | 0.0% |
| Turquie | 130.6 | 3,609.3 | 902.3 | 0.1% | 32.0 | 0.0% |
| Vietnam | 9.0 | 29,142.3 | 5,828.5 | 1.6% | 2.2 | 0.0% |
| Yémen | 2.0 | 165.2 | 33.0 | 0.3% | 0.5 | 0.0% |
| Caraïbes et îles américaines | 214,975.8 | 50,889.3 | 820.2 | 0.4% | 52,613.8 | 15.1% |
| Anguilla | 0.0 | 1.8 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Antigua-et-Barbuda | 0.0 | -0.0 | -0.0 | -0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Arubie | 0.0 | 68.6 | 17.1 | 0.6% | 0.0 | 0.0% |
| Bahamas | 215.4 | 671.0 | 0.0 | 0.0% | 52.7 | 0.0% |
| Barbados | 6,743.6 | 599.4 | 33.0 | 0.7% | 1,650.5 | 0.5% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|---------------------------------|--|--|--|--|--|---|
| Belize | 0.0 | 11,670.6 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Bermudes | 29,310.2 | 22,147.8 | 0.0 | 0.0% | 7,173.5 | 2.1% |
| Curacao | 224.7 | 56.4 | 12.4 | 0.5% | 55.0 | 0.0% |
| Dominique | 0.0 | 0.2 | 0.1 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Guadeloupe | 0.0 | 31.5 | 4.7 | nan% | 0.0 | 0.0% |
| Guyane | 357.7 | 903.1 | 225.8 | 2.8% | 87.5 | 0.0% |
| Îles Caïmans | 90,053.8 | 9,910.3 | 0.0 | 0.0% | 22,040.0 | 6.3% |
| Îles Falkland | 0.0 | 5.9 | 1.5 | nan% | 0.0 | 0.0% |
| Îles Turques-et-Caïques | 0.0 | 29.5 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Îles Vierges américaines | 0.0 | 32.5 | 7.5 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Îles Vierges britanniques | 56,179.8 | 2,894.0 | 0.0 | 0.0% | 13,749.6 | 4.0% |
| Jamaïque | 0.0 | 1,256.3 | 314.1 | 2.1% | 0.0 | 0.0% |
| Porto Rico | 31,650.0 | 270.8 | 101.5 | 0.1% | 7,746.1 | 2.2% |
| Saint-Christophe-et-Niévès | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 78.5 | 10.4 | 3.1 | 0.4% | 19.2 | 0.0% |
| Sainte-Lucie | 37.5 | 235.7 | 70.7 | 3.6% | 9.2 | 0.0% |
| Sint Maarten | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Suriname | 0.0 | 10.8 | 3.9 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Trinité-et-Tobago | 124.5 | 82.3 | 24.7 | 0.1% | 30.5 | 0.0% |
| Europe | 542,521.8 | 637,815.1 | 153,754.0 | 0.6% | 132,778.3 | 38.2% |
| Albanie | 4.3 | 44.8 | 6.7 | 0.0% | 1.1 | 0.0% |
| Allemagne | 0.0 | 125,868.4 | 37,686.5 | 0.9% | 0.0 | 0.0% |
| Andorre | 0.0 | 6.5 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|--------------------|--|--|--|--|--|---|
| Autriche | 5,692.8 | 5,716.1 | 1,429.0 | 0.3% | 1,393.3 | 0.4% |
| Belgique | 5,601.4 | 21,723.0 | 5,430.8 | 0.9% | 1,370.9 | 0.4% |
| Biélorussie | 0.0 | 140.9 | 25.4 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Bosnie Herzégovine | 129.8 | 309.6 | 31.0 | 0.1% | 31.8 | 0.0% |
| Bulgarie | 629.9 | 1,848.9 | 184.9 | 0.2% | 154.2 | 0.0% |
| Chypre | 14,558.7 | 195.7 | 24.5 | 0.1% | 3,563.1 | 1.0% |
| Croatie | 34.1 | 666.1 | 119.9 | 0.2% | 8.4 | 0.0% |
| Danemark | 46,430.9 | 1,944.7 | 427.8 | 0.1% | 11,363.6 | 3.3% |
| Espagne | 12,786.2 | 35,506.8 | 8,876.7 | 0.6% | 3,129.3 | 0.9% |
| Estonie | 1,070.2 | 386.8 | 77.4 | 0.2% | 261.9 | 0.1% |
| Finlande | 1,456.7 | 3,079.8 | 616.0 | 0.2% | 356.5 | 0.1% |
| France | 0.0 | 70,272.4 | 19,962.6 | 0.7% | 0.0 | 0.0% |
| Gibraltar | 90,226.1 | 1,775.5 | 0.0 | nan% | 22,082.2 | 6.4% |
| Grèce | 0.0 | 2,648.8 | 582.7 | 0.3% | 0.0 | 0.0% |
| Guernesey | 8.3 | 2,854.1 | 0.0 | 0.0% | 2.0 | 0.0% |
| Hongrie | 1,017.0 | 5,924.4 | 533.2 | 0.3% | 248.9 | 0.1% |
| Îles Féroé | 0.0 | 47.4 | 8.5 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Île de Man | 4,174.2 | 140.4 | 0.0 | nan% | 1,021.6 | 0.3% |
| Irlande | 140,174.2 | 4,365.5 | 545.7 | 0.1% | 34,306.6 | 9.9% |
| Islande | 29.2 | 127.3 | 25.5 | 0.1% | 7.2 | 0.0% |
| Italie | 0.0 | 29,592.4 | 8,229.7 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Jersey | 49,584.8 | 4,958.1 | 0.0 | 0.0% | 12,135.5 | 3.5% |
| Lettonie | 6.2 | 594.0 | 118.8 | 0.3% | 1.5 | 0.0% |
| Liechtenstein | 38.9 | 120.0 | 15.0 | 0.2% | 9.5 | 0.0% |
| Lituanie | 787.9 | 704.2 | 105.6 | 0.2% | 192.8 | 0.1% |
| Luxembourg | 36,849.2 | 83,042.4 | 20,710.8 | 24.2% | 9,018.6 | 2.6% |
| Macédoine du Nord | 0.0 | 390.5 | 39.0 | 0.3% | 0.0 | 0.0% |
| Malte | 7,528.8 | 431.0 | 21.6 | 0.1% | 1,842.6 | 0.5% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|------------------------|--|--|--|--|--|---|
| Moldavie | 1.8 | 200.7 | 24.1 | 0.2% | 0.4 | 0.0% |
| Monaco | 161.3 | 109.1 | 0.0 | 0.0% | 39.5 | 0.0% |
| Monténégro | 9.1 | 176.4 | 15.9 | 0.3% | 2.2 | 0.0% |
| Norvège | 7,194.9 | 2,971.0 | 653.6 | 0.1% | 1,760.9 | 0.5% |
| Pays-Bas | 26,069.8 | 43,947.4 | 10,986.8 | 1.1% | 6,380.4 | 1.8% |
| Pologne | 0.0 | 22,341.0 | 4,244.8 | 0.6% | 0.0 | 0.0% |
| Portugal | 602.4 | 7,119.1 | 2,242.5 | 0.9% | 147.4 | 0.0% |
| Royaume-Uni | 9,466.5 | 88,946.2 | 16,899.8 | 0.5% | 2,316.9 | 0.7% |
| Roumanie | 182.3 | 9,090.1 | 1,454.4 | 0.5% | 44.6 | 0.0% |
| Russie | 0.0 | 3,741.9 | 748.4 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Serbie | 235.9 | 1,734.0 | 260.1 | 0.4% | 57.7 | 0.0% |
| Slovaquie | 999.4 | 2,329.5 | 489.2 | 0.4% | 244.6 | 0.1% |
| Slovénie | 151.1 | 739.7 | 140.5 | 0.2% | 37.0 | 0.0% |
| Suisse | 77,083.0 | 16,594.3 | 3,268.8 | 0.4% | 18,865.5 | 5.4% |
| Suède | 1,544.3 | 22,415.4 | 4,617.6 | 0.7% | 378.0 | 0.1% |
| Tchéquie | 0.0 | 8,444.2 | 1,604.4 | 0.6% | 0.0 | 0.0% |
| Ukraine | 0.0 | 1,488.9 | 268.0 | 0.1% | 0.0 | 0.0% |
| Océanie | 157.0 | 95,952.1 | 26,449.3 | 1.4% | 38.4 | 0.0% |
| Australie | 0.0 | 73,776.4 | 22,132.9 | 1.4% | 0.0 | 0.0% |
| Fidji | 0.0 | 42.7 | 8.5 | 0.2% | 0.0 | 0.0% |
| Guam | 3.6 | 157.2 | 33.0 | 0.5% | 0.9 | 0.0% |
| Îles Marshall | 51.1 | 3,511.0 | 0.0 | 0.0% | 12.5 | 0.0% |
| Îles Cook | 0.0 | 0.3 | 0.1 | nan% | 0.0 | 0.0% |
| Îles Mariannes du Nord | 0.0 | 11,507.2 | 2,416.5 | nan% | 0.0 | 0.0% |
| Îles Salomon | 0.0 | 172.8 | 51.9 | 3.3% | 0.0 | 0.0% |
| Micronésie | 10.8 | -0.0 | -0.0 | -0.0% | 2.7 | 0.0% |
| Nauru | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Nouvelle Calédonie | 0.0 | 52.4 | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Bénéfices déplacés vers l'intérieur (millions USD) | Bénéfices transférés vers l'extérieur (millon USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (millions USD) | Perte fiscale annuelle: Abus fiscal des entreprises (% du PIB) | Perte fiscale infligée à des tiers: abus fiscal des entreprises (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales infligées: abus fiscal des entreprises |
|---------------------|--|--|--|--|--|---|
| Nouvelle-Zélande | 0.0 | 3,943.1 | 1,104.1 | 0.4% | 0.0 | 0.0% |
| Papouasie | 83.2 | 584.0 | 175.2 | 0.7% | 20.4 | 0.0% |
| Polynésie française | 0.0 | 3.5 | 0.9 | 0.0% | 0.0 | 0.0% |
| Samoa | 4.8 | 1,948.7 | 526.1 | 62.3% | 1.2 | 0.0% |
| Samoa américain | 2.9 | 0.1 | 0.0 | nan% | 0.7 | 0.0% |
| Vanuatu | 0.5 | 252.8 | 0.0 | 0.0% | 0.1 | 0.0% |

5. Les abus fiscaux liés à la finance offshore

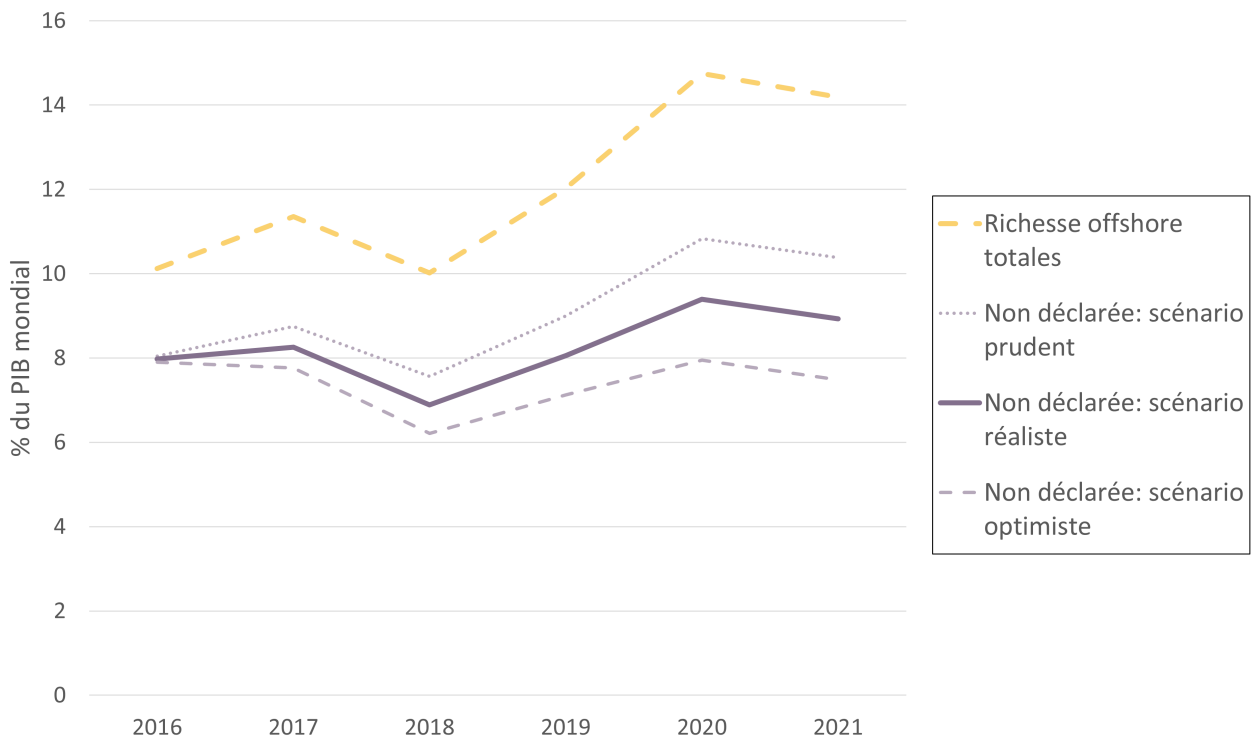
L'opacité financière reste une caractéristique essentielle de la finance offshore. Les juridictions du secret, c'est-à-dire les pays qui offrent aux non-résidents la possibilité de dissimuler leur identité et leur fortune à l'État de droit, attirent un volume sans cesse croissant d'actifs financiers détenus par des personnes fortunées. L'opacité financière ne permet pas seulement aux individus d'abuser de leurs responsabilités fiscales et de blanchir de l'argent, il permet aussi aux cartels de la drogue d'être bancables, à la traite des êtres humains d'être rentable et au financement du terrorisme d'être possible.

L'opacité financière limite également la capacité à lutter contre les inégalités par l'imposition progressive des revenus et des patrimoines les plus élevés, et affaiblit le contrat social. La perception (exacte) que la fiscalité et la réglementation ne s'appliquent pas de la même manière à tous peut avoir un effet corrosif sur la confiance et le respect des règles dans l'ensemble de la société; la capacité des élites riches à abuser de leurs responsabilités fiscales est également susceptible d'être associée à une gouvernance et à une responsabilité politique plus faibles. Il est donc essentiel d'identifier les juridictions qui hébergent les richesses offshore d'autres pays, l'ampleur de ces richesses et les pertes probables de recettes fiscales, afin d'établir des priorités dans les réponses politiques nationales et internationales.

5.1 Résultats

Le rapport de l'Etat des Lieux de la Justice Fiscale 2024 fournit des estimations de l'ampleur du patrimoine financier offshore pour les années 2016 à 2021. Nous examinons également les effets probables de l'échange automatique d'informations (AEOI) récemment adopté sur le paysage de la richesse stockée dans des juridictions secrètes. Selon nos estimations principales, en 2021, le monde a perdu 145 milliards de dollars en impôts du fait de l'évasion fiscale liée aux richesses financières offshore. Malgré les progrès réalisés grâce à l'échange automatique d'informations, le montant estimé des richesses offshore non déclarées reste élevé, puisqu'il représente environ 9 % du PIB mondial.

Figure 5.1. Richesse offshore non déclarée en pourcentage du PIB mondial



En termes absolus, les pays à revenu élevé perdent beaucoup plus de recettes fiscales à cause de l'évasion fiscale offshore (environ 142.9 milliards de dollars américains perdus par an) que les pays à faible revenu (1.9 milliards de dollars américains perdus par an). Mais les pays à revenu élevé portent également la quasi-totalité de la responsabilité : ils sont à l'origine de 99.6 pour cent de tous les impôts perdus dans le monde au cours d'une année en raison de la fraude à l'impôt sur la fortune à l'étranger. Les pays à faible revenu sont responsables de 0.4 pour cent.

5.2 Les pays de l'OCDE sont responsables de la majeure partie des pertes fiscales mondiales dues à la richesse offshore

Le rapport Justice Fiscale: État des Lieux 2024 indique que les pays de l'OCDE et leurs dépendances sont responsables de 93.5 pour cent des 145 milliards de dollars américains que le monde perd chaque année à cause de l'évasion fiscale des fortunes offshore, soit environ 135.3 milliards de dollars américains par an.

5.2.1 Le deuxième empire du Royaume-Uni est responsable d'un tiers des pertes

Parmi les pays de l'OCDE, les plus mauvais élèves sont encore une fois le Royaume-Uni et son réseau de territoires d'outre-mer et de dépendances de la Couronne, souvent appelés le deuxième empire du Royaume-Uni, et l'axe plus large de l'évasion fiscale, qui comprend le deuxième empire du Royaume-Uni ainsi que les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse.

L'édition Justice Fiscale: État des Lieux en 2024 indique que le deuxième empire du Royaume-Uni est responsable d'environ un tiers des 145 milliards de dollars américains d'impôts que le monde perd chaque année à cause de l'évasion fiscale des fortunes offshore, ce qui coûte au monde plus de 48.3 milliards de dollars américains d'impôts perdus.

5.2.2 L'axe de l'évasion fiscale est responsable de plus de 40 pour cent des pertes.

L'axe de l'évasion fiscale est responsable de plus de 43 pour cent des 145 milliards de dollars américains que le monde perd chaque année à cause de l'évasion fiscale du patrimoine offshore, ce qui coûte au monde 62.7 milliards de dollars américains en impôts perdus.

5.3 Méthodologie

Le rapport Justice Fiscale: État des Lieux 2024 s'appuie sur les approches existantes et développe une méthodologie qui utilise des données récentes pour fournir de nouvelles estimations des pertes de recettes fiscales dues aux richesses dissimulées dans des juridictions secrètes, et pour fournir ces estimations pour tous les actifs financiers et pour le plus grand nombre de pays possibles. Aucune des approches existantes, y compris inévitablement celle que nous adoptons ici, n'est parfaite, car elles s'appuient toutes nécessairement sur les données limitées disponibles et sur certaines hypothèses nécessaires. Mais les ordres de grandeur trouvés de manière cohérente par des approches assez différentes confirment la confiance dans la précision des estimations et confirment l'importance de la transparence dans ce domaine. Les progrès réalisés en matière de transparence auront pour effet positif une quantification de plus en plus précise.

Deux approches principales de l'ampleur de la richesse offshore ont été développées dans la littérature sur le sujet. Le premier courant utilise la méthode des "sources et utilisations", fondée sur les statistiques de la balance des paiements. Cette méthode consiste à mesurer la différence entre les entrées et les sorties nettes de capitaux enregistrées et à les agréger dans le temps pour obtenir une estimation de la richesse offshore. En utilisant cette méthode, James

Henry¹⁵ a estimé qu'en 2010, les investisseurs des pays en développement avaient accumulé entre 7 et 9 trillions de dollars américains de richesse offshore. Dans la même étude, Henry estime que la richesse offshore mondiale, toutes catégories d'actifs confondues (c'est-à-dire y compris la richesse non financière), se situe entre 21 et 32 trillions de dollars américains, bien qu'aucune ventilation par pays ne soit disponible en raison du manque de données.

Dans le second volet de la littérature, sur lequel s'appuie la présente analyse, les divergences dans les statistiques macroéconomiques ont été utilisées pour estimer l'ampleur de la richesse financière offshore dans une série d'articles publiés dans des revues universitaires très réputées.¹⁶ Selon cette méthode, la différence entre les actifs et les passifs des investissements de portefeuille déclarés au niveau mondial est attribuée à la richesse offshore non enregistrée. Les estimations sont ensuite étendues pour couvrir d'autres actifs financiers tels que les dépôts bancaires, mais pas les actifs non financiers tels que l'immobilier, les crypto-actifs, l'or, les yachts de luxe ou l'art. Pour une description plus détaillée de ces méthodes, voir les revues récentes de cette littérature.¹⁷

Outre l'estimation de l'ampleur de la richesse offshore, une question pressante concerne sa propriété. Le manque de données disponibles sur la richesse offshore privée pour la plupart des catégories d'actifs signifie que des hypothèses sont nécessaires pour attribuer la richesse mesurée aux pays d'origine. En 2016, la Banque des règlements internationaux a commencé à publier des données appropriées sur une classe d'actifs importante, les dépôts bancaires transfrontaliers, pour de nombreux pays, y compris certaines des juridictions les plus importantes en matière de secret. L'approche du rapport de l'Etat des Lieux de la Justice Fiscale, similaire aux travaux pionniers d'Alstadsæter, Johannesen et Zucman¹⁸ et à plusieurs études ultérieures réalisées par d'autres chercheurs,¹⁹ utilise ces données pour estimer la répartition de la richesse offshore non enregistrée.

¹⁵James S. Henry. *The Price of Offshore Revisited: New Estimates for "Missing" Global Private Wealth, Income, Inequality, and Lost Taxes*. Tech. rep. Tax Justice Network, 2012. URL: http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_26072012.pdf (visited on 07/05/2022).

¹⁶Gabriel Zucman. 'The Missing Wealth of Nations: Are Europe and the US Net Debtors or Net Creditors?' *The Quarterly Journal of Economics*, 128(3) (2013), pp. 1321–1364. URL: <http://qje.oxfordjournals.org/content/128/3/1321.short> (visited on 08/05/2022); Annette Alstadsæter et al. 'Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality'. *Journal of Public Economics*, (162) (June 2018), pp. 89–100. URL: <https://doi.org/10.1016/j.jpube.2018.01.008> (visited on 25/10/2024).

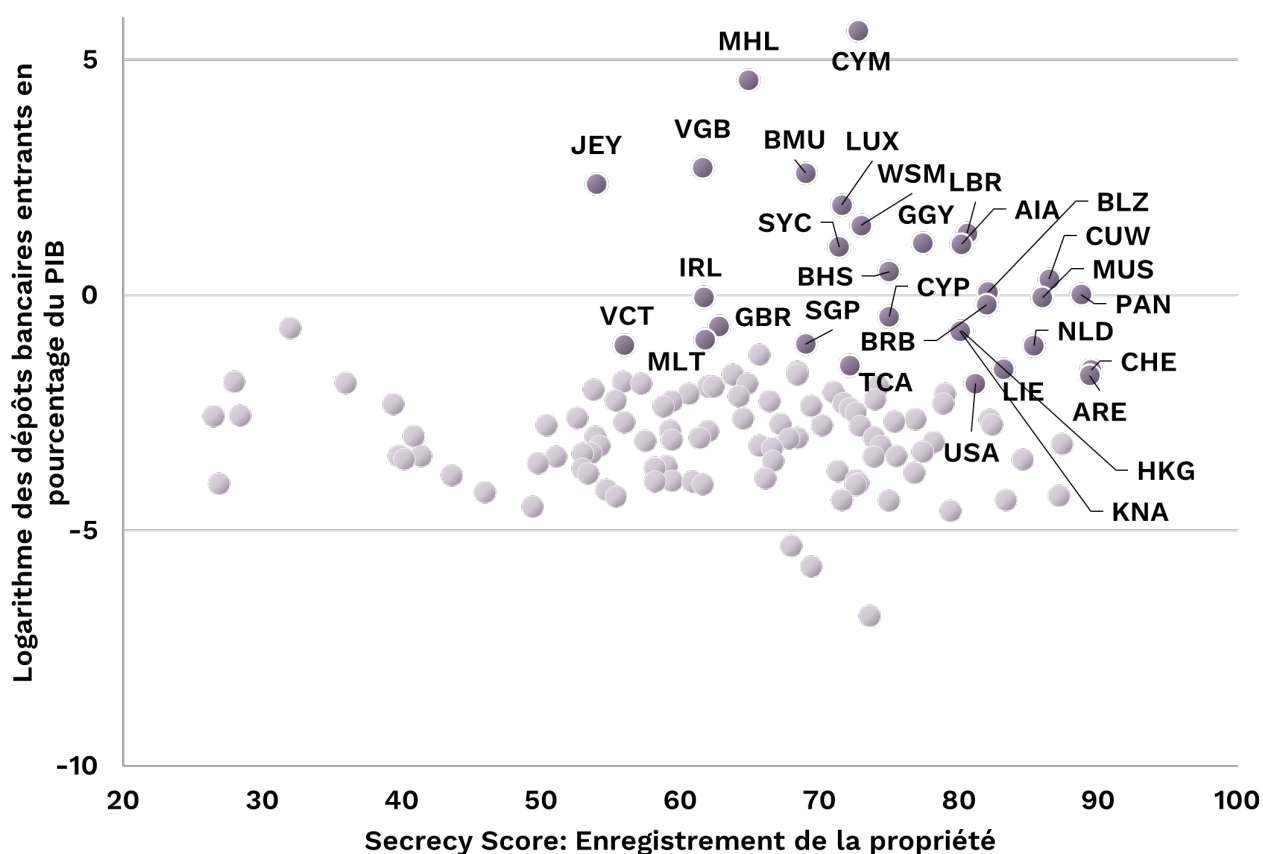
¹⁷Cobham and Janský, *Estimating Illicit Financial Flows*; Niels Johannesen and Jukka Pirttilä. 'Capital Flight and Development An Overview of Concepts, Methods, and Data Sources'. *UNU-WIDER Working Paper Series*, 2016/95 (2016). URL: <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2016-95.pdf> (visited on 07/09/2016); Charles Vellutini et al. *Estimating International Tax Evasion by Individuals*. Working Paper 76. European Commission, 2019. URL: <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/10854d45-f549-11e9-8c1f-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-120453070>.

¹⁸Alstadsæter et al., 'Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality'.

¹⁹Vellutini et al., *Estimating International Tax Evasion by Individuals*; ECORYS. *Monitoring the Amount of Wealth Hidden by Individuals in International Financial Centres and Impact of Recent Internationally Agreed Standards on Tax Transparency on the Fight against Tax Evasion*. Tech. rep. Brussels, Belgium: European Commission DG TAXUD, 2021; Annette Alstadsæter et al. 'Global Tax Evasion Report 2024'. PhD thesis. Eu-Tax Observatory, 2023. URL: https://www.taxobservatory.eu/www-site/uploads/2023/10/global_tax_evasion_report_24.pdf.

L'approche du rapport Justice Fiscale: État des Lieux peut être résumée en cinq étapes et tous les détails peuvent être trouvés dans le document méthodologique qui l'accompagne.²⁰ Dans la première étape, nous identifions ce que nous appelons les "dépôts anormaux". Nous commençons par identifier les juridictions qui (a) attirent des montants de dépôts bancaires disproportionnés par rapport à la taille de leur économie et (b) disposent de lois strictes en matière de secret bancaire. Pour nos besoins, nous définissons ces juridictions comme celles qui ont des scores de secret élevés dans l'édition 2022 de L'Indice d'Opacité Financière pour la catégorie de l'enregistrement de la propriété. En combinant ces deux indicateurs (c'est-à-dire un score élevé d'opacité financière et une forte intensité de dépôts bancaires entrants), nous identifions les juridictions présentant des dépôts anormaux significatifs dus au secret comme suit: les pays dont l'intensité des dépôts bancaires entrants représente 30 pour cent du PIB et dont le score de secret est supérieur à 50, et ceux dont l'intensité des dépôts bancaires entrants représente 15 pour cent du PIB et dont le score de secret est supérieur à 70. Ces pays sont mis en évidence dans la figure 5.2.

Figure 5.2. Intensité des dépôts bancaires entrants par rapport au score de secret dans l'enregistrement des propriétés



²⁰Tax Justice Network. *State of Tax Justice 2024: Methodology Note on Estimating the Scale of Undeclared Offshore Wealth and Related Tax Revenue Losses*. 2024. URL: https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2024/11/sotj2024_methodology_offshoreWealth.pdf (visited on 18/11/2024).

Nous n'avons que légèrement ajusté notre approche à cette étape depuis le rapport initial Justice Fiscale: État des Lieux en 2020, dans le but de mieux saisir les juridictions dans lesquelles le secret est probablement responsable des dépôts anormaux (auparavant, le critère était une intensité des dépôts bancaires entrants de 15 pour cent et un score de secret d'au moins 20 sur le premier indicateur de secret sur le secret bancaire).

À l'aide d'une analyse de régression, nous estimons ensuite le montant attendu des dépôts bancaires entrants dans ces juridictions sur la base de la forte relation entre le PIB et les dépôts bancaires dans les pays qui n'offrent pas d'opportunités d'arbitrage en matière de secret (c'est-à-dire les pays ayant des scores inférieurs en matière de secret bancaire et un ratio relativement faible de dépôts bancaires par rapport au PIB). Les "dépôts anormaux" sont alors quantifiés comme la différence entre les dépôts observés et les dépôts attendus dans chaque juridiction. Nous soutenons que ces dépôts anormaux sont localisés dans ces juridictions précisément en raison du fait que ces juridictions garantissent d'opacité financière.

Dans la figure 5.3, nous montrons la relation entre le PIB et les dépôts bancaires entrants, et nous mettons en évidence les juridictions qui ont des intensités significatives de dépôts bancaires entrants et qui, en même temps, offrent de grandes possibilités aux individus de cacher leur identité et leur richesse.

Nous constatons que près de 50 % des dépôts bancaires mondiaux peuvent être considérés comme anormaux selon notre définition, ce qui signifie qu'ils se trouvent dans des juridictions secrètes en quantités supérieures à ce que l'on pourrait attendre compte tenu de la taille de l'économie de ces juridictions. Pour chacune de ces juridictions, notre approche nous permet de quantifier la quantité d'argent considérée comme représentant des dépôts bancaires anormaux et la part de ces dépôts anormaux dans le total des dépôts bancaires de chaque juridiction. Le tableau 5.1 présente une vue d'ensemble des 20 juridictions ayant la valeur la plus élevée de dépôts anormaux.

Dans la deuxième étape de notre approche, nous attribuons ces dépôts anormaux à leur pays d'origine. Pour ce faire, nous suivons largement l'approche d'Alstadsæter, Johannesen et Zucman et utilisons les statistiques bancaires locales de la Banque des règlements internationaux (BRI). Cet ensemble de données contient des informations sur l'origine des dépôts bancaires dans les juridictions à haut niveau de secret qui communiquent ces données à la BRI. Comme l'indique la dernière colonne du tableau 5.1, certaines des juridictions à secret les plus populaires déclarent désormais leurs données à la BRI. Comme dans l'étude d'Alstadsæter, Johannesen et Zucman, nous évaluons la répartition des pays d'origine pour les dépôts stockés dans les juridictions déclarantes à la BRI et supposons que cette répartition vaut également pour les juridictions secrètes non déclarantes à la BRI.

Figure 5.3. Dépôts bancaires entrants vs. PIB, 2018

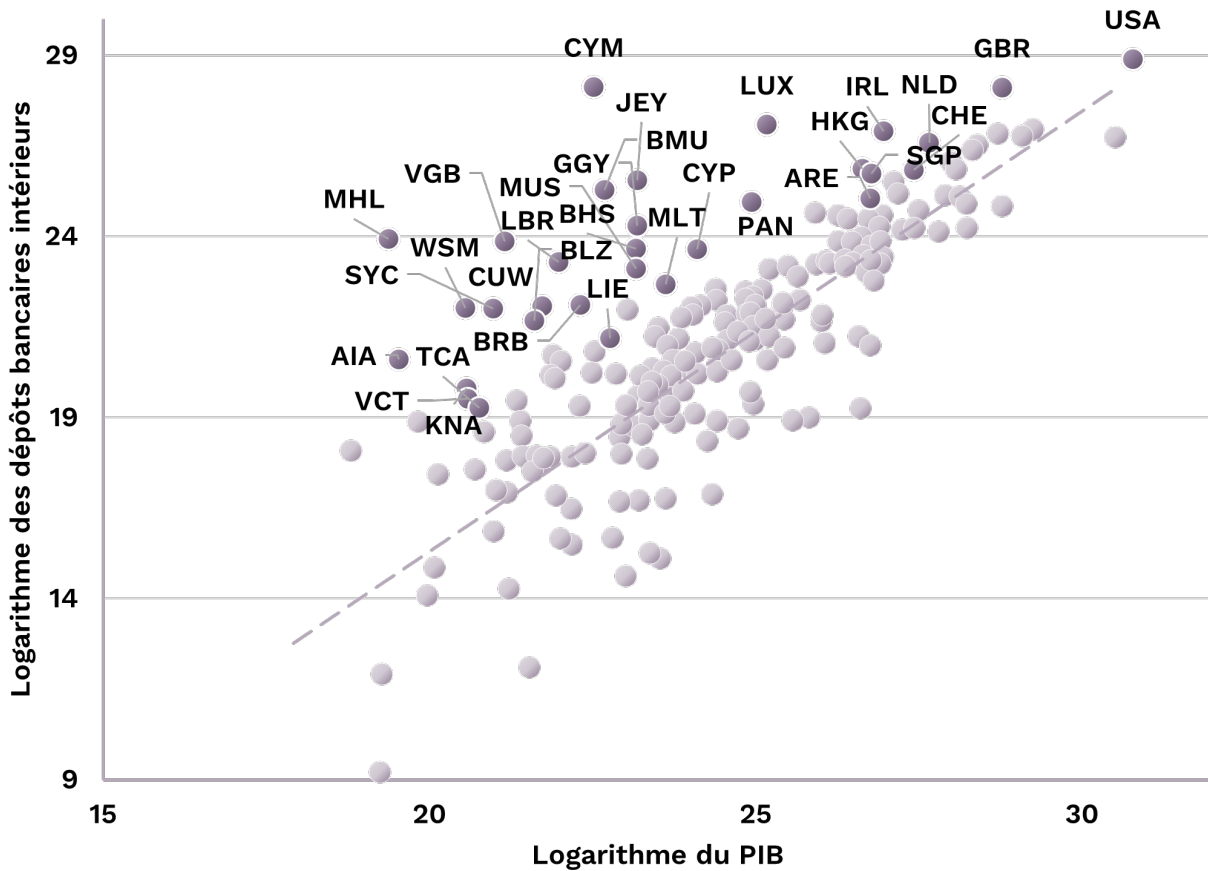


Table 5.1. Top 20 des juridictions avec la plus grande valeur de dépôts anormaux

| Pays | Secrecy Score: Enregistrement de la propriété | Total des dépôts (milliards USD) | Dépôts anormaux (milliards USD) | Dépôts anormaux (part du total) | BIS reporting |
|--------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------|
| États Unis d'Amérique | 81.2 | 3,567.8 | 2,665.9 | 74.7% | Oui |
| Îles Caïmans | 72.8 | 1,651.1 | 1,650.9 | 100.0% | Non |
| Royaume-Uni | 62.8 | 1,624.5 | 1,503.0 | 92.5% | Oui |
| Luxembourg | 71.6 | 582.4 | 579.1 | 99.4% | Oui |
| Irlande | 61.7 | 487.1 | 467.2 | 95.9% | Oui |
| France | 57.2 | 453.4 | 339.0 | 74.8% | Oui |
| Japon | 71.7 | 507.6 | 312.9 | 61.6% | Oui |
| Pays-Bas | 85.4 | 351.0 | 311.2 | 88.7% | Oui |
| Allemagne | 78.9 | 426.8 | 261.3 | 61.2% | Non |
| Italie | 64.8 | 330.5 | 247.1 | 74.8% | Oui |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Secrecy Score: Enregistrement de la propriété | Total des dépôts (milliards USD) | Dépôts anormaux (milliards USD) | Dépôts anormaux (part du total) | BIS reporting |
|-----------|---|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------|
| Canada | 74.2 | 289.8 | 212.1 | 73.2% | Oui |
| Hong Kong | 80.2 | 172.7 | 158.4 | 91.7% | Oui |
| Espagne | 62.4 | 206.3 | 150.3 | 72.9% | Oui |
| Suisse | 89.5 | 165.9 | 134.4 | 81.0% | Oui |
| Singapour | 69.0 | 150.6 | 134.2 | 89.1% | Non |
| Jersey | 54.0 | 124.5 | 124.1 | 99.6% | Oui |
| Australie | 74.0 | 169.7 | 109.4 | 64.5% | Oui |
| Belgique | 68.4 | 119.3 | 96.1 | 80.5% | Oui |
| Bermudes | 69.0 | 95.4 | 95.2 | 99.7% | Non |
| Panama | 88.8 | 68.4 | 65.8 | 96.2% | Non |

Dans un troisième temps, nous combinons les estimations existantes de la richesse offshore mondiale totale avec nos estimations des parts de pays, afin de dériver la valeur de la richesse offshore provenant de chaque pays individuel. En particulier, nous utilisons les estimations disponibles les plus récentes de la richesse financière offshore mondiale pour l'année 2021, qui sont communiquées par l'Observatoire européen de la fiscalité²¹ et s'élèvent à 14.2 pour cent du PIB mondial (13.6 trillions de dollars américains). Il est important de noter que cette estimation n'inclut que les actifs financiers et non la richesse non financière, dont la valeur est susceptible de dépasser celle de la richesse financière d'un facteur de 3 à 4.²² La deuxième colonne du tableau 5.2 présente nos estimations de la part du patrimoine financier offshore mondial détenue par les citoyens de chaque pays, et la troisième colonne traduit ces parts en dollars américains.

Dans une quatrième - et nouvelle - étape, nous affinons les estimations de la richesse offshore en ajustant les effets de la norme commune en matière de transparence et d'échange de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (en anglais, *Common Reporting Standard*, ou CRS), qui facilite l'échange d'informations sur les comptes financiers entre les juridictions. Pour ce faire, nous construisons un coefficient d'efficacité du CRS. Nous commençons par créer un facteur d'existence du CRS, marquant les pays et les années au cours desquels le CRS a été mis en œuvre. Pour tenir compte de l'adoption progressive de la conformité, nous appliquons un facteur de retard de mise en œuvre du CRS

²¹Alstadsæter et al., 'Global Tax Evasion Report 2024'.

²²Henry, *The Price of Offshore Revisited: New Estimates for "Missing" Global Private Wealth, Income, Inequality, and Lost Taxes*.

basé sur l'expérience du Danemark décrite par Boas et al. (2024),²³ où l'impact du CRS a augmenté progressivement au cours des cinq années suivant la mise en œuvre. Ensuite, nous ajustons l'efficacité variable d'un pays à l'autre en utilisant les coefficients de régression au niveau national d'Alstadsæter et al. (2024),²⁴ tout en utilisant les estimations danoises de Boas et al. (2024)²⁵ comme point de référence.

Le coefficient d'efficacité du CRS qui en résulte nous permet de modéliser la richesse offshore non imposée selon plusieurs scénarios, allant du scénario de base (pas d'impact du CRS) au scénario optimiste (impact total sur les dépôts bancaires et les investissements de portefeuille). Pour notre estimation préférée, que nous appelons le scénario « réaliste », nous supposons un impact total du CRS sur les dépôts bancaires dans le champ d'application, et un impact de 50% sur les investissements de portefeuille. Nous considérons que ce scénario est réaliste parce qu'il reflète les preuves récentes de l'impact différentiel des changements en matière de transparence financière sur les dépôts bancaires par rapport à leur impact sur les investissements de portefeuille.

Plus précisément, Janský et al. (2024)²⁶ corroborent les résultats précédents²⁷ et montrent que si les dépôts bancaires ont été affectés par le CRS, l'investissement de portefeuille montre un impact beaucoup plus faible (et dans certaines spécifications, inexistant) de l'échange d'informations. Ces résultats mettent en évidence les préoccupations²⁸ concernant les moyens existants de contourner le CRS (par exemple, via de multiples couches de secret sur les bénéficiaires effectifs ou via le maintien sous les seuils de déclaration au CRS) qui sont particulièrement pertinents pour l'investissement de portefeuille. Cette preuve rendrait peu plausible l'hypothèse alternative d'une efficacité totale ou majoritaire du CRS pour l'investissement de portefeuille.

Dans la cinquième et dernière étape, nous calculons les pertes de recettes fiscales résultant du stockage de la richesse dans des juridictions secrètes. En suivant l'approche de Zucman dans son étude de 2015, nous supposons un rendement de 5 % sur les investissements offshore (qui comprennent une combinaison de titres, d'obligations, de dépôts bancaires et d'autres actifs financiers). Nous multiplions ensuite ces rendements par les taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques qui auraient été appliqués dans les pays

²³Hjalte Fejerskov Boas et al. *Taxing Capital in a Globalized World: The Effects of Automatic Information Exchange*. Tech. rep. National Bureau of Economic Research, 2024.

²⁴Annette Alstadsæter et al. 'Lost in Information: National Implementation of Global Tax Agreements'. *NHH Dept. of Business and Management Science Discussion Paper*, (2023/22) (2023).

²⁵Boas et al., *Taxing Capital in a Globalized World: The Effects of Automatic Information Exchange*.

²⁶Petr Janský et al. *Hide-Seek-Hide? On the Effects of Financial Secrecy*. Tech. rep. 2024-03. Tax Justice Network, 2024. URL: <https://doi.org/10.17605/OSF.IO/9HDUS>.

²⁷Lukas Menkhoff and Jakob Miethe. 'Tax Evasion in New Disguise? Examining Tax Havens' International Bank Deposits'. *Journal of Public Economics*, 176 (2019), pp. 53–78; Elisa Casi et al. 'Cross-Border Tax Evasion after the Common Reporting Standard: Game Over?' *Journal of Public Economics*, 190 (2020), p. 104240.

²⁸Sebastian Beer et al. 'Hidden Treasure: The Impact of Automatic Exchange of Information on Cross-Border Tax Evasion'. *IMF Working Paper*, (286) (2019).

d'origine des actifs, si ces actifs n'avaient pas été transférés dans des juridictions secrètes. La cinquième colonne du tableau 5.2 présente les estimations résultantes de la perte de recettes fiscales pour chaque pays.

Dans les sixième et septième colonnes du tableau 5.2, nous montrons, respectivement, la contribution estimée de chaque pays au problème de la richesse offshore et la perte fiscale respective infligée aux autres pays. Bon nombre des pays qui enregistrent eux-mêmes les pertes les plus importantes, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg, imposent également des pertes importantes à d'autres pays, ce qui souligne la nature perdante de la facilitation de l'abus fiscal au niveau mondial. Les États-Unis sont responsables de la plus grande part de cette mesure (25.4 %), entraînant à eux-seuls une perte de recettes fiscales de plus de 37.5 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale.

Table 5.2. Résultats complets de l'estimation des pertes de recettes fiscales dues à la richesse financière offshore et des pertes fiscales infligées à d'autres pays

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|--------------------|---|---|--|---|--|---|
| Afrique | 1.37% | 115.7 | 4.2% | 1,622.2 | 589.2 | 0.4% |
| Afrique du Sud | 0.15% | 12.6 | 3.0% | 282.4 | 0.0 | 0.0% |
| Algérie | 0.03% | 2.9 | 1.8% | 50.8 | 0.0 | 0.0% |
| Angola | 0.17% | 14.1 | 21.3% | 120.2 | 8.9 | 0.0% |
| Botswana | 0.00% | 0.4 | 2.0% | 4.7 | 0.0 | 0.0% |
| Burkina Faso | 0.00% | 0.2 | 0.8% | 2.3 | 0.0 | 0.0% |
| Burundi | 0.00% | 0.1 | 3.2% | 1.2 | 0.0 | 0.0% |
| Bénin | 0.00% | 0.2 | 1.2% | 3.0 | 0.0 | 0.0% |
| Cabo Verde | 0.00% | 0.1 | 2.6% | 0.7 | 0.4 | 0.0% |
| Cameroun | 0.02% | 1.3 | 3.0% | 19.4 | 10.5 | 0.0% |
| Chadre | 0.01% | 0.7 | 5.8% | 9.5 | 0.0 | 0.0% |
| Comores | 0.00% | 0.0 | 2.8% | 0.5 | 0.0 | 0.0% |
| Congo | 0.01% | 0.6 | 4.0% | 0.0 | 1.7 | 0.0% |
| Côte d'Ivoire | 0.02% | 1.3 | 1.9% | 19.1 | 17.3 | 0.0% |
| Djibouti | 0.00% | 0.3 | 9.7% | 4.7 | 0.0 | 0.0% |
| Egypte | 0.12% | 9.9 | 2.3% | 111.0 | 61.3 | 0.0% |
| Eswatini | 0.00% | 0.2 | 3.3% | 2.7 | 0.8 | 0.0% |
| Érythrée | 0.00% | 0.1 | 2.6% | 0.8 | 0.0 | 0.0% |
| Ethiopie | 0.01% | 1.2 | 1.1% | 21.1 | 0.0 | 0.0% |
| Gabon | 0.02% | 1.6 | 7.9% | 19.7 | 1.4 | 0.0% |
| Gambie | 0.00% | 0.1 | 4.7% | 1.3 | 0.0 | 0.0% |
| Ghana | 0.03% | 2.9 | 3.6% | 42.8 | 42.9 | 0.0% |
| Guinée | 0.00% | 0.4 | 2.3% | 5.1 | 0.0 | 0.0% |
| Guinée Équatoriale | 0.00% | 0.1 | 1.2% | 1.8 | 0.0 | 0.0% |
| Guinée-Bissau | 0.00% | 0.1 | 6.5% | 1.5 | 0.0 | 0.0% |
| Kenya | 0.03% | 2.9 | 2.6% | 43.0 | 0.0 | 0.0% |
| Lesotho | 0.00% | 0.0 | 0.4% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|----------------------------------|---|---|--|---|--|---|
| Libye | 0.03% | 2.9 | 7.3% | 35.9 | 0.0 | 0.0% |
| Libéria | 0.20% | 17.0 | 485.2% | 239.1 | 181.8 | 0.1% |
| Madagascar | 0.01% | 0.7 | 4.6% | 9.4 | 0.0 | 0.0% |
| Malawi | 0.00% | 0.1 | 0.6% | 1.1 | 0.0 | 0.0% |
| Mali | 0.01% | 0.6 | 3.3% | 9.0 | 0.0 | 0.0% |
| Maroc | 0.04% | 3.4 | 2.4% | 64.6 | 0.0 | 0.0% |
| Maurice | 0.09% | 7.4 | 64.1% | 55.2 | 147.7 | 0.1% |
| Mauritanie | 0.02% | 1.5 | 16.7% | 30.8 | 0.0 | 0.0% |
| Mozambique | 0.02% | 1.6 | 9.7% | 25.2 | 20.9 | 0.0% |
| Namibie | 0.00% | 0.2 | 1.2% | 2.9 | 1.2 | 0.0% |
| Niger | 0.00% | 0.2 | 1.6% | 3.4 | 0.0 | 0.0% |
| Nigeria | 0.17% | 14.0 | 3.2% | 168.0 | 0.0 | 0.0% |
| Ouganda | 0.01% | 0.6 | 1.5% | 12.3 | 0.0 | 0.0% |
| Rwanda | 0.00% | 0.1 | 0.7% | 1.1 | 0.0 | 0.0% |
| République Centrafricaine | 0.00% | 0.0 | 1.6% | 0.6 | 0.0 | 0.0% |
| République démocratique du Congo | 0.01% | 1.1 | 2.0% | 21.9 | 0.0 | 0.0% |
| Sao Tomé et Príncipe | 0.00% | 0.0 | 5.3% | 0.4 | 0.0 | 0.0% |
| Seychelles | 0.04% | 3.6 | 280.4% | 55.4 | 49.9 | 0.0% |
| Sierra Leone | 0.00% | 0.1 | 2.5% | 0.8 | 0.0 | 0.0% |
| Somalie | 0.00% | 0.0 | 0.2% | 0.3 | 0.0 | 0.0% |
| Soudan | 0.00% | 0.1 | 0.2% | 0.5 | 0.0 | 0.0% |
| Soudan du sud | 0.00% | 0.0 | 0.1% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |
| Sénégal | 0.01% | 1.1 | 3.8% | 21.2 | 28.5 | 0.0% |
| Tanzanie | 0.01% | 0.7 | 1.0% | 10.1 | 0.0 | 0.0% |
| Togo | 0.00% | 0.2 | 2.0% | 2.4 | 3.8 | 0.0% |
| Tunisie | 0.02% | 1.6 | 3.5% | 28.9 | 0.0 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|-------------------------|---|---|--|---|--|---|
| Zambie | 0.02% | 2.1 | 9.4% | 39.1 | 10.2 | 0.0% |
| Zimbabwe | 0.01% | 0.6 | 2.3% | 13.0 | 0.0 | 0.0% |
| Amérique du Nord | 27.40% | 2,316.7 | 9.1% | 42,617.8 | 40,482.4 | 28.0% |
| Canada | 1.43% | 120.7 | 6.0% | 1,990.9 | 2,983.1 | 2.1% |
| États Unis d'Amérique | 25.97% | 2,195.9 | 9.4% | 40,624.9 | 37,487.0 | 25.9% |
| Groenland | 0.00% | 0.1 | 4.1% | 2.0 | 12.3 | 0.0% |
| Amérique latine | 2.34% | 197.9 | 3.8% | 3,125.2 | 1,863.5 | 1.3% |
| Argentine | 0.14% | 12.2 | 2.5% | 213.3 | 0.0 | 0.0% |
| Bolivie | 0.03% | 2.4 | 5.9% | 34.2 | 0.0 | 0.0% |
| Brésil | 0.20% | 16.8 | 1.0% | 231.0 | 225.6 | 0.2% |
| Chili | 0.17% | 14.2 | 4.5% | 284.7 | 147.8 | 0.1% |
| Colombie | 0.13% | 11.1 | 3.5% | 215.5 | 8.9 | 0.0% |
| Costa Rica | 0.05% | 4.0 | 6.1% | 49.8 | 0.0 | 0.0% |
| Cuba | 0.00% | 0.2 | 0.2% | 2.5 | 0.0 | 0.0% |
| Équateur | 0.06% | 4.8 | 4.5% | 84.5 | 0.0 | 0.0% |
| Guatemala | 0.04% | 3.4 | 3.9% | 11.7 | 0.0 | 0.0% |
| Honduras | 0.03% | 2.2 | 7.7% | 27.4 | 0.0 | 0.0% |
| Mexique | 0.54% | 45.4 | 3.5% | 794.2 | 452.0 | 0.3% |
| Nicaragua | 0.02% | 2.0 | 14.3% | 30.4 | 0.0 | 0.0% |
| Panama | 0.38% | 32.0 | 47.5% | 400.2 | 925.7 | 0.6% |
| Paraguay | 0.02% | 1.3 | 3.3% | 16.1 | 0.0 | 0.0% |
| Pérou | 0.16% | 13.4 | 6.0% | 200.4 | 56.0 | 0.0% |
| République Dominicaine | 0.07% | 6.1 | 6.5% | 76.3 | 0.0 | 0.0% |
| Salvador | 0.03% | 2.7 | 9.1% | 40.2 | 0.0 | 0.0% |
| Uruguay | 0.10% | 8.6 | 13.9% | 154.1 | 47.5 | 0.0% |
| Venezuela | 0.18% | 15.2 | 13.6% | 258.7 | 0.0 | 0.0% |
| Asie | 14.29% | 1,207.9 | 3.3% | 18,021.5 | 10,895.8 | 7.5% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|---------------------|---|---|--|---|--|---|
| Afghanistan | 0.00% | 0.2 | 1.7% | 2.4 | 0.0 | 0.0% |
| Arabie Saoudite | 0.95% | 80.1 | 9.2% | 0.0 | 293.2 | 0.2% |
| Arménie | 0.01% | 0.5 | 3.6% | 5.7 | 0.0 | 0.0% |
| Azerbaïdjan | 0.01% | 1.2 | 2.2% | 14.7 | 0.0 | 0.0% |
| Bahreïn | 0.04% | 3.1 | 7.8% | 0.0 | 66.1 | 0.0% |
| Bangladesh | 0.02% | 1.3 | 0.3% | 19.1 | 0.0 | 0.0% |
| Bhoutan | 0.00% | 0.0 | 0.4% | 0.2 | 0.0 | 0.0% |
| Brunei | 0.01% | 0.8 | 5.9% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Cambodge | 0.00% | 0.4 | 1.5% | 4.2 | 37.7 | 0.0% |
| Chine | 4.78% | 404.3 | 2.3% | 9,097.4 | 0.0 | 0.0% |
| Corée du Nord | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |
| Corée du Sud | 0.24% | 20.2 | 1.1% | 425.0 | 0.0 | 0.0% |
| Emirats Arabes Unis | 0.94% | 79.2 | 19.1% | 0.0 | 840.3 | 0.6% |
| Géorgie | 0.01% | 0.8 | 4.4% | 8.1 | 8.3 | 0.0% |
| Hong Kong | 1.52% | 128.6 | 34.9% | 964.3 | 2,227.3 | 1.5% |
| Inde | 0.11% | 9.4 | 0.3% | 201.3 | 0.0 | 0.0% |
| Indonésie | 0.05% | 4.0 | 0.3% | 60.5 | 0.0 | 0.0% |
| Irak | 0.02% | 1.4 | 0.7% | 10.4 | 0.0 | 0.0% |
| Iran | 0.01% | 0.5 | 0.1% | 6.1 | 0.0 | 0.0% |
| Israël | 0.40% | 33.6 | 6.9% | 841.0 | 60.7 | 0.0% |
| Japon | 1.49% | 126.2 | 2.5% | 3,530.3 | 4,399.8 | 3.0% |
| Jordan | 0.07% | 5.5 | 12.0% | 83.2 | 16.9 | 0.0% |
| Kazakhstan | 0.10% | 8.8 | 4.5% | 43.9 | 0.0 | 0.0% |
| Kirghizistan | 0.00% | 0.2 | 2.0% | 2.6 | 0.0 | 0.0% |
| Koweït | 0.54% | 46.0 | 33.5% | 0.0 | 48.7 | 0.0% |
| Laos | 0.00% | 0.3 | 1.4% | 3.9 | 0.0 | 0.0% |
| Liban | 0.19% | 15.7 | 68.1% | 196.8 | 27.4 | 0.0% |
| Macao | 0.08% | 6.6 | 21.4% | 39.7 | 38.7 | 0.0% |
| Malaisie | 0.19% | 16.2 | 4.3% | 243.1 | 20.5 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|-------------------------------------|---|---|--|---|--|---|
| Maldives | 0.00% | 0.1 | 1.4% | 0.9 | 0.0 | 0.0% |
| Mongolie | 0.00% | 0.2 | 1.5% | 1.1 | 15.2 | 0.0% |
| Myanmar | 0.00% | 0.1 | 0.2% | 1.3 | 0.0 | 0.0% |
| Népal | 0.00% | 0.4 | 1.0% | 4.9 | 0.0 | 0.0% |
| Oman | 0.06% | 5.4 | 6.2% | 0.0 | 103.8 | 0.1% |
| Ouzbékistan | 0.01% | 0.7 | 1.0% | 9.7 | 0.0 | 0.0% |
| Pakistan | 0.01% | 1.2 | 0.4% | 21.8 | 0.0 | 0.0% |
| Palestine | 0.00% | 0.2 | 0.9% | 2.2 | 0.0 | 0.0% |
| Philippines | 0.11% | 9.6 | 2.4% | 168.4 | 0.0 | 0.0% |
| Qatar | 0.51% | 42.8 | 23.8% | 0.0 | 614.2 | 0.4% |
| Singapour | 1.27% | 107.3 | 25.3% | 1,180.7 | 1,886.6 | 1.3% |
| Sri Lanka | 0.01% | 0.6 | 0.6% | 6.8 | 0.0 | 0.0% |
| Syrie | 0.00% | 0.3 | 3.5% | 3.4 | 0.0 | 0.0% |
| Tadjikistan | 0.00% | 0.0 | 0.4% | 0.5 | 0.0 | 0.0% |
| Thaïlande | 0.22% | 18.8 | 3.7% | 328.8 | 0.0 | 0.0% |
| Timor-laté | 0.00% | 0.0 | 0.6% | 0.3 | 0.0 | 0.0% |
| Turkménistan | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.2 | 0.0 | 0.0% |
| Turquie | 0.26% | 21.7 | 2.6% | 434.2 | 25.9 | 0.0% |
| Vietnam | 0.03% | 2.9 | 0.8% | 50.2 | 164.5 | 0.1% |
| Yémen | 0.00% | 0.2 | 2.5% | 1.8 | 0.0 | 0.0% |
| Caraïbes et îles américaines | 12.20% | 1,031.6 | 445.1% | 513.9 | 25,312.4 | 17.5% |
| Anguilla | 0.00% | 0.0 | 11.4% | 0.0 | 12.4 | 0.0% |
| Antigua-et-Barbuda | 0.00% | 0.1 | 3.2% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Arubie | 0.01% | 0.5 | 17.3% | 13.9 | 6.4 | 0.0% |
| Bahamas | 0.39% | 33.0 | 286.1% | 0.0 | 262.1 | 0.2% |
| Barbados | 0.06% | 5.2 | 105.6% | 74.1 | 53.8 | 0.0% |
| Belize | 0.05% | 3.8 | 158.5% | 47.6 | 35.2 | 0.0% |
| Bermudes | 1.00% | 84.8 | 1190.3% | 0.0 | 1,338.3 | 0.9% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|---------------------------------|---|---|--|---|--|---|
| Curacao | 0.07% | 6.0 | 217.7% | 138.7 | 52.7 | 0.0% |
| Dominique | 0.00% | 0.2 | 28.4% | 2.8 | 0.2 | 0.0% |
| Grenade | 0.00% | 0.2 | 15.4% | 2.4 | 1.1 | 0.0% |
| Guyane | 0.00% | 0.2 | 3.1% | 3.1 | 0.0 | 0.0% |
| Haïti | 0.00% | 0.3 | 1.6% | 4.7 | 0.0 | 0.0% |
| Îles Caïmans | 10.43% | 881.6 | 14624.8% | 0.0 | 23,214.2 | 16.0% |
| Îles Turques-et-Caïques | 0.01% | 0.4 | 41.0% | 6.6 | 2.7 | 0.0% |
| Îles Vierges américaines | 0.00% | 0.0 | 0.3% | 0.2 | 0.0 | 0.0% |
| Îles Vierges britanniques | 0.12% | 9.8 | 635.7% | 150.3 | 323.2 | 0.2% |
| Jamaïque | 0.01% | 0.7 | 4.8% | 8.8 | 0.0 | 0.0% |
| Montserrat | 0.00% | 0.0 | 21.1% | 0.2 | 0.0 | 0.0% |
| Porto Rico | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |
| Saint-Christophe-et-Niévès | 0.01% | 0.5 | 54.1% | 0.0 | 5.2 | 0.0% |
| Saint-Martin | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0.01% | 1.0 | 118.2% | 15.5 | 3.8 | 0.0% |
| Sainte-Lucie | 0.00% | 0.4 | 21.4% | 6.3 | 1.2 | 0.0% |
| Sint Maarten | 0.00% | 0.1 | 6.9% | 2.2 | 0.0 | 0.0% |
| Suriname | 0.01% | 0.5 | 14.9% | 8.7 | 0.0 | 0.0% |
| Trinité-et-Tobago | 0.03% | 2.2 | 9.1% | 27.8 | 0.0 | 0.0% |
| Europe | 41.28% | 3,490.3 | 14.5% | 77,022.0 | 63,448.3 | 43.8% |
| Albanie | 0.00% | 0.1 | 0.7% | 1.4 | 0.0 | 0.0% |
| Allemagne | 3.27% | 276.2 | 6.5% | 6,215.3 | 3,674.0 | 2.5% |
| Andorre | 0.02% | 1.4 | 42.6% | 21.8 | 5.7 | 0.0% |
| Autriche | 0.23% | 19.7 | 4.1% | 540.6 | 229.8 | 0.2% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|--------------------|---|---|--|---|--|---|
| Belgique | 0.71% | 59.9 | 10.0% | 1,496.5 | 1,350.9 | 0.9% |
| Biélorussie | 0.00% | 0.4 | 0.5% | 2.5 | 0.0 | 0.0% |
| Bosnie Herzégovine | 0.00% | 0.3 | 1.4% | 1.7 | 0.0 | 0.0% |
| Bulgarie | 0.04% | 3.5 | 4.1% | 17.4 | 0.0 | 0.0% |
| Chypre | 0.55% | 46.5 | 157.9% | 814.5 | 247.6 | 0.2% |
| Croatie | 0.01% | 1.1 | 1.6% | 19.5 | 34.0 | 0.0% |
| Danemark | 0.37% | 30.9 | 7.6% | 862.8 | 380.8 | 0.3% |
| Espagne | 0.52% | 43.7 | 3.0% | 982.1 | 2,114.0 | 1.5% |
| Estonie | 0.03% | 2.4 | 6.3% | 23.6 | 0.0 | 0.0% |
| Finlande | 0.25% | 20.9 | 7.1% | 596.0 | 439.7 | 0.3% |
| France | 1.95% | 164.8 | 5.6% | 3,708.5 | 4,766.5 | 3.3% |
| Grèce | 0.36% | 30.5 | 14.2% | 671.3 | 73.3 | 0.1% |
| Guernesey | 0.35% | 29.6 | 252.3% | 296.1 | 493.5 | 0.3% |
| Hongrie | 0.07% | 6.3 | 3.4% | 46.9 | 74.7 | 0.1% |
| Îles Féroé | 0.00% | 0.1 | 2.8% | 1.6 | 9.9 | 0.0% |
| Irlande | 6.00% | 507.6 | 98.9% | 12,183.3 | 6,570.1 | 4.5% |
| Islande | 0.01% | 0.7 | 2.7% | 15.7 | 0.0 | 0.0% |
| Italie | 1.63% | 137.9 | 6.4% | 2,963.8 | 3,475.0 | 2.4% |
| Jersey | 0.60% | 50.5 | 430.4% | 505.1 | 1,744.9 | 1.2% |
| Lettonie | 0.02% | 1.7 | 4.4% | 27.2 | 43.3 | 0.0% |
| Liechtenstein | 0.03% | 2.2 | 28.2% | 33.4 | 18.4 | 0.0% |
| Lituanie | 0.01% | 1.0 | 1.5% | 10.3 | 0.0 | 0.0% |
| Luxembourg | 3.49% | 295.0 | 344.6% | 6,751.5 | 8,143.5 | 5.6% |
| Macédoine du Nord | 0.00% | 0.1 | 1.0% | 0.7 | 0.0 | 0.0% |
| Malte | 0.24% | 20.6 | 113.7% | 360.0 | 89.6 | 0.1% |
| Moldavie | 0.00% | 0.1 | 1.0% | 0.8 | 0.0 | 0.0% |
| Monaco | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Monténégro | 0.00% | 0.2 | 4.0% | 1.0 | 5.5 | 0.0% |
| Norvège | 0.25% | 21.5 | 4.3% | 411.4 | 395.0 | 0.3% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|---------------------|---|---|--|---|--|---|
| Pays-Bas | 2.21% | 186.8 | 18.1% | 4,624.5 | 4,375.7 | 3.0% |
| Pologne | 0.19% | 15.7 | 2.3% | 250.8 | 75.0 | 0.1% |
| Portugal | 0.20% | 17.3 | 6.8% | 415.6 | 528.1 | 0.4% |
| Royaume-Uni | 14.95% | 1,264.3 | 40.2% | 28,446.5 | 21,134.4 | 14.6% |
| Roumanie | 0.03% | 2.5 | 0.9% | 12.4 | 7.9 | 0.0% |
| Russie | 0.49% | 41.0 | 2.2% | 266.6 | 0.0 | 0.0% |
| Saint Marin | 0.01% | 0.5 | 24.5% | 7.0 | 3.0 | 0.0% |
| Serbie | 0.01% | 1.0 | 1.6% | 5.1 | 9.7 | 0.0% |
| Slovaquie | 0.06% | 4.8 | 4.1% | 60.5 | 100.5 | 0.1% |
| Slovénie | 0.03% | 2.5 | 4.0% | 62.2 | 32.9 | 0.0% |
| Suisse | 1.60% | 135.0 | 16.6% | 2,700.0 | 1,890.1 | 1.3% |
| Suède | 0.32% | 27.2 | 4.2% | 438.4 | 866.4 | 0.6% |
| Tchéquie | 0.12% | 10.0 | 3.5% | 109.8 | 44.9 | 0.0% |
| Ukraine | 0.05% | 4.2 | 2.1% | 38.2 | 0.0 | 0.0% |
| Océanie | 1.11% | 94.1 | 5.0% | 1,853.7 | 2,184.6 | 1.5% |
| Australie | 0.75% | 63.2 | 4.1% | 1,422.3 | 1,538.9 | 1.1% |
| Fidji | 0.00% | 0.1 | 2.8% | 1.2 | 0.0 | 0.0% |
| Guam | 0.00% | 0.0 | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Îles Marshall | 0.18% | 15.4 | 5990.6% | 191.3 | 349.9 | 0.2% |
| Îles Salomon | 0.00% | 0.1 | 8.0% | 1.8 | 0.0 | 0.0% |
| Kiribati | 0.00% | 0.0 | 2.8% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |
| Micronésie | 0.00% | 0.0 | 6.3% | 0.4 | 2.0 | 0.0% |
| Nauru | 0.00% | 0.1 | 101.3% | 1.8 | 0.9 | 0.0% |
| Nouvelle Calédonie | 0.01% | 1.1 | 11.3% | 17.5 | 43.8 | 0.0% |
| Nouvelle-Zélande | 0.10% | 8.8 | 3.5% | 145.9 | 185.1 | 0.1% |
| Palau | 0.00% | 0.0 | 0.2% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Papouasie | 0.00% | 0.3 | 1.0% | 5.5 | 0.0 | 0.0% |
| Polynésie française | 0.01% | 0.8 | 12.8% | 12.1 | 12.2 | 0.0% |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion de la fortune offshore mondiale détenue par des citoyens du pays | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (milliards USD) | Fortune offshore détenue par des citoyens du pays (% du PIB) | Pertes de recettes fiscales : Fortune offshore (millions USD) | Pertes fiscales infligées à d'autres pays (millions USD) | Proportion des pertes fiscales mondiales dues à l'offshore par pays |
|---------|---|---|--|---|--|---|
| Samoa | 0.04% | 3.8 | 450.6% | 51.3 | 51.6 | 0.0% |
| Tonga | 0.00% | 0.0 | 1.7% | 0.1 | 0.0 | 0.0% |
| Tuvalu | 0.00% | 0.0 | 0.5% | 0.0 | 0.0 | 0.0% |
| Vanuatu | 0.00% | 0.2 | 17.7% | 2.5 | 0.1 | 0.0% |

6. Conclusion

Les pays du monde perdent 492 milliards de dollars américains d'impôts par an à cause des abus fiscaux transfrontaliers des multinationales et des particuliers fortunés. Les huit pays qui restent opposés à une convention fiscale des Nations unies sont à l'origine de 43 % de ces pertes : Australie, Canada, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Corée du Sud, Royaume-Uni et États-Unis. Or, ces pays ne représentent que 8,4 % de la population mondiale.

Mais les plus grands facilitateurs de l'abus fiscal à l'échelle mondiale sont aussi parmi les plus grands perdants. Les huit pays bloqueurs perdent 177 milliards de dollars américains. Les 44 pays qui se sont abstenus ont perdu 189 milliards de dollars américains et les 110 pays qui ont voté pour ont perdu 123 milliards de dollars américains.

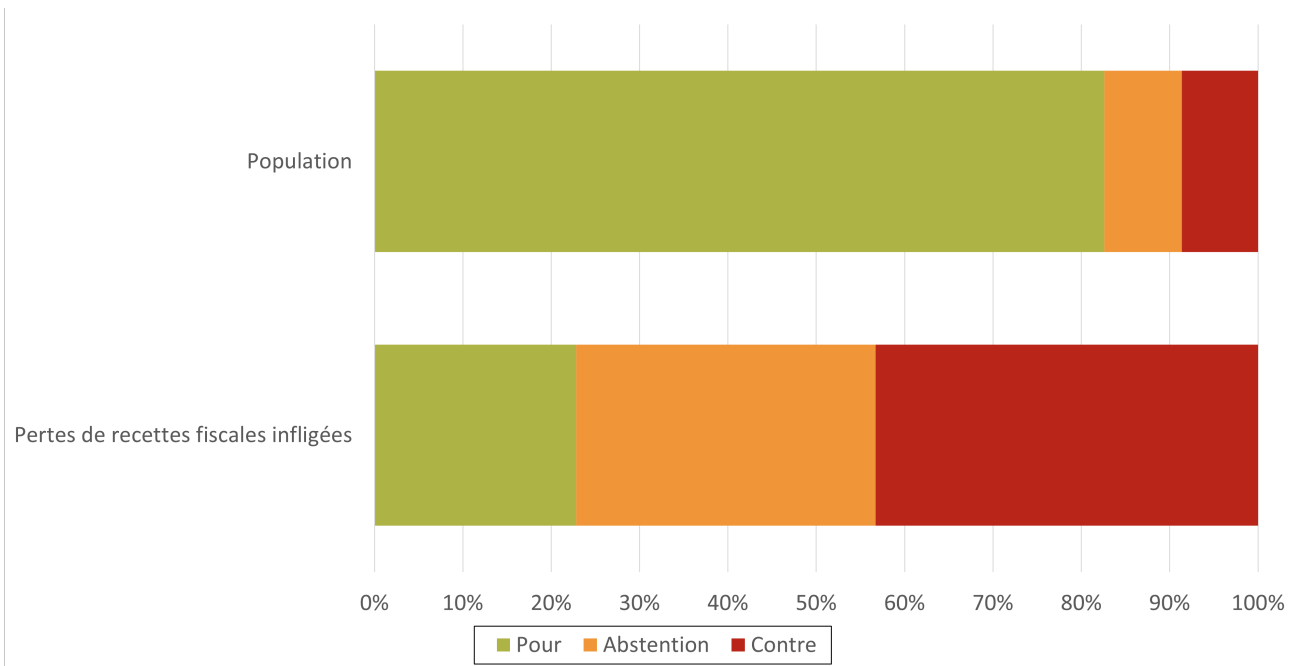
Les gains potentiels liés à la révision des règles fiscales internationales défaillantes sont considérables et seraient en fait très largement partagés. Tous les pays et toutes les sociétés ont clairement la possibilité de sortir renforcés des négociations imminentes de la convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale.

Justice Fiscale: État des Lieux 2024 révèle que l'ampleur des abus fiscaux des multinationales n'a pas été endiguée par les efforts de réforme apparemment incessants de l'OCDE. Et si cet échec a conduit certains pays à réduire leurs taux d'imposition sur les sociétés, espérant ainsi les protéger, les données montrent aujourd'hui que cela n'a fait qu'aggraver les pertes qu'ils ont subies.

Des progrès ont été accomplis dans la lutte contre l'évasion fiscale à l'étranger des personnes fortunées, mais on est loin de la rhétorique selon laquelle nous aurions assisté à « la fin du secret bancaire ». La majorité des richesses cachées à l'étranger - 63 % selon les estimations - n'est toujours pas déclarée aux autorités fiscales.

Les États-Unis ont longtemps dominé l'OCDE, empêchant souvent les propositions de l'UE de progresser. Mais les États-Unis n'ont généralement pas pu ou voulu adopter eux-mêmes les réformes qui en résultaient, et ils ont maintenant un parti au pouvoir qui a menacé à plusieurs reprises des pays pour avoir potentiellement adopté des réformes de l'OCDE (y compris l'UE, à propos d'éléments de l'impôt minimum mondial), et pour avoir pris des mesures

Figure 6.1. Proportion des pertes de recettes fiscales infligées et des populations des blocs en fonction de leur soutien à la convention fiscale des Nations Unies.



alternatives (comme le Canada, avec l'adoption d'une taxe sur les services numériques en réponse à l'absence de progrès de la part de l'OCDE).

La fiscalité est notre super-pouvoir social : peut-être le meilleur outil dont nous disposons pour nous organiser afin de vivre mieux, en meilleure santé et plus heureux. L'abus fiscal transfrontalier est le plus grand obstacle à des impôts efficaces et progressifs qui sont essentiels pour tenir cette promesse - ainsi que pour trouver une voie vers le niveau de financement nécessaire pour faire face à la crise climatique urgente.

Grâce au leadership du groupe des pays africains et au soutien du G77 et de ses alliés, le monde se trouve aujourd'hui face à une opportunité unique : négocier une convention fiscale des Nations unies qui permette à chaque État d'être en mesure d'appliquer une fiscalité efficace et progressive, afin de renforcer les sociétés dans lesquelles chacun d'entre nous vit.

Même - ou peut-être surtout - face aux menaces mondiales croissantes, les pays du Nord et du Sud doivent saisir l'occasion d'un progrès collectif. Les décideurs politiques de l'UE en particulier, devraient reconnaître que la convention des Nations unies offre une possibilité inégalée de construire un véritable consensus avec le G77, de contourner les bloqueurs qui ont dominé l'OCDE et de mettre en œuvre des réformes ambitieuses et globales dont leurs propres citoyens seront parmi les plus grands bénéficiaires.

Justice fiscale : état des lieux - Calendrier

2024

NOVEMBRE

25 - 27 novembre, Genève, Suisse

Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement (8ème session)

<https://unctad.org/meeting/intergovernmental-group-experts-financing-development-eighth-session>

DÉCEMBRE

3 - 6 décembre, New York, États-Unis

Seconde session du Comité Préparatoire du Financement du Développement

<https://financing.desa.un.org/preparatory-process-ffd4>

9 décembre

Journée internationale de la lutte contre la corruption

10 décembre

Journée internationale des droits de l'homme

<https://www.un.org/en/observances/human-rights-day>

16 - 20 décembre

Global Environmental Facility (GEF) Council

<https://www.thegef.org/events>

26 - 31 décembre

La Cinquième Commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires. (vote on 'Programme and Budget Implications assessment' for UN Tax Convention process.)

<https://www.un.org/en/ga/fifth/>

2025

JANVIER

20 - 24 janvier, Davos, Suisse

Réunion Annuelle du Forum Economique Mondial

<https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2025/>

FÉVRIER

5 février, New York, États-Unis

Forum 2025 du Conseil Economique et Social des Nations Unies.

<https://ecosoc.un.org/en/events/2025/ecosoc-partnership-forum>

10 - 14 février, Mexico City

Troisième session du Comité Préparatoire du Financement du Développement

<https://financing.desa.un.org/ffd4>

17 - 25 février, Paris

Réunion plénière et réunion du groupe de travail du Groupe d'action financière

<https://www.fatf-gafi.org/en/home.html>

24 février - 1 mars

62eme session du panel intergouvernemental sur le changement climatique

<https://apps.ipcc.ch/calendar/>

MARS

5 - 7 mars, Nouvelle Delhi, Inde

World Sustainable Development Summit 2025

<https://wsds.teriin.org/2025/>

10 - 21 mars, New York, États-Unis

Commission de la condition de la femme (69ème session)

<https://ecosoc.un.org/en/events/2025/commission-status-women>

12 - 13 mars, New York, États-Unis

Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement 2025

<https://sdg.iisd.org/events/un-development-cooperation-forum/>

28 mars, New York, États-Unis

Réunion extraordinaire du Conseil de la coopération internationale en matière fiscale

<https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=E%2F2025%2FL.1&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

AVRIL

25 - 27 avril, Washington DC, États-Unis

Réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

<https://www.worldbank.org/en/meetings/splash/about#sec1>

28 avril - 1 mai, New York, États-Unis

Forum du Conseil Economique et Social sur le suivi du financement du développement

<https://ecosoc.un.org/en/events/2025/ecosoc-forum-financing-development-follow>

28 avril - 9 mai, Genève, Suisse

COP17 de la Convention de Bâle, COP12 de la Convention de Rotterdam et COP12 de la Convention de Stockholm

<http://www.brsmeas.org/20212022COPs/Overview/tabid/8395/language/en-US/Default.aspx>

JUIN

2 - 6 juin, Washington DC, États-Unis

69e session du Fonds pour l'environnement mondial

<https://www.thegef.org/events>

30 juin - 3 juillet, Espagne

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD4)

<https://financing.desa.un.org/ffd4>

JUILLET

14 - 23 juillet, New York, États-Unis

Forum politique de haut niveau sur le développement durable

<https://ecosoc.un.org/en/events/2025/high-level-political-forum-sustainable-development>

AOÛT

9 août

Journée internationale des peuples autochtones

<https://www.un.org/en/observances/indigenous-day>

SEPTEMBRE

9 - 23 septembre, New York, États-Unis

Assemblée générale de l'ONU (UNGA 80)

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/236/53/PDF/N2223653.pdf?OpenElement>

OCTOBRE

17 - 19 octobre, Washington DC, États-Unis

Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

<https://www.worldbank.org/en/meetings/splash/about#sec1>

20 - 24 octobre, Paris

Réunion plénière et réunion du groupe de travail du Groupe d'action financière

<https://www.fatf-gafi.org/en/home.html>

24 octobre, Genève, Suisse

31ème session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

<https://financing.desa.un.org/events/31st-session-committee-experts-international-cooperation-tax-matters>

NOVEMBRE

10 - 21 novembre, Brésil

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC COP 30)

Annexe

Veillez noter que nos données sont protégées par les droits d'auteur de Tax Justice Network et sont mises à disposition conformément aux conditions d'utilisation indiquées sur notre portail de données. Des ensembles de données complets y sont également disponibles en téléchargement. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre page dédiée aux licences.

Les plus grands contributeurs au problème mondial des paradis fiscaux et du secret financier

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatio CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatio IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|---------------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Îles Caïmans | 9.19% | 2 | 6.7% | 100.0 | 14 | 1.5% | 72.6 |
| Hong Kong | 9.18% | 6 | 4.5% | 77.8 | 4 | 2.7% | 65.0 |
| Irlande | 8.3% | 9 | 3.8% | 79.4 | 27 | 1.1% | 47.2 |
| États Unis d'Amérique | 7.61% | 25 | 1.2% | 46.1 | 1 | 5.7% | 67.4 |
| Canada | 6.34% | - | - | - | 28 | 1.0% | 51.1 |
| Singapour | 5.9% | 5 | 4.8% | 85.6 | 3 | 3.4% | 67.2 |
| Royaume-Uni | 4.76% | 18 | 2.1% | 59.0 | 13 | 1.6% | 47.2 |
| Gibraltar | 4.49% | 37 | 0.6% | 66.3 | 96 | 0.3% | 66.8 |
| Suisse | 4.22% | 4 | 5.3% | 88.9 | 2 | 3.4% | 70.0 |
| Luxembourg | 3.49% | 10 | 3.5% | 69.3 | 5 | 2.4% | 55.0 |
| Arabie Saoudite | 3.23% | - | - | - | 25 | 1.1% | 69.0 |
| Chine | 3.22% | 16 | 2.3% | 61.6 | 11 | 1.7% | 66.5 |
| Îles Vierges britanniques | 2.86% | 1 | 7.1% | 100.0 | 9 | 1.8% | 70.7 |
| Jersey | 2.82% | 8 | 4.1% | 100.0 | 19 | 1.3% | 63.5 |
| Danemark | 2.39% | 42 | 0.5% | 48.5 | 80 | 0.4% | 49.0 |
| Pays-Bas | 2.18% | 7 | 4.5% | 74.0 | 12 | 1.6% | 64.6 |
| Panama | 2.16% | 28 | 1.0% | 72.2 | 18 | 1.4% | 72.7 |
| Brésil | 1.79% | 56 | 0.3% | 38.5 | 83 | 0.4% | 49.1 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatio CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatio IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|---------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Bermudes | 1.73% | 3 | 5.8% | 100.0 | 49 | 0.7% | 70.1 |
| Porto Rico | 1.57% | - | - | - | 64 | 0.5% | 78.3 |
| Espagne | 1.06% | 24 | 1.3% | 59.8 | 29 | 1.0% | 56.6 |
| France | 0.97% | 19 | 2.1% | 65.4 | 30 | 1.0% | 47.9 |
| Japon | 0.89% | - | - | - | 6 | 2.2% | 63.1 |
| Chypre | 0.77% | 14 | 2.4% | 79.4 | 15 | 1.5% | 61.5 |
| Allemagne | 0.75% | 23 | 1.4% | 55.4 | 7 | 2.0% | 56.7 |
| Italie | 0.71% | 29 | 0.8% | 52.7 | 21 | 1.2% | 54.9 |
| Taiwan | 0.55% | 49 | 0.4% | 48.7 | 17 | 1.4% | 60.1 |
| Belgique | 0.55% | 21 | 1.6% | 64.3 | 26 | 1.1% | 52.5 |
| Norvège | 0.44% | - | - | - | 48 | 0.7% | 53.3 |
| Malte | 0.39% | 20 | 1.7% | 76.9 | 38 | 0.9% | 54.5 |
| Barbados | 0.35% | - | - | - | 63 | 0.5% | 73.7 |
| Autriche | 0.33% | 36 | 0.6% | 52.7 | 44 | 0.8% | 54.6 |
| Australie | 0.31% | - | - | - | 37 | 0.9% | 56.1 |
| Maurice | 0.28% | 15 | 2.3% | 79.6 | 55 | 0.6% | 70.1 |
| Kazakhstan | 0.27% | - | - | - | 78 | 0.4% | 62.9 |
| Suède | 0.25% | 26 | 1.0% | 57.4 | 67 | 0.5% | 44.6 |
| Emirats Arabes Unis | 0.22% | 17 | 2.2% | 81.6 | 8 | 1.9% | 79.2 |
| île de Man | 0.21% | 12 | 2.7% | 100.0 | 61 | 0.6% | 65.0 |
| Finlande | 0.16% | 32 | 0.7% | 59.7 | 88 | 0.3% | 51.8 |
| Portugal | 0.14% | 54 | 0.3% | 46.2 | 57 | 0.6% | 56.9 |
| Qatar | 0.12% | - | - | - | 20 | 1.2% | 73.6 |
| Libye | 0.11% | - | - | - | - | - | - |
| Guernesey | 0.1% | 13 | 2.6% | 100.0 | 10 | 1.8% | 70.7 |
| Chili | 0.09% | - | - | - | 73 | 0.5% | 59.8 |
| Mexique | 0.09% | 27 | 1.0% | 58.2 | 82 | 0.4% | 53.1 |
| Pérou | 0.08% | 63 | 0.2% | 41.8 | 107 | 0.3% | 54.1 |
| Iles Marshall | 0.07% | - | - | - | 51 | 0.7% | 71.2 |
| Slovaquie | 0.07% | 52 | 0.3% | 53.3 | 101 | 0.3% | 53.2 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatic CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatic IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|----------------------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Hongrie | 0.07% | 22 | 1.6% | 69.6 | 76 | 0.5% | 55.2 |
| Bahamas | 0.06% | 11 | 3.1% | 100.0 | 22 | 1.1% | 75.5 |
| Bahreïn | 0.06% | - | - | - | 60 | 0.6% | 68.2 |
| Malaisie | 0.06% | - | - | - | 39 | 0.9% | 65.8 |
| Uruguay | 0.06% | - | - | - | 71 | 0.5% | 58.0 |
| Estonie | 0.05% | 34 | 0.7% | 69.6 | 125 | 0.1% | 44.2 |
| Gabon | 0.05% | - | - | - | - | - | - |
| Libéria | 0.04% | 46 | 0.4% | 66.6 | 40 | 0.8% | 73.2 |
| Lituanie | 0.04% | 51 | 0.3% | 57.1 | 103 | 0.3% | 51.0 |
| Nouvelle-Zélande | 0.04% | - | - | - | 53 | 0.7% | 63.0 |
| Guatemala | 0.04% | - | - | - | 45 | 0.8% | 74.8 |
| Timor-laté | 0.04% | - | - | - | - | - | - |
| Vietnam | 0.03% | - | - | - | 24 | 1.1% | 80.9 |
| Azerbaïdjan | 0.03% | - | - | - | - | - | - |
| Bulgarie | 0.03% | 50 | 0.4% | 56.0 | 106 | 0.3% | 52.8 |
| Koweït | 0.03% | - | - | - | 35 | 1.0% | 74.6 |
| Guinée | 0.02% | - | - | - | - | - | - |
| Curacao | 0.02% | 30 | 0.7% | 72.2 | 90 | 0.3% | 76.0 |
| Oman | 0.02% | - | - | - | 47 | 0.8% | 73.5 |
| Ghana | 0.02% | 60 | 0.2% | 53.7 | 70 | 0.5% | 52.7 |
| République démocratique du Congo | 0.02% | - | - | - | - | - | - |
| Laos | 0.02% | - | - | - | - | - | - |
| Nigeria | 0.02% | - | - | - | 42 | 0.8% | 64.8 |
| Angola | 0.02% | - | - | - | 33 | 1.0% | 79.5 |
| Guyane | 0.02% | - | - | - | - | - | - |
| Egypte | 0.02% | - | - | - | 56 | 0.6% | 68.2 |
| Mongolie | 0.02% | - | - | - | - | - | - |
| Algérie | 0.02% | - | - | - | 34 | 1.0% | 79.1 |
| Pologne | 0.02% | 41 | 0.5% | 51.7 | 86 | 0.4% | 46.0 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatio CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatio IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|---------------------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Grèce | 0.01% | 57 | 0.3% | 50.3 | 99 | 0.3% | 52.8 |
| Slovénie | 0.01% | 61 | 0.2% | 47.7 | 137 | 0.1% | 35.9 |
| Serbie | 0.01% | - | - | - | 110 | 0.2% | 54.4 |
| Iran | 0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Israël | 0.01% | - | - | - | 32 | 1.0% | 59.3 |
| Bolivie | 0.01% | - | - | - | 109 | 0.3% | 79.2 |
| Turquie | 0.01% | - | - | - | 59 | 0.6% | 61.1 |
| Paraguay | 0.01% | - | - | - | 117 | 0.2% | 66.2 |
| Samoa | 0.01% | - | - | - | 104 | 0.3% | 73.0 |
| Seychelles | 0.01% | 45 | 0.4% | 69.5 | 89 | 0.3% | 72.2 |
| Roumanie | 0.01% | 40 | 0.5% | 58.4 | 62 | 0.5% | 59.4 |
| Jordan | <0.01% | - | - | - | 65 | 0.5% | 71.9 |
| Tchéquie | <0.01% | 39 | 0.6% | 54.5 | 92 | 0.3% | 50.0 |
| Lettonie | <0.01% | 38 | 0.6% | 71.2 | 95 | 0.3% | 55.3 |
| Nouvelle Calédonie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Croatie | <0.01% | 55 | 0.3% | 55.0 | 100 | 0.3% | 53.1 |
| Zimbabwe | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Monaco | <0.01% | 59 | 0.2% | 65.9 | 118 | 0.2% | 73.5 |
| Macao | <0.01% | 48 | 0.4% | 56.6 | 31 | 1.0% | 63.1 |
| Cambodge | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Belize | <0.01% | - | - | - | 115 | 0.2% | 75.1 |
| Irak | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Bosnie Herzégovine | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Trinité-et-Tobago | <0.01% | - | - | - | 130 | 0.1% | 69.0 |
| Sénégal | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Liechtenstein | <0.01% | 33 | 0.7% | 67.0 | 54 | 0.6% | 72.2 |
| Liban | <0.01% | 44 | 0.4% | 72.3 | 77 | 0.4% | 64.6 |
| Congo | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | <0.01% | - | - | - | 122 | 0.2% | 66.5 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificati CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificati IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|----------------------------|---|---------------------------|----------------------|---|--------------------------|---------------------|---|
| Mozambique | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Papouasie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Myanmar | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Côte d'Ivoire | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Géorgie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Anguilla | <0.01% | 35 | 0.6% | 100.0 | 58 | 0.6% | 75.5 |
| Groenland | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Polynésie française | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Cameroun | <0.01% | - | - | - | 81 | 0.4% | 70.2 |
| Sainte-Lucie | <0.01% | - | - | - | 133 | 0.1% | 72.2 |
| Zambie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Îles Féroé | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Colombie | <0.01% | - | - | - | 108 | 0.3% | 54.3 |
| Eswatini | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Monténégro | <0.01% | - | - | - | 119 | 0.2% | 60.7 |
| Islande | <0.01% | - | - | - | 126 | 0.1% | 42.5 |
| Arubie | <0.01% | 53 | 0.3% | 70.6 | 75 | 0.5% | 70.9 |
| Andorre | <0.01% | 62 | 0.2% | 62.7 | 114 | 0.2% | 55.0 |
| Brunei | <0.01% | - | - | - | 136 | 0.1% | 73.3 |
| Saint-Christophe-et-Niévès | <0.01% | - | - | - | 68 | 0.5% | 77.2 |
| Ouganda | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Ouzbékistan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Micronésie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Togo | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Tadjikistan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Cabo Verde | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Saint Marin | <0.01% | 66 | 0.1% | 59.9 | 140 | 0.0% | 60.4 |
| Turkménistan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Îles Turques-et-Caïques | <0.01% | 43 | 0.4% | 100.0 | 120 | 0.2% | 75.7 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatic CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatic IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|--------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Mali | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Sri Lanka | <0.01% | - | - | - | 50 | 0.7% | 75.8 |
| Guinée Équatoriale | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Namibie | <0.01% | - | - | - | 94 | 0.3% | 71.3 |
| Grenade | <0.01% | - | - | - | 132 | 0.1% | 65.9 |
| Albanie | <0.01% | - | - | - | 123 | 0.1% | 54.5 |
| Burkina Faso | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Soudan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Nauru | <0.01% | - | - | - | 139 | 0.0% | 59.1 |
| Guam | <0.01% | - | - | - | 134 | 0.1% | 70.3 |
| Kosovo | <0.01% | - | - | - | 129 | 0.1% | 68.9 |
| Chadre | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Afghanistan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Samoa américain | <0.01% | - | - | - | 135 | 0.1% | 69.3 |
| Gambie | <0.01% | 70 | 0.0% | 45.4 | 138 | 0.1% | 72.7 |
| Rwanda | <0.01% | - | - | - | 98 | 0.3% | 72.1 |
| Yémen | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Moldavie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Niger | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Corée du Nord | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Népal | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Soudan du sud | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Dominique | <0.01% | - | - | - | 128 | 0.1% | 65.2 |
| Vanuatu | <0.01% | - | - | - | 112 | 0.2% | 76.0 |
| Costa Rica | <0.01% | 31 | 0.7% | 70.4 | 105 | 0.3% | 55.8 |
| Syrie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Malawi | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Corée du Sud | <0.01% | - | - | - | 16 | 1.5% | 63.8 |
| Comores | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Bangladesh | <0.01% | - | - | - | 52 | 0.7% | 74.6 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificatic CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificatic IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|------------------------|---|-------------------------|----------------------|---|------------------------|---------------------|---|
| Bhoutan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Sierra Leone | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Venezuela | <0.01% | - | - | - | 69 | 0.5% | 71.9 |
| Inde | <0.01% | - | - | - | 36 | 0.9% | 54.7 |
| Indonésie | <0.01% | - | - | - | 66 | 0.5% | 55.8 |
| Burundi | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Thaïlande | <0.01% | - | - | - | 23 | 1.1% | 69.8 |
| Îles Cook | <0.01% | - | - | - | 131 | 0.1% | 69.8 |
| Fidji | <0.01% | - | - | - | 121 | 0.2% | 70.3 |
| Philippines | <0.01% | - | - | - | 72 | 0.5% | 67.1 |
| Arménie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Kiribati | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Botswana | <0.01% | 64 | 0.2% | 52.9 | 113 | 0.2% | 56.8 |
| Palestine | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Pakistan | <0.01% | - | - | - | 74 | 0.5% | 66.3 |
| Kirghizistan | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Bénin | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Îles Mariannes du Nord | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Palau | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Sao Tomé et Principe | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Maroc | <0.01% | - | - | - | 79 | 0.4% | 66.0 |
| Îles Salomon | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Tonga | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Tuvalu | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Nicaragua | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Honduras | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Mauritanie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Somalie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Tanzanie | <0.01% | 65 | 0.1% | 47.4 | 93 | 0.3% | 68.8 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Proportion des pertes fiscales totales infligées à l'échelle mondiale | Classificati CTHI 2024 | Proportion CTHI 2024 | Score de paradis fiscal selon CTHI 2024 | Classificati IOF 2022 | Proportion IOF 2022 | Score d'opacité financière selon IOF 2022 |
|--------------------------|---|---------------------------|----------------------|---|--------------------------|---------------------|---|
| Tunisie | <0.01% | - | - | - | 102 | 0.3% | 59.6 |
| Madagascar | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Macédoine du Nord | <0.01% | - | - | - | 124 | 0.1% | 62.0 |
| Lesotho | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Biélorussie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Kenya | <0.01% | 58 | 0.2% | 55.9 | 41 | 0.8% | 66.7 |
| Îles Vierges américaines | <0.01% | - | - | - | 87 | 0.4% | 71.9 |
| Russie | <0.01% | - | - | - | 43 | 0.8% | 59.6 |
| Suriname | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Saint-Martin | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Guinée-Bissau | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Sint Maarten | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Montserrat | <0.01% | 69 | 0.1% | 63.8 | 141 | 0.0% | 73.8 |
| Ethiopie | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Jamaïque | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Ukraine | <0.01% | - | - | - | 85 | 0.4% | 58.9 |
| Érythrée | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Argentine | <0.01% | 68 | 0.1% | 32.5 | 111 | 0.2% | 49.1 |
| Haïti | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Guadeloupe | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Djibouti | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Îles Falkland | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Cuba | <0.01% | - | - | - | - | - | - |
| Maldives | <0.01% | - | - | - | 91 | 0.3% | 75.2 |
| Équateur | <0.01% | 67 | 0.1% | 42.6 | 116 | 0.2% | 52.2 |
| Salvador | <0.01% | - | - | - | 97 | 0.3% | 60.5 |
| République Dominicaine | <0.01% | - | - | - | 84 | 0.4% | 64.7 |

Pertes fiscales annuelles subies et infligées à d'autres pays

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|--------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Total | 492,355.2 | 0.5% | 7.9% | 347,578.9 | 144,776.3 | 492,355.2 | 347,578.9 | 144,776.3 |
| Afrique | 7,483.2 | 0.3% | 12.7% | 5,861.0 | 1,622.2 | 7,905.3 | 7,316.1 | 589.2 |
| Afrique du Sud | 1,558.2 | 0.4% | 7.4% | 1,275.9 | 282.4 | 4,621.6 | 4,621.6 | 0.0 |
| Algérie | 71.8 | 0.0% | 1.3% | 21.1 | 50.8 | 82.2 | 82.2 | 0.0 |
| Angola | 162.2 | 0.2% | 14.3% | 42.1 | 120.2 | 89.5 | 80.7 | 8.9 |
| Botswana | 34.2 | 0.2% | 3.8% | 29.5 | 4.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Burkina Faso | 11.9 | 0.1% | 2.2% | 9.7 | 2.3 | 1.0 | 1.0 | 0.0 |
| Burundi | 1.2 | 0.0% | 2.0% | 0.0 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bénin | 15.4 | 0.1% | 27.4% | 12.4 | 3.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Cabo Verde | 5.0 | 0.2% | 5.3% | 4.2 | 0.7 | 3.1 | 2.7 | 0.4 |
| Cameroun | 35.0 | 0.1% | 16.1% | 15.6 | 19.4 | 10.5 | 0.0 | 10.5 |
| Chadre | 69.0 | 0.6% | 65.2% | 59.4 | 9.5 | 0.8 | 0.8 | 0.0 |
| Comores | 0.5 | 0.0% | 4.3% | 0.0 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Congo | 72.6 | 0.5% | 25.8% | 72.6 | 0.0 | 24.3 | 22.6 | 1.7 |
| Côte d'Ivoire | 57.9 | 0.1% | 7.8% | 38.8 | 19.1 | 17.3 | 0.0 | 17.3 |
| Djibouti | 5.1 | 0.1% | 15.5% | 0.3 | 4.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Egypte | 224.2 | 0.1% | 3.0% | 113.2 | 111.0 | 86.1 | 24.9 | 61.3 |
| Eswatini | 28.5 | 0.6% | 15.7% | 25.8 | 2.7 | 8.3 | 7.5 | 0.8 |
| Érythrée | 0.8 | 0.0% | 4.2% | 0.0 | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Ethiopie | 213.3 | 0.2% | 19.6% | 192.2 | 21.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Gabon | 88.6 | 0.4% | 27.5% | 68.9 | 19.7 | 227.2 | 225.8 | 1.4 |
| Gambie | 10.9 | 0.5% | 33.1% | 9.6 | 1.3 | 0.7 | 0.7 | 0.0 |
| Ghana | 66.1 | 0.1% | 3.7% | 23.3 | 42.8 | 101.3 | 58.3 | 42.9 |
| Guinée | 7.2 | 0.0% | 6.5% | 2.1 | 5.1 | 121.0 | 121.0 | 0.0 |
| Guinée Équatoriale | 17.4 | 0.1% | 21.2% | 15.6 | 1.8 | 1.6 | 1.6 | 0.0 |
| Guinée-Bissau | 1.5 | 0.1% | 8.0% | 0.0 | 1.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Kenya | 333.3 | 0.3% | 13.7% | 290.3 | 43.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Lesotho | 17.5 | 0.7% | 17.7% | 17.4 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|----------------------------------|------------------------------|----------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Libye | 35.9 | 0.1% | 2.8% | 0.0 | 35.9 | 561.3 | 561.3 | 0.0 |
| Libéria | 947.9 | 27.0% | 2488.0% | 708.8 | 239.1 | 200.3 | 18.6 | 181.8 |
| Madagascar | 25.4 | 0.2% | 23.7% | 16.0 | 9.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Malawi | 51.3 | 0.4% | 29.8% | 50.2 | 1.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Mali | 12.8 | 0.1% | 5.0% | 3.8 | 9.0 | 2.6 | 2.6 | 0.0 |
| Maroc | 1,128.2 | 0.8% | 35.7% | 1,063.7 | 64.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Maurice | 220.9 | 1.9% | 61.1% | 165.6 | 55.2 | 1,389.5 | 1,241.8 | 147.7 |
| Mauritanie | 35.3 | 0.4% | 23.9% | 4.5 | 30.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Mozambique | 134.6 | 0.8% | 32.4% | 109.4 | 25.2 | 20.9 | 0.0 | 20.9 |
| Namibie | 186.7 | 1.5% | 33.7% | 183.8 | 2.9 | 1.2 | 0.0 | 1.2 |
| Niger | 16.3 | 0.1% | 5.2% | 12.9 | 3.4 | 0.4 | 0.4 | 0.0 |
| Nigeria | 206.6 | 0.0% | 8.7% | 38.6 | 168.0 | 94.0 | 94.0 | 0.0 |
| Ouganda | 36.2 | 0.1% | 8.5% | 23.9 | 12.3 | 5.1 | 5.1 | 0.0 |
| Rwanda | 30.1 | 0.3% | 9.1% | 29.0 | 1.1 | 0.7 | 0.7 | 0.0 |
| République Centrafricaine | 1.7 | 0.1% | 5.4% | 1.1 | 0.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| République démocratique du Congo | 90.6 | 0.2% | 25.8% | 68.7 | 21.9 | 96.2 | 96.2 | 0.0 |
| Sao Tomé et Príncipe | 19.7 | 3.8% | 111.9% | 19.3 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Seychelles | 619.4 | 48.1% | 1196.4% | 564.0 | 55.4 | 52.7 | 2.8 | 49.9 |
| Sierra Leone | 1.2 | 0.0% | 1.4% | 0.4 | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Somalie | 25.5 | 0.3% | 19.3% | 25.2 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Soudan | 4.6 | 0.0% | 1.8% | 4.1 | 0.5 | 1.0 | 1.0 | 0.0 |
| Soudan du sud | 0.4 | 0.0% | 1.0% | 0.3 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.0 |
| Sénégal | 58.7 | 0.2% | 18.9% | 37.5 | 21.2 | 28.5 | 0.0 | 28.5 |
| Tanzanie | 151.0 | 0.2% | 23.4% | 141.0 | 10.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Togo | 3.6 | 0.0% | 7.6% | 1.2 | 2.4 | 3.8 | 0.0 | 3.8 |
| Tunisie | 205.7 | 0.4% | 10.7% | 176.9 | 28.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|-------------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Zambie | 93.8 | 0.4% | 15.1% | 54.7 | 39.1 | 10.2 | 0.0 | 10.2 |
| Zimbabwe | 29.4 | 0.1% | 11.3% | 16.4 | 13.0 | 40.3 | 40.3 | 0.0 |
| Amérique du Nord | 84,062.2 | 0.3% | 3.5% | 41,444.4 | 42,617.8 | 68,695.6 | 28,213.2 | 40,482.4 |
| Canada | 10,871.5 | 0.5% | 6.0% | 8,880.6 | 1,990.9 | 31,196.3 | 28,213.2 | 2,983.1 |
| États Unis d'Amérique | 73,181.7 | 0.3% | 3.3% | 32,556.8 | 40,624.9 | 37,487.0 | 0.0 | 37,487.0 |
| Groenland | 9.0 | 0.3% | 3.0% | 7.0 | 2.0 | 12.3 | 0.0 | 12.3 |
| Amérique latine | 39,010.8 | 0.8% | 16.4% | 35,885.6 | 3,125.2 | 21,318.8 | 19,455.3 | 1,863.5 |
| Argentine | 1,095.0 | 0.2% | 3.7% | 881.8 | 213.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bolivie | 140.7 | 0.3% | 5.9% | 106.5 | 34.2 | 58.3 | 58.3 | 0.0 |
| Brésil | 7,121.5 | 0.4% | 9.6% | 6,890.5 | 231.0 | 8,807.7 | 8,582.1 | 225.6 |
| Chili | 6,529.4 | 2.1% | 39.7% | 6,244.7 | 284.7 | 461.1 | 313.3 | 147.8 |
| Colombie | 2,303.3 | 0.7% | 11.0% | 2,087.8 | 215.5 | 8.9 | 0.0 | 8.9 |
| Costa Rica | 1,380.4 | 2.1% | 40.1% | 1,330.6 | 49.8 | 0.2 | 0.2 | 0.0 |
| Cuba | 2.9 | 0.0% | 0.0% | 0.4 | 2.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Équateur | 247.5 | 0.2% | 4.4% | 163.0 | 84.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Guatemala | 352.8 | 0.4% | 17.6% | 341.1 | 11.7 | 180.5 | 180.5 | 0.0 |
| Honduras | 1,300.1 | 4.6% | 132.8% | 1,272.7 | 27.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Mexique | 14,061.6 | 1.1% | 35.2% | 13,267.4 | 794.2 | 452.0 | 0.0 | 452.0 |
| Nicaragua | 227.1 | 1.6% | 26.2% | 196.7 | 30.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Panama | 530.1 | 0.8% | 14.6% | 129.9 | 400.2 | 10,638.4 | 9,712.7 | 925.7 |
| Paraguay | 28.7 | 0.1% | 1.6% | 12.6 | 16.1 | 57.3 | 57.3 | 0.0 |
| Pérou | 1,810.6 | 0.8% | 20.3% | 1,610.2 | 200.4 | 382.0 | 325.9 | 56.0 |
| République Dominicaine | 414.9 | 0.4% | 13.4% | 338.5 | 76.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Salvador | 393.6 | 1.3% | 20.9% | 353.5 | 40.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Uruguay | 338.2 | 0.6% | 7.9% | 184.1 | 154.1 | 272.5 | 225.0 | 47.5 |
| Venezuela | 732.5 | 0.7% | 48.4% | 473.8 | 258.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Asie | 101,385.4 | 0.3% | 7.3% | 83,363.9 | 18,021.5 | 118,058.8 | 107,163.0 | 10,895.8 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|---------------------|------------------------------|----------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Afghanistan | 19.7 | 0.1% | 19.2% | 17.3 | 2.4 | 0.8 | 0.8 | 0.0 |
| Arabie Saoudite | 677.6 | 0.1% | 1.7% | 677.6 | 0.0 | 15,888.7 | 15,595.5 | 293.2 |
| Arménie | 19.8 | 0.1% | 6.5% | 14.1 | 5.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Azerbaïdjan | 208.1 | 0.4% | 25.5% | 193.4 | 14.7 | 161.4 | 161.4 | 0.0 |
| Bahreïn | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 312.7 | 246.6 | 66.1 |
| Bangladesh | 355.0 | 0.1% | 21.4% | 335.9 | 19.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bhoutan | 0.2 | 0.0% | 0.3% | 0.1 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Brunei | 12.1 | 0.1% | 4.2% | 12.1 | 0.0 | 5.2 | 5.2 | 0.0 |
| Cambodge | 639.7 | 2.4% | 118.5% | 635.5 | 4.2 | 37.7 | 0.0 | 37.7 |
| Chine | 30,938.2 | 0.2% | 6.0% | 21,840.8 | 9,097.4 | 15,835.9 | 15,835.9 | 0.0 |
| Corée du Nord | 0.8 | 0.0% | 0.3% | 0.7 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.0 |
| Corée du Sud | 2,292.7 | 0.1% | 2.2% | 1,867.7 | 425.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Emirats Arabes Unis | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 1,094.6 | 254.3 | 840.3 |
| Géorgie | 73.9 | 0.4% | 8.8% | 65.7 | 8.1 | 15.5 | 7.2 | 8.3 |
| Hong Kong | 1,049.7 | 0.3% | 6.5% | 85.3 | 964.3 | 45,197.0 | 42,969.6 | 2,227.3 |
| Inde | 21,577.1 | 0.7% | 61.2% | 21,375.8 | 201.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Indonésie | 3,041.6 | 0.3% | 11.6% | 2,981.1 | 60.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Irak | 31.3 | 0.0% | 0.6% | 20.9 | 10.4 | 32.7 | 32.7 | 0.0 |
| Iran | 29.3 | 0.0% | 0.3% | 23.2 | 6.1 | 65.7 | 65.7 | 0.0 |
| Israël | 1,377.5 | 0.3% | 5.2% | 536.6 | 841.0 | 60.7 | 0.0 | 60.7 |
| Japon | 15,618.4 | 0.3% | 3.4% | 12,088.1 | 3,530.3 | 4,399.8 | 0.0 | 4,399.8 |
| Jordan | 137.2 | 0.3% | 11.4% | 54.1 | 83.2 | 45.4 | 28.4 | 16.9 |
| Kazakhstan | 112.5 | 0.1% | 2.2% | 68.6 | 43.9 | 1,310.5 | 1,310.5 | 0.0 |
| Kirghizistan | 11.3 | 0.1% | 4.2% | 8.7 | 2.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Koweït | 76.2 | 0.1% | 1.1% | 76.2 | 0.0 | 140.6 | 91.8 | 48.7 |
| Laos | 418.4 | 2.2% | 308.9% | 414.5 | 3.9 | 94.0 | 94.0 | 0.0 |
| Liban | 238.9 | 1.0% | 35.6% | 42.0 | 196.8 | 27.4 | 0.0 | 27.4 |
| Macao | 515.5 | 1.7% | 38.1% | 475.8 | 39.7 | 38.7 | 0.0 | 38.7 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|-------------------------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Malaisie | 1,239.6 | 0.3% | 13.5% | 996.6 | 243.1 | 280.5 | 260.0 | 20.5 |
| Maldives | 10.6 | 0.2% | 2.8% | 9.7 | 0.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Mongolie | 443.5 | 2.9% | 64.0% | 442.4 | 1.1 | 83.3 | 68.2 | 15.2 |
| Myanmar | 428.3 | 0.6% | 61.0% | 426.9 | 1.3 | 18.7 | 18.7 | 0.0 |
| Népal | 75.1 | 0.2% | 11.3% | 70.1 | 4.9 | 0.3 | 0.3 | 0.0 |
| Oman | 87.7 | 0.1% | 2.6% | 87.7 | 0.0 | 103.8 | 0.0 | 103.8 |
| Ouzbékistan | 14.0 | 0.0% | 0.7% | 4.3 | 9.7 | 4.9 | 4.9 | 0.0 |
| Pakistan | 343.1 | 0.1% | 11.6% | 321.2 | 21.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Palestine | 2.4 | 0.0% | 0.6% | 0.1 | 2.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Philippines | 6,993.6 | 1.8% | 76.8% | 6,825.1 | 168.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Qatar | 63.6 | 0.0% | 1.4% | 63.6 | 0.0 | 614.2 | 0.0 | 614.2 |
| Singapour | 2,055.6 | 0.5% | 13.8% | 874.9 | 1,180.7 | 29,054.2 | 27,167.7 | 1,886.6 |
| Sri Lanka | 266.0 | 0.3% | 15.9% | 259.2 | 6.8 | 2.2 | 2.2 | 0.0 |
| Syrie | 3.9 | 0.0% | 2.9% | 0.5 | 3.4 | 0.1 | 0.1 | 0.0 |
| Tadjikistan | 0.7 | 0.0% | 0.4% | 0.1 | 0.5 | 3.3 | 3.3 | 0.0 |
| Taïwan | 375.2 | nan% | nan% | 375.2 | 0.0 | 2,723.6 | 2,723.6 | 0.0 |
| Thaïlande | 2,258.7 | 0.4% | 12.3% | 1,930.0 | 328.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Timor-laté | 0.7 | 0.0% | 0.3% | 0.3 | 0.3 | 176.8 | 176.8 | 0.0 |
| Turkménistan | 0.5 | 0.0% | 0.1% | 0.3 | 0.2 | 2.7 | 2.7 | 0.0 |
| Turquie | 1,336.5 | 0.2% | 4.5% | 902.3 | 434.2 | 57.8 | 32.0 | 25.9 |
| Vietnam | 5,878.6 | 1.6% | 81.8% | 5,828.5 | 50.2 | 166.7 | 2.2 | 164.5 |
| Yémen | 34.9 | 0.4% | 23.6% | 33.0 | 1.8 | 0.5 | 0.5 | 0.0 |
| Caraïbes et îles américaines | 1,334.1 | 0.6% | 16.3% | 820.2 | 513.9 | 77,926.2 | 52,613.8 | 25,312.4 |
| Anguilla | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 12.4 | 0.0 | 12.4 |
| Arubie | 31.1 | 1.0% | 26.1% | 17.1 | 13.9 | 6.4 | 0.0 | 6.4 |
| Bahamas | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 314.9 | 52.7 | 262.1 |
| Barbados | 107.1 | 2.2% | 49.7% | 33.0 | 74.1 | 1,704.2 | 1,650.5 | 53.8 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|---------------------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Belize | 47.6 | 2.0% | 57.3% | 0.0 | 47.6 | 35.2 | 0.0 | 35.2 |
| Bermudes | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 8,511.7 | 7,173.5 | 1,338.3 |
| Curacao | 151.1 | 5.5% | 144.0% | 12.4 | 138.7 | 107.7 | 55.0 | 52.7 |
| Dominique | 2.8 | 0.5% | 12.2% | 0.1 | 2.8 | 0.2 | 0.0 | 0.2 |
| Grenade | 2.4 | 0.2% | 9.7% | 0.0 | 2.4 | 1.1 | 0.0 | 1.1 |
| Guadeloupe | 4.7 | nan% | nan% | 4.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Guyane | 228.8 | 2.8% | 85.2% | 225.8 | 3.1 | 87.5 | 87.5 | 0.0 |
| Haïti | 4.7 | 0.0% | 5.3% | 0.0 | 4.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Îles Caïmans | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 45,254.2 | 22,040.0 | 23,214.2 |
| Îles Falkland | 1.5 | nan% | nan% | 1.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Îles Turques-et-Caïques | 6.6 | 0.6% | 16.4% | 0.0 | 6.6 | 2.7 | 0.0 | 2.7 |
| Îles Vierges américaines | 7.7 | 0.2% | 4.5% | 7.5 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Îles Vierges britanniques | 150.3 | 9.8% | 255.0% | 0.0 | 150.3 | 14,072.8 | 13,749.6 | 323.2 |
| Jamaïque | 322.9 | 2.2% | 43.1% | 314.1 | 8.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Montserrat | 0.2 | 0.3% | 8.5% | 0.0 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Porto Rico | 101.6 | 0.1% | 2.5% | 101.5 | 0.1 | 7,746.1 | 7,746.1 | 0.0 |
| Saint-Christophe-et-Niévès | 0.0 | 0.0% | 0.1% | 0.0 | 0.0 | 5.2 | 0.0 | 5.2 |
| Saint-Martin | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 18.6 | 2.1% | 58.6% | 3.1 | 15.5 | 23.0 | 19.2 | 3.8 |
| Sainte-Lucie | 77.0 | 3.9% | 149.1% | 70.7 | 6.3 | 10.4 | 9.2 | 1.2 |
| Sint Maarten | 2.2 | 0.2% | 4.3% | 0.0 | 2.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Suriname | 12.6 | 0.4% | 12.3% | 3.9 | 8.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Trinité-et-Tobago | 52.5 | 0.2% | 6.4% | 24.7 | 27.8 | 30.5 | 30.5 | 0.0 |
| Europe | 230,776.6 | 1.0% | 11.7% | 153,754.5 | 77,022.0 | 196,227.5 | 132,779.2 | 63,448.3 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|--------------------|------------------------------|----------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Albanie | 8.1 | 0.0% | 1.6% | 6.7 | 1.4 | 1.1 | 1.1 | 0.0 |
| Allemagne | 43,901.9 | 1.0% | 10.0% | 37,686.5 | 6,215.3 | 3,674.0 | 0.0 | 3,674.0 |
| Andorre | 21.8 | 0.7% | 10.6% | 0.0 | 21.8 | 5.7 | 0.0 | 5.7 |
| Autriche | 1,969.6 | 0.4% | 4.3% | 1,429.0 | 540.6 | 1,623.1 | 1,393.3 | 229.8 |
| Belgique | 6,927.2 | 1.2% | 13.5% | 5,430.8 | 1,496.5 | 2,721.8 | 1,370.9 | 1,350.9 |
| Biélorussie | 27.8 | 0.0% | 0.8% | 25.4 | 2.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Bosnie Herzégovine | 32.6 | 0.1% | 2.1% | 31.0 | 1.7 | 31.8 | 31.8 | 0.0 |
| Bulgarie | 202.3 | 0.2% | 4.5% | 184.9 | 17.4 | 154.2 | 154.2 | 0.0 |
| Chypre | 839.0 | 2.8% | 35.6% | 24.5 | 814.5 | 3,810.7 | 3,563.1 | 247.6 |
| Croatie | 139.4 | 0.2% | 3.0% | 119.9 | 19.5 | 42.4 | 8.4 | 34.0 |
| Danemark | 1,290.7 | 0.3% | 3.5% | 427.8 | 862.8 | 11,744.4 | 11,363.6 | 380.8 |
| Espagne | 9,858.8 | 0.7% | 8.9% | 8,876.7 | 982.1 | 5,243.3 | 3,129.3 | 2,114.0 |
| Estonie | 101.0 | 0.3% | 4.8% | 77.4 | 23.6 | 261.9 | 261.9 | 0.0 |
| Finlande | 1,211.9 | 0.4% | 4.9% | 616.0 | 596.0 | 796.2 | 356.5 | 439.7 |
| France | 23,671.2 | 0.8% | 8.6% | 19,962.6 | 3,708.5 | 4,766.5 | 0.0 | 4,766.5 |
| Gibraltar | 0.0 | nan% | nan% | 0.0 | 0.0 | 22,082.2 | 22,082.2 | 0.0 |
| Grèce | 1,254.0 | 0.6% | 10.8% | 582.7 | 671.3 | 73.3 | 0.0 | 73.3 |
| Guernesey | 296.1 | 2.5% | 35.3% | 0.0 | 296.1 | 495.5 | 2.0 | 493.5 |
| Hongrie | 580.1 | 0.3% | 6.0% | 533.2 | 46.9 | 323.7 | 248.9 | 74.7 |
| Îles Féroé | 10.1 | 0.3% | 3.9% | 8.5 | 1.6 | 9.9 | 0.0 | 9.9 |
| Île de Man | 0.0 | nan% | nan% | 0.0 | 0.0 | 1,021.6 | 1,021.6 | 0.0 |
| Irlande | 12,729.0 | 2.5% | 47.7% | 545.7 | 12,183.3 | 40,876.7 | 34,306.6 | 6,570.1 |
| Islande | 41.2 | 0.2% | 2.0% | 25.5 | 15.7 | 7.2 | 7.2 | 0.0 |
| Italie | 11,193.5 | 0.5% | 7.3% | 8,229.7 | 2,963.8 | 3,475.0 | 0.0 | 3,475.0 |
| Jersey | 505.1 | 4.3% | 60.3% | 0.0 | 505.1 | 13,880.5 | 12,135.5 | 1,744.9 |
| Kosovo | 0.5 | nan% | nan% | 0.5 | 0.0 | 0.8 | 0.8 | 0.0 |
| Lettonie | 146.0 | 0.4% | 5.9% | 118.8 | 27.2 | 44.9 | 1.5 | 43.3 |
| Liechtenstein | 48.4 | 0.6% | 8.8% | 15.0 | 33.4 | 28.0 | 9.5 | 18.4 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|-------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Lituanie | 115.9 | 0.2% | 3.3% | 105.6 | 10.3 | 192.8 | 192.8 | 0.0 |
| Luxembourg | 27,462.2 | 32.1% | 650.9% | 20,710.8 | 6,751.5 | 17,162.1 | 9,018.6 | 8,143.5 |
| Macédoine du Nord | 39.8 | 0.3% | 6.1% | 39.0 | 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Malte | 381.6 | 2.1% | 29.6% | 21.6 | 360.0 | 1,932.2 | 1,842.6 | 89.6 |
| Moldavie | 24.9 | 0.2% | 3.6% | 24.1 | 0.8 | 0.4 | 0.4 | 0.0 |
| Monaco | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 39.5 | 39.5 | 0.0 |
| Monténégro | 16.9 | 0.3% | 4.5% | 15.9 | 1.0 | 7.7 | 2.2 | 5.5 |
| Norvège | 1,065.1 | 0.2% | 2.4% | 653.6 | 411.4 | 2,155.9 | 1,760.9 | 395.0 |
| Pays-Bas | 15,611.4 | 1.5% | 19.2% | 10,986.8 | 4,624.5 | 10,756.1 | 6,380.4 | 4,375.7 |
| Pologne | 4,495.6 | 0.7% | 14.2% | 4,244.8 | 250.8 | 75.0 | 0.0 | 75.0 |
| Portugal | 2,658.1 | 1.0% | 14.8% | 2,242.5 | 415.6 | 675.6 | 147.4 | 528.1 |
| Royaume-Uni | 45,346.2 | 1.4% | 13.9% | 16,899.8 | 28,446.5 | 23,451.3 | 2,316.9 | 21,134.4 |
| Roumanie | 1,466.8 | 0.5% | 10.5% | 1,454.4 | 12.4 | 52.6 | 44.6 | 7.9 |
| Russie | 1,015.0 | 0.1% | 1.1% | 748.4 | 266.6 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Saint Marin | 7.0 | 0.4% | 5.4% | 0.0 | 7.0 | 3.0 | 0.0 | 3.0 |
| Serbie | 265.2 | 0.4% | 6.7% | 260.1 | 5.1 | 67.4 | 57.7 | 9.7 |
| Slovaquie | 549.7 | 0.5% | 7.5% | 489.2 | 60.5 | 345.1 | 244.6 | 100.5 |
| Slovénie | 202.8 | 0.3% | 4.7% | 140.5 | 62.2 | 69.9 | 37.0 | 32.9 |
| Suisse | 5,968.8 | 0.7% | 17.2% | 3,268.8 | 2,700.0 | 20,755.6 | 18,865.5 | 1,890.1 |
| Suède | 5,056.0 | 0.8% | 8.2% | 4,617.6 | 438.4 | 1,244.4 | 378.0 | 866.4 |
| Tchéquie | 1,714.2 | 0.6% | 7.4% | 1,604.4 | 109.8 | 44.9 | 0.0 | 44.9 |
| Ukraine | 306.2 | 0.2% | 3.7% | 268.0 | 38.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Océanie | 28,302.9 | 1.5% | 19.2% | 26,449.3 | 1,853.7 | 2,223.0 | 38.4 | 2,184.6 |
| Australie | 23,555.2 | 1.5% | 18.8% | 22,132.9 | 1,422.3 | 1,538.9 | 0.0 | 1,538.9 |
| Fidji | 9.7 | 0.2% | 6.7% | 8.5 | 1.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Guam | 33.0 | 0.5% | 7.0% | 33.0 | 0.0 | 0.9 | 0.9 | 0.0 |
| Îles Marshall | 191.3 | 74.2% | 1394.8% | 0.0 | 191.3 | 362.4 | 12.5 | 349.9 |
| Îles Cook | 0.1 | nan% | nan% | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

...continue sur la page suivante

Suite de la page précédente...

| Pays | Perte fiscale annuelle subie | | | | | Perte fiscale annuelle infligée | | |
|------------------------|------------------------------|----------|-------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|
| | Totale en millions d'USD | % du PIB | % des dépenses de santé | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) | Totale en millions d'USD | Dont: abus de l'impôt sur les sociétés (millions d'USD) | Dont: Abus de l'impôt sur la fortune offshore (millions d'USD) |
| Îles Mariannes du Nord | 2,416.5 | nan% | nan% | 2,416.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Îles Salomon | 53.7 | 3.4% | 102.1% | 51.9 | 1.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Kiribati | 0.1 | 0.0% | 0.4% | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Micronésie | 0.4 | 0.1% | 4.8% | -0.0 | 0.4 | 4.7 | 2.7 | 2.0 |
| Nauru | 1.8 | 1.3% | 11.1% | 0.0 | 1.8 | 0.9 | 0.0 | 0.9 |
| Nouvelle Calédonie | 17.5 | 0.2% | 2.2% | 0.0 | 17.5 | 43.8 | 0.0 | 43.8 |
| Nouvelle-Zélande | 1,249.9 | 0.5% | 6.3% | 1,104.1 | 145.9 | 185.1 | 0.0 | 185.1 |
| Palau | 0.0 | 0.0% | 0.0% | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Papouasie | 180.7 | 0.7% | 59.6% | 175.2 | 5.5 | 20.4 | 20.4 | 0.0 |
| Polynésie française | 13.0 | 0.2% | 2.7% | 0.9 | 12.1 | 12.2 | 0.0 | 12.2 |
| Samoa | 577.5 | 68.4% | 1336.4% | 526.1 | 51.3 | 52.8 | 1.2 | 51.6 |
| Samoa américain | 0.0 | nan% | nan% | 0.0 | 0.0 | 0.7 | 0.7 | 0.0 |
| Tonga | 0.1 | 0.0% | 0.6% | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Tuvalu | 0.0 | 0.0% | 0.1% | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Vanuatu | 2.5 | 0.3% | 21.2% | 0.0 | 2.5 | 0.2 | 0.1 | 0.1 |

Bibliographie

- Alstadsæter, Annette, Casi, Elisa, Miethe, Jakob and Stage, Barbara. 'Lost in Information: National Implementation of Global Tax Agreements'. *NHH Dept. of Business and Management Science Discussion Paper*, (2023/22) (2023) (cit. on p. 49).
- Alstadsæter, Annette, Godar, Sarah, Latitude, Anne-Cécile Leroux, Nicolaides, Panayiotis and Zucman, Gabriel. 'Global Tax Evasion Report 2024'. PhD thesis. Eu-Tax Observatory, 2023. URL: https://www.taxobservatory.eu/www-site/uploads/2023/10/global_tax_evasion_report_24.pdf (cit. on pp. 44, 48).
- Alstadsæter, Annette, Johannesen, Niels and Zucman, Gabriel. 'Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality'. *Journal of Public Economics*, (162) (June 2018). URL: <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.01.008> (visited on 25/10/2024) (cit. on p. 44).
- Beer, Sebastian, Coelho, Maria and Leduc, Sebastien. 'Hidden Treasure: The Impact of Automatic Exchange of Information on Cross-Border Tax Evasion'. *IMF Working Paper*, (286) (2019) (cit. on p. 49).
- Boas, Hjalte Fejerskov, Johannesen, Niels, Kreiner, Claus Thustrup, Larsen, Lauge Truels and Zucman, Gabriel. *Taxing Capital in a Globalized World: The Effects of Automatic Information Exchange*. Tech. rep. National Bureau of Economic Research, 2024 (cit. on p. 49).
- Casi, Elisa, Spengel, Christoph and Stage, Barbara MB. 'Cross-Border Tax Evasion after the Common Reporting Standard: Game Over?' *Journal of Public Economics*, 190 (2020) (cit. on p. 49).
- Cobham, Alex and Janský, Petr. 'Global Distribution of Revenue Loss from Corporate Tax Avoidance: Re-Estimation and Country Results'. *Journal of International Development*, 30(2) (2018). URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/jid.3348> (visited on 28/05/2018) (cit. on pp. 20, 24).
- *Estimating Illicit Financial Flows: A Critical Guide to the Data, Methodologies, and Findings*. Oxford: Oxford University Press, 2020. URL: <https://doi.org/10.1093/oso/9780198854418.001.0001> (visited on 26/05/2023) (cit. on pp. 22, 44).

- Crivelli, Ernesto, de Mooij, Ruud and Keen, Michael. 'Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries'. *FinanzArchiv: Public Finance Analysis*, 72(3) (Sept. 2016). URL: <https://www.jstor.org/stable/24807496> (visited on 15/05/2022) (cit. on pp. 21, 24).
- ECORYS. *Monitoring the Amount of Wealth Hidden by Individuals in International Financial Centres and Impact of Recent Internationally Agreed Standards on Tax Transparency on the Fight against Tax Evasion*. Tech. rep. Brussels, Belgium: European Commission DG TAXUD, 2021 (cit. on p. 44).
- García Bernardo, Javier and Janský, Petr. 'Profit Shifting of Multinational Corporations Worldwide'. *ICTD Working Paper*, 119 (Mar. 2021). URL: <https://www.ictd.ac/publication/profit-shifting-multinational-corporations-worldwide/> (visited on 26/05/2023) (cit. on p. 20).
- Garcia-Bernardo, Javier, Janský, Petr and Tørsløv, Thomas. 'Multinational Corporations and Tax Havens: Evidence from Country-by-Country Reporting'. *International Tax and Public Finance* (2021). URL: <https://doi.org/10.1007/s10797-020-09639-w> (visited on 08/05/2022) (cit. on p. 24).
- Garcia-Bernardo, Javier, Janský, Petr and Zucman, Gabriel. *Did the Tax Cuts and Jobs Act Reduce Profit Shifting by US Multinational Companies?* Working Paper. May 2022. URL: <https://www.nber.org/papers/w30086> (visited on 12/07/2023) (cit. on pp. 30, 31).
- Henry, James S. *The Price of Offshore Revisited: New Estimates for "Missing" Global Private Wealth, Income, Inequality, and Lost Taxes*. Tech. rep. Tax Justice Network, 2012. URL: http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_26072012.pdf (visited on 07/05/2022) (cit. on pp. 44, 48).
- Horst, Thomas and Curatolo, Alex. 'Assessing the Double Count of Pretax Profit In the IRS Summary Of CbC Data for Fiscal 2017'. *Tax Notes International*, 98(4) (2020) (cit. on p. 30).
- Janský, Petr, Palanská, Tereza and Palanský, Miroslav. *Hide-Seek-Hide? On the Effects of Financial Secrecy*. Tech. rep. 2024-03. Tax Justice Network, 2024. URL: <https://doi.org/10.17605/OSF.IO/9HDUS> (cit. on p. 49).
- Johannesen, Niels and Pirttilä, Jukka. 'Capital Flight and Development An Overview of Concepts, Methods, and Data Sources'. *UNU-WIDER Working Paper Series*, 2016/95 (2016). URL: <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2016-95.pdf> (visited on 07/09/2016) (cit. on p. 44).
- Menkhoff, Lukas and Miethe, Jakob. 'Tax Evasion in New Disguise? Examining Tax Havens' International Bank Deposits'. *Journal of Public Economics*, 176 (2019) (cit. on p. 49).
- Muheet Chowdhary, Abdul and Picciotto, Sol. *Tax Cooperation Policy Brief 21, November 2021*. Tech. rep. South Centre, Nov. 2021. URL:

<https://www.southcentre.int/tax-cooperation-policy-brief-21-november-2021/> (visited on 25/10/2024) (cit. on p. 10).

Ryding, Tove. *Proposal for a United Nations Convention on Tax*. Tech. rep. Brussels, Belgium: Eurodad, Mar. 2022. URL:

<https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/2852/attachments/original/1654678410/un-tax-convention-final.pdf?1654678410> (visited on 24/10/2024) (cit. on p. 10).

Tax Justice Network. *State of Tax Justice 2024: Methodological Note on Estimating the Scale of Corporate Tax Abuse*. 2024. URL: https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2024/11/sotj2024_methodology_corporateTaxAbuse.pdf (visited on 18/11/2024) (cit. on pp. 29, 31).

– *State of Tax Justice 2024: Methodology Note on Estimating the Scale of Undeclared Offshore Wealth and Related Tax Revenue Losses*. 2024. URL: https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2024/11/sotj2024_methodology_offshoreWealth.pdf (visited on 18/11/2024) (cit. on p. 45).

Tørsløv, Thomas, Wier, Ludvig and Zucman, Gabriel. *The Missing Profits of Nations*. Tech. rep. Working Paper 24701. National Bureau of Economic Research, June 2018. URL: <https://www.nber.org/papers/w24701> (visited on 09/12/2022) (cit. on p. 20).

Vellutini, Charles, Casamatta, Georges, Bousquet, Léa and Poniatowski, Grzegorz. *Estimating International Tax Evasion by Individuals*. Working Paper 76. European Commission, 2019. URL:

<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/10854d45-f549-11e9-8c1f-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-120453070> (cit. on p. 44).

Zucman, Gabriel. ‘The Missing Wealth of Nations: Are Europe and the US Net Debtors or Net Creditors?’ *The Quarterly Journal of Economics*, 128(3) (2013). URL: <http://qje.oxfordjournals.org/content/128/3/1321.short> (visited on 08/05/2022) (cit. on p. 44).